

RECERC - Ouvrages de référence - 2013 - Collection Catalogne Nord n°3

Martina Camiade
Joan Becat Jean-Philippe Meneau

Territoire et droits d'usage en Catalogne Nord

L'exemple de la commune de Mentet (Conflent)



ICRESS, Institut catalan de recherche en sciences sociales (EA 3681)
Université de Perpignan Via Domitia

Territoire et droits d'usage en Catalogne Nord

L'exemple de la commune de Mentet (Conflent)

Martina Camiade, sld, Joan Becat, Jean-Philippe Meneau

Territoire et droits d'usage en Catalogne Nord. L'exemple de la commune de Mentet (Conflent)

Revue RECERC, Ouvrages de référence, Collection Catalogne Nord n°3

Comprend : Document de synthèse (7-28) ; Étude juridique des usages et coutumes (29-80) ; Propriétés et droits de pacage dans la Vallée du Querol (81-91) ; Propriétés et usage pastoral à Mentet (92-1165) ; Documents annexes (116-177)

Texte en français. 179 pages

ISSN 1961-9340

I. Institut catalan de recherche en sciences sociales, Université de Perpignan Via Domitia

1. Pyrénées - Catalogne Nord - droits d'usage - pastoralisme - Usages de Barcelone - Constitutions de Catalogne - loi Stratae

Résumé : Cette étude a été effectuée par l'ICRESS à la demande de la commune de Mentet (Conflent), afin d'établir l'origine et l'évolution jusqu'à nos jours des droits d'usage au pacage sur son territoire. L'étude juridique de ces droits, sur Mentet ou sur les cas semblables des montagnes des Pyrénées-Orientales, montre qu'ils remontent au Moyen-Âge. Ils sont issus du droit catalan: les Usages de Barcelone, puis les Constitutions de Catalogne. Ils sont l'assise d'un usage pastoral multiséculaire qui s'exerce sans interruptions jusqu'à aujourd'hui sur cet espace de haute montagne. L'étude précise la situation actuelle des propriétés dans la commune de Mentet, dont 69% du territoire appartient à des sociétés civiles et où les habitants et les éleveurs locaux voient leurs droits d'usage contestés. Elle apporte un éclairage sur la situation des années 1970, dont est issue directement la situation actuelle, avec des achats spéculatifs de terrains, qui demeurent, et un projet de station de ski, aujourd'hui abandonné.

RECERC

Revue électronique de l'Institut catalan de recherche en sciences sociales

Ouvrages de référence, Collection Catalogne Nord n°3

Première édition : février 2013

Université de Perpignan Via Domitia

ISSN n° 1961-9340

Note : la base de cet ouvrage est une étude effectuée en 2003-2004 par un groupe de recherche de l'ICRESS à la demande de la commune de Mentet (Conflent, Pyrénées-Orientales), afin d'établir l'origine et l'évolution jusqu'à nos jours des droits d'usage au pacage sur son territoire.

RECERC - Ouvrages de référence - 2013 - Collection Catalogne Nord n°3

Martina Camiade, sld, Joan Becat, Jean-Philippe Meneau

Territoire et droits d'usage en Catalogne Nord L'exemple de la commune de Mentet (Conflent)

Page Chapitre

4	Bref sommaire
5	Résumés en anglais, en français, en catalan, en espagnol
7	Territoire et droits d'usage dans la commune de Mentet. Document de synthèse 1.- L'usage pastoral multiséculaire et l'exercice des droits de pacage 2.- L'étude juridique des droits de pacage
29	Première partie : Contribution à l'étude juridique des usages et coutumes de la commune de Mentet 1.- L'actualité de la " <i>loi stratae</i> " 2.- De la propriété aux usages
81	Deuxième partie : Les propriétés et les droits de pacage en Catalogne. La Vallée du Querol 1.- Les propriétés et les droits de pacage en Catalogne 2.- L'exemple de la Vallée du Querol
92	Troisième partie: Les propriétés et l'usage pastoral de la commune de Mentet 1.- Les propriétés 2.- L'usage pastoral de la commune de Mentet
116	Documents annexes 1.- La toponymie et le territoire de la commune de Mentet 2.- Les sociétés de Py et de Mentet et les achats spéculatifs, 1960-1970 3.- Le projet avorté de station de ski de Pi et Mentet (1964-1970)
178	Sommaire

Résumés

Martina Camiade, sld
Joan Becat
Jean-Philippe Meneau

English

Land and property rights in Northern Catalonia Example of municipality of Mentet (Conflent)

Key Words : Pyrenees - North Catalonia - Property rights - Pastoralism - Usages of Barcelona - Catalan Constitutions - Stratae Law

Summary

This study was carried out by the ICRESS (*Institut Catalan de recherche en sciences sociales*) at the request of the municipality of Mentet (Conflent) in order to examine the origins and evolution of grazing rights throughout its territory. The study of these legal rights in Mentet or in other similar cases throughout the mountains of the Pyrenees-Orientales shows that these rights have existed since the Middle Ages. They stem from the Catalan law: the Usages of Barcelona, followed by the Catalan Constitutions. They are the foundation of age-old pastoral rights that are still observed today in this high mountain area. This study also explains the land ownership situation today in the municipality of Mentet, of which 69% of the territory belongs to civil societies and where local inhabitants and farmers are finding their property rights contested. It has brought the situation in the 1970s to light, from which directly stems today's current situation, with its speculative purchases of land and plans to build a ski resort, which have now been abandoned.

Français

Territoire et droits d'usage en Catalogne Nord L'exemple de la commune de Mentet (Conflent)

Mots clé : Pyrénées - Catalogne Nord - droits d'usage - pastoralisme - Usages de Barcelone - Constitutions de Catalogne - loi Stratae

Résumé

Cette étude a été effectuée par l'ICRESS à la demande de la commune de Mentet (Conflent), afin d'établir l'origine et l'évolution jusqu'à nos jours des droits d'usage au pacage sur son territoire. L'étude juridique de ces droits, sur Mentet ou sur les cas semblables des montagnes des Pyrénées-Orientales, montre qu'ils remontent au Moyen-Âge. Ils sont issus du droit catalan: les Usages de Barcelone, puis les Constitutions de Catalogne. Ils sont l'assise d'un usage pastoral multiséculaire qui s'exerce sans interruptions jusqu'à aujourd'hui sur cet espace de haute montagne. L'étude précise la situation actuelle des propriétés dans la commune de Mentet, dont 69% du territoire appartient à des sociétés civiles et où les habitants et les éleveurs locaux voient leurs droits d'usage contestés. Elle apporte un éclairage sur la situation des années 1970, dont est issue directement la situation actuelle, avec des achats spéculatifs de terrains, qui demeurent, et un projet de station de ski, aujourd'hui abandonné.

Martina Camiade, sld
Joan Becat
Jean-Philippe Meneau

Català

Territori i drets d'ús a Catalunya Nord L'exemple del municipi de Mentet (Conflent)

Paraules clau : Pirineu - Catalunya Nord - drets d'ús - pastoralisme - Usatges de Barcelona - Constitucions de Catalunya - llei Stratae

Resum

Aquest estudi va ser realitzat per l'ICRECS a petició del municipi de Mentet (Conflent), per tal d'establir l'origen i l'evolució fins avui dia dels drets d'ús al pasturatge en el seu territori. L'estudi jurídic d'aquests drets, a Mentet o en altres casos semblants de les muntanyes del Pirineu Oriental, mostra que vénen de l'Edat Mitjana. Van nèixer del dret català : els Usatges de Barcelona, i després les Constitucions de Catalunya. Són els fonaments d'un ús pastoral multisecular que s'exerceix sense interrupcions fins avui dia sobre aquest espai d'alta muntanya. L'estudi precisa la situació actual de les propietats en el municipi de Mentet, on el 69% del territori pertany a societats civils i on els habitants i els ramaders locals veuen els seus drets d'ús discutits. Aporta aclariments sobre la situació dels anys 1970, de la qual en surt directament la situació actual, amb compres especulatives de terrenys, que es queden, i un projecte d'estació d'esquí, avui abandonat.

Castellano

Territorio y derecho de uso en Cataluña Norte El ejemplo del municipio de Mentet (Conflent)

Palabras clave: Pirineos - Cataluña Norte - derecho de uso - pastoralismo - Usos de Barcelona - Constituciones de Cataluña - ley Stratae

Resumen

Este estudio fuérealizado por el ICRECS a petición del municipio de Mentet (Conflent), para determinar el origen y la evolución hasta el día de hoy del derecho de uso pastoral en su territorio. El estudio jurídico de estos derechos, en Mentet o en otros casos parecidos de las montañas de los Pirineos Orientales, muestra que tienen su origen en la Edad Media. Nacieron del derecho catalán : los Usos de Barcelona, y después las Constituciones de Cataluña. Son los fundamentos de un uso pastoral multisecular que se ha ejercido sin interrupción hasta el día de hoy en este espacio de alta montaña. El estudio precisa la situación actual de las propiedades en el municipio de Mentet, donde el 69% del territorio pertenece a sociedades civiles y donde los habitantes y los ganaderos locales ven como se discuten sus derechos. Aporta esclarecimiento sobre la situación de los años 1970, de donde surge directamente la situación actual, con comprasespeculativas de territorio, que se quedan, i un proyecto de estación de esquí, actualmente abandonado.

Territoire et droits d'usage en Catalogne Nord

L'exemple de Mentet (Conflent)

Document de synthèse

par Martina Camiade, Joan Becat et Jean-Philippe Meneau

- 1.- L'usage pastoral multiséculaire et l'exercice sans interruptions des droits de pacage sur le territoire de la commune de Mentet**
- 2.- L'étude juridique des droits de pacage, sur Mentet et dans des cas semblables des montagnes des Pyrénées-Orientales**
- 3.- La situation actuelle des propriétés dans la commune de Mentet**

Cette étude sur le territoire et les droits d'usage de la Commune de Mentet est structurée autour de trois grands thèmes :

- L'usage pastoral multiséculaire et l'exercice sans interruptions des droits de pacage sur le territoire de la commune de Mentet.
- L'étude juridique de ces droits de pacage, qu'il s'agisse de Mentet ou de cas semblables dans les montagnes des Pyrénées-Orientales.
- La situation actuelle des propriétés dans la commune de Mentet, avec un éclairage sur la situation des années 1970, dont est issue directement la situation actuelle.

Mentet est un village du Haut Conflent. Son territoire est situé sur le versant nord de la chaîne principale pyrénéenne entre le massif de la Carançà et le massif du Canigó. Il s'agit d'un ensemble de hautes vallées aux modelés glaciaires dont les torrents confluent au pied du village pour former la Ribera de Mentet. Les crêtes et les sommets qui enveloppent ce territoire sont situés entre 2.500m et 2.702m au Pic de la Dona, avec des passages et des cols très haut perchés¹. Le village est à 1.550m d'altitude, sur la pente d'un *solà*, et le point le plus bas de la commune est à 1.395m, lorsque la Ribera de Mentet entre dans le territoire de Nyer.

Sur tout le sud de la commune, en limite du Haut Vallespir (*comarca* ou région des Pyrénées-Orientales) et du Ripollès (*comarca* de la Catalogne d'Espagne), s'étendent de grands *plans* sommitaux, caractéristiques de la partie orientale des Pyrénées, de l'Andorra au massif du Canigó : le Pla Segalà, le Cim de Pomarola, le Pla de Campmagre et le Pla de Coma Ermada, tous entre 2.200 et 2.500m d'altitude. Comme toujours dans les P.O. - et Mentet ne déroge pas à la règle - ces hautes

¹ - Vers le Ripollès, le chemin principal passe par la Portella de Mentet, à 2.412m. La Portella del Callau à 2.387m, mais avec de part et une marche d'approche plus difficile. Vers le Vallespir, le passage de la Mort de l'Escolà est aussi à 2.412m d'altitude.

surfaces pastorales étaient des *Pasquers Reials*² (pasquiers royaux), dont l'usage fut concédé par les souverains ou les seigneurs aux communautés d'habitants pour le pacage de leur bétail.

Vers l'aval, la vallée de la Ribera de Mentet devient ensuite une gorge torrentielle qui dévale vers Nyer. Elle est si étroite qu'il n'y a jamais eu de route ni de chemin qui puisse la longer. Les chemins du bétail et des échanges passaient tous par les hauteurs. Encore aujourd'hui il n'y a pas de communication directe entre Mentet et les villages d'aval. La route qui désenclave Mentet a été construite par étapes dans la seconde moitié du XXe siècle et passe par le Coll de Mentet à 1.767m pour redescendre vers Pi. Mentet a le triste privilège d'être le dernier village des Pyrénées-Orientales à avoir l'électricité et une route pour y accéder. En 1980 cette route n'était pas encore déneigée en hiver.

Une situation extrême comme celle de Mentet, avec à la fois un village très haut perché et un territoire de haute montagne pastorale, est assez rare en Haut Conflent où, même dans les massifs pastoraux, les villages sont à une altitude inférieure³. On retrouve une altitude comparable à celle de Mentet pour les villages de la haute Cerdagne ou du Capcir, mais dans un contexte bien différent, puisqu'il s'agit de larges plateaux ou de hautes plaines où les communications ne sont pas un problème.

À Mentet s'est développé depuis le Moyen-âge une vie pastorale intense et organisée qui, sur la base des droits d'usage, utilisait au mieux l'ensemble du territoire. Cette activité pastorale et ces droits d'usage ont été maintenus par les habitants sans interruption jusqu'à aujourd'hui. Cela fait de Mentet un cas remarquable par leur pérennité et par le caractère toujours actif de l'élevage local. De fait, Mentet est un des cas exemplaires d'une situation qui a existé dans l'ensemble des Pyrénées catalanes et qui est constatable encore dans diverses communes du Haut Conflent, de Cerdagne et du Capcir.

²- Outre Mentet, les principaux sont au Madres, au Puigmal, au Carlit et au Campcardós. Dans la deuxième partie nous donnons l'exemple de la concession de ces pasquiers aux habitants de la vallée du Querol. Les pasquiers sont définis et leur usage indiqué dans la troisième partie, sur les usages pastoraux, et dans le document annexe 1, sur la toponymie.

³- En Conflent, Sansà est à 1.400m d'altitude, Ralleu à 1.340m, Py à 1.020m, Nohèdes à 970m et Vallmanya à 880m. Seul Caudiès est à 1.650m, dans une situation proche de celle du Capcir.

1.- L'usage pastoral multiséculaire et l'exercice sans interruptions des droits de pacage sur le territoire de la commune de Mentet

L'usage pastoral traditionnel

La vie pastorale traditionnelle à Mentet est bien connue, à travers les témoignages pour la fin du XIXe et la première moitié du XXe siècle, par les éléments tirés du cadastre de 1824, par les documents historiques plus anciens, tels que le document de 1775 reproduit à la fin de l'étude juridique ou la carte du XVIIIe siècle reproduite dans l'étude toponymique, et par les noms de lieux eux-mêmes, qui permettent de remonter au-delà dans le temps.

Elle est en tous points conforme à ce que l'on sait de l'utilisation pastorale de la montagne dans les Pyrénées, à travers les nombreux articles et ouvrages écrits sur ce thème, du XIXe siècle à nos jours. Mieux, l'organisation et les usages sur la commune de Mentet en sont un cas exemplaire. D'une manière générale, l'utilisation de la montagne et la vie pastorale s'organisent autour de trois zones ou étages successifs et complémentaires : le village avec les champs, les forêts et les pacages des alentours, les vallées moyennes avec leurs *cortals*, enfin les estives de la montagne. L'ensemble constitue un système précis qui assure la complémentarité des étages et l'utilisation assez rationnelle du relief et des moindres possibilités de la montagne. Ce schéma est exactement celui de la commune de Mentet.

a) La première zone est le village lui-même et les biens de village, destinés aux cultures vivrières, aux prairies de fauche et, éventuellement, à quelques cultures commerciales. Les propriétés privées occupent presque tout l'espace disponible, sans obligation d'enclore les parcelles. L'espace public est réduit aux chemins, rues et places, et aux cours d'eau. Par contre, dans les terroirs cultivés, les chemins empruntés par les troupeaux, *camins ramaders* et *carrerades*, sont toujours bordés de murettes qui les isolent.

Les rochers et mauvaises terres, les pentes trop raides et les versants situés au-dessus des biens de village sont des terrains communs ou publics où l'on peut faire

pacager les animaux domestiques, dont on peut utiliser les arbustes et les buissons comme bois de feu. La propriété commune ou collective est toujours au service des intérêts de toutes les familles.

À Mentet, cette première zone est facile à identifier. Le village est sur les premières pentes, dégagé du fond de vallée et dans l'enfilade de la vallée du Ressec, qui permet au soleil d'hiver de l'atteindre. Les biens de village l'entourent, en terrasses sur les versants. Les forêts et les pacages de proximité pour la mi-saison sont sur les hauteurs de part et d'autre. L'ensemble constituait un tout qui devint exactement la section A1 du cadastre lors de sa réalisation en 1824.

b) La seconde zone est constituée par les vallées moyennes et les *cortals*.

Les animaux y séjournent brièvement au printemps et en automne, les hommes y travaillent en été. Les parcelles défrichées utilisent les fonds de vallée, les replats et les clairières jusqu'à la limite altitudinale des cultures de céréales et de pommes de terre et, au-delà, elles arrivent là où il est possible d'avoir des prairies de fauche. Lorsque le foin à stocker ou l'éloignement du village le demandent, on construit sur place un *cortal*. On utilise non seulement l'espace privé, en général clôturé de murets de pierres, mais aussi tout l'espace commun ou collectif environnant, où chaque propriétaire possède un droit de pacage pour ses bêtes, *el dret de l'herba*. Les forêts sont toujours présentes, plus continues et abondantes dans les *obacs*, plus claires, parsemées de *cortals* et de landes dans les *solans*. L'usage des forêts est très réglementé et assez bien contrôlé.

À Mentet, cette seconde zone est également très claire. Il s'agit de deux ensembles : l'Aleman, où les parcelles cultivées et les *cortals* forment une zone continue et, d'autre part, la basse et moyenne vallée de Queret, où la carte du XVIII^e siècle indique déjà des terres défrichées. Les versants voisins, en particulier les *solans*, étaient pacagés au printemps et à l'automne, avant et après l'envoi du bétail aux estives.

c) Le reste, la plus grande partie du territoire, c'est la *muntanya*, utilisée en été par des troupeaux communs grâce à des droits d'usage au pacage. Il en est ainsi dans toutes les Pyrénées catalanes, sans exceptions. La propriété est toujours collective ou commune, l'usage est toujours collectif et les décisions sur les estives et les circuits se font suivant les coutumes et ne sont modifiées que par consensus des usagers. En juin on forme les troupeaux communs, la *vacada* pour les bovins, éventuellement *l'eugassada* (juments et mules), et les *ramades* d'ovins. Cela

offre un double avantage, libérer des bras pour les travaux agricoles au village et aux *cortals* et avoir une gestion plus rationnelle des pacages d'été.

La *vacada* utilise successivement deux ou trois estives, souvent voisines, la montée à la première estive se faisant en fin juin et la descente de la dernière en fin septembre. Les ovins suivent et utilisent la première estive quand le gros bétail passe à la seconde, et ainsi de suite. Chaque estive a une seule cabane pastorale pour le vacher, qui fixe le troupeau communal dans une *jaça*. Soit le cycle des ovins est différent, s'il y a des espaces qui leur sont réservés, soit il s'adapte à celui des bovins, qu'il vient compléter. Dans tous les cas les ovins sont déjà utilisés en mai et juin pour fumer les champs et les prés. Dans chaque estive il y a plusieurs *orris* car les grandes *ramades* étaient divisées en plusieurs troupeaux pour un meilleur pacage dans les vallées au relief contrasté.

À Mentet, les estives avec droits de pacages occupent la majeure partie du territoire. On y observe tous les types d'estives : les estives des hautes vallées qui dominent les zones des *cortals*, les *Pasquers Reials*, c'est-à-dire l'ensemble de Pomarola, du Callau, de Campmagre et de Coma Ermada, et des *emprius* dans la haute vallée de Queret. L'utilisation de ces estives était conforme à ce schéma⁴.

L'usage pastoral contemporain

Nous disposons des éléments précis (rapports, enquêtes, cartes) qui montrent l'utilisation pastorale constante du territoire de Mentet et l'exercice des droits d'usage au pacage des éleveurs qui y résident durant la seconde moitié du XXe siècle. L'exode rural s'était accentué, surtout après la seconde guerre mondiale. Mais si l'on constate une contraction de la population ou le passage à une double résidence, l'ensemble du territoire de montagne continue à être utilisé et pacagé.

Au cours des années 1970, la charge pastorale avait beaucoup diminué par rapport à la post-guerre, mais l'ensemble du territoire était utilisé, d'une manière mi-extensive⁵. Sur Mentet les ovins utilisaient l'ensemble du territoire, mais se concentraient en été plutôt vers les *Pasquers Reials*. Les bovins et les équins utilisaient la vallée de l'Alemaný et le fond des hautes *comes*.

⁴ - Voir la troisième partie, sur l'usage pastoral, où une carte et le texte localisent et décrivent ces éléments de l'usage pastoral traditionnel.

⁵ - id., carte et description des circuits.

À la charnière des années 1980-1990 et au début des années 1990, l'ensemble du territoire était utilisé, avec une charge pastorale modérée. Comme aujourd'hui, les ovins suivaient un circuit dans les estives de l'ouest de la commune, alors que les équins et les bovins pacageaient les estives de l'est. En demi-saison et en hivernage, les ovins et les équins de Mentet restaient près du village. En octobre, ils s'attardaient dans la vallée de Queret et dans la basse vallée de l'Alemany, puis ils restaient sur les anciennes terrasses de culture et sur les versants voisins.

L'usage pastoral actuel

De l'automne au printemps, sauf lorsque la neige empêche le pacage, les troupeaux de Mentet demeurent aux environs du village. Ils utilisent la plupart des anciennes terrasses de culture, devenues des friches ou des pâturages naturels, ainsi que les espaces de pâturages voisins qui avaient déjà autrefois cette fonction.

En été, de juin à septembre-octobre, ce sont les pacages de moyenne et de haute montagne, ou estives, qui sont utilisés sur l'ensemble de la commune, sur la base d'une répartition concertée. Le gros bétail utilise la vallée du Ressec et l'ensemble des Pasquers Reials, ainsi que les hauteurs entre les Forquets et l'Alemany. Les ovins utilisent d'abord la vallée de Queret, où ils retrouvent au Coll de Pal les ovins venus de Nyer. Ils forment alors una *ramada* commune pendant le reste de l'été. Elle utilise ensuite les hautes surfaces douces ou peu pentues de la Serra Gallinera et toutes les *comes* situées à l'ouest de la commune de Mentet. La *jaça* principale est dans le fond de la Coma de Bacivers.

Nous pouvons observer que l'exploitation actuelle de la montagne s'insère exactement dans les normes d'usage anciennes.

Les cartes anciennes et la toponymie

La toponymie confirme cette organisation de la vie pastorale, qu'il s'agisse du cadastre de 1824 ou d'une carte du XVIII^e siècle⁶, qui donne des indications précises et concrètes concernant la vie pastorale et les droits d'usage de Mentet à cette époque: l'indication explicite des zones de pacages (les *plans*, *comes* et *solans*, ainsi que les Pasquiers royaux, indiqués comme tels), des *carrerades* ou *camins ramaders*,

⁶ - Voir le document annexe 1, sur la toponymie.

les défrichements à Queret et les terres cultivées autour du village et dans la basse vallée de l'Alemaný.

Nous observons qu'il s'agit exactement des mêmes zones de pacages dont l'utilisation pastorale a été constatée au cours du XXe siècle et aujourd'hui. La toponymie du cadastre de 1824 apporte le même témoignage et y rajoute l'indication des *cortals* et des *jaces*.

Depuis les trois derniers siècles l'utilisation continue des pacages et des droits qui les concernent par les habitants et les éleveurs de Mentet est donc attestée par la permanence de la toponymie liée à la vie pastorale dans les documents cartographiques.

2.- L'étude juridique des droits de pacage, sur Mentet et dans des cas semblables des montagnes des Pyrénées-Orientales

Des études partielles ont été réalisées sur la commune de Mentet et ses droits concernant la propriété de la montagne. Il est souvent fait mention des actes de 1613 et de 1633 qui concèdent et inféodent en faveur de douze *capmasats*, la propriété utile des montagnes de Mentet ainsi que de ses pacages. Le même seigneur de Mentet qui en possédait la propriété directe, concède aussi le droit d'usage des bois et forêts et donne naissance à douze maisons. Le destin de cette montagne est singulier, Mentet étant une des rares communes et sans interruption à utiliser ses pacages.

Compte tenu des études fragmentées jusqu'à aujourd'hui, nous avons analysé, à partir des archives et des enquêtes de terrain, la situation juridique de la commune de Mentet et de l'appropriation de ses terres par ses droits d'usage émanant de la « loi *stratae* » et particulièrement de son article 72. Nous avons embrassé un plus large espace géographique, incluant les vallées voisines du nord et du sud, permettant ainsi une analyse plus fine sur le destin de ces propriétés.

L'article 72 des Usages de Barcelone dispose que « *les routes et les chemins publics, les eaux courantes et les fontaines vives, les prés et les pâturages, les forêts et les garrigues et les roches sont aux puissances non pour qu'elles les aient en alleu ni pour qu'elles les tiennent en leur domaine mais pour que de tous temps ils soient à l'usage de leurs peuples sans aucune contrariété ni obstacle et sans aucun service*

constitué⁷ ».

Cette loi catalane est remarquable par sa longévité et par son objet. En effet, d'une part, nous allons pouvoir relever la présence de cette loi de la Province du Roussillon de l'Ancien régime jusqu'à l'actuel Département des Pyrénées-Orientales ; d'autre part, son objet en accroît l'intérêt car elle « *met en scène le traditionnel canevas de l'ordre social rural dans l'aire européenne : un espace vivrier, un peuple, des puissances⁸* ». Cet usage, que nous appellerons « loi *stratae* » n'est qu'une partie d'un ensemble plus vaste : les Usages de Barcelone, le plus ancien monument du droit catalan. Ils ont succédé au droit wisigoth lequel est tombé en désuétude au moment de leur publication. Ces "*Usatges de Barcelone*" furent connus comme le premier code féodal européen, une véritable législation de caractère local. Ils furent d'abord rédigés en latin et leur application se limitait au comté de Barcelone. Puis, très rapidement traduits, ils finirent par régir toute la Catalogne. Les *Usatges* regroupaient plusieurs parties, en fonction de leur provenance, et contenaient des dispositions de Droit public et de Droit privé dont certaines sont parvenues jusqu'à nous.

La "loi *stratae*"

Le thème de la coutume touche à l'interrogation la plus fondamentale que puisse s'adresser le juriste : comment du fait se transforme-t-il en droit ? Comment une coutume devient-elle du droit coutumier ? Une seule question juridique par conséquent qui touche à l'identification même du droit, et que les auteurs posent de manière à peu près uniforme : comment s'opère la transmutation du fait en droit ?

Si nous faisons l'exégèse de la "loi *stratae*", nous devons identifier les object, les puissances et les peuples.

a) L'identification des objets : on se doit tout d'abord de considérer les « *routes et chemins publics* » de l'article 72 indépendamment de la suite de son énumération, en fonction de leur place dans l'organisation de l'économie. Car les voies de communication ne possèdent qu'indirectement d'utilité économique, tandis que les eaux, les forêts, les landes, les pâturages, participent au contraire directement aux activités productives de l'hommes. Ce sont par ailleurs des objets circonscrits et déterminés. Cependant comment qualifier juridiquement les éléments de cette

⁷ Traduction de Louis Assier-Andrieu

⁸ Ibid., p. 2

nomenclature technique ? Pour répondre à cette question il faudra passer outre la nature matérielle de ces biens pour nous interroger exclusivement sur leur statut.

b) L'identification des puissances : ce passage est d'importance, et ce fut sans nul doute l'un de ceux qui donna lieu aux plus vives controverses. Diverses solutions s'offrent à nous. Pour certains le terme puissance définissait avant tout les comtes de Barcelone qui étaient désignés dans les lois primitives de *Potestas*, le pluriel du texte marquant pour Brutails la lignée comtale elle-même. Cette entité collective aurait pu ainsi vouloir consolider par un texte de loi les assises de ses droits sur le domaine public. Une autre hypothèse apparaîtrait d'un glissement sémantique en fonction de l'évolution de la structure du pouvoir de l'Etat barcelonais. Ainsi à l'origine les "puissances" auraient bel et bien été les comtes puis quand la féodalité morcela les provinces, ce furent les seigneurs investis du droit de haute justice, attribut s'il en est de la souveraineté. Ainsi quel que fut son sens premier les potestas sont alors investis d'un contenu précis : il désigne les seigneurs ayant pouvoir de juridiction.

c) L'identification des peuples en ayant l'usage : quant au *Illorum Populo* "peuple" que recouvre-t-il ? Le problème est de savoir si les titulaires de ce droit d'emparamentum sont tous les sujets du principe souverain ou seulement les populations situées dans le détroit de chaque juridiction seigneuriale. Certains jurisconsultes et auteurs penchent favorablement pour une interprétation extensive, octroyant les droits à l'ensemble du peuple. Pour d'autres il s'agirait d'un droit des habitants. Ainsi pour Lacombe et pour Bloch le peuple ne pourrait être constitué que des individus réunis en communauté villageoise dans les limites d'une seigneurie.

La "loi *stratae*" et la codification post révolutionnaire

Il y a persistance de la "loi *stratae*" dans le droit moderne. La loi du 30 ventôse an XII contenant la réunion des lois civiles en un seul corps de lois sous le titre de Code civil des Français scelle, par son article 7 l'extinction de la diversité juridique. Mains articles du Code civil renvoyaient la solution des questions légales à l'application des "usages locaux" des "usages du pays, constants et reconnus" et des "règlements particuliers et locaux".

A partir de 1844, plusieurs circulaires ministérielles vont susciter, un ample mouvement de codification des usages locaux. Le département des Pyrénées-Orientales quant à lui ne publia qu'en 1932 son premier recueil d'usages locaux. La loi du 3 janvier 1924 portant création des chambres d'agriculture leur donnait dans le

même temps mission de codifier dans leurs départements les usages ayant force de loi pour les matières agricoles.

La pratique judiciaire accueillait officiellement le droit ancien dans sa forme ancienne. En 1838, le procureur en appelle sans discrimination à l'ensemble du Code catalan, dans toute sa matérialité et donc implicitement dans toute sa cohérence.

Aux XIXe et XXe siècles, le volume des Constitutions de Catalogne pouvait donc toujours trouver à s'appliquer dans l'ancien Roussillon et qu'elle lui fut ou non expressément associée, la vie juridique de la "loi *Stratae*" fut sauvegardée. Dans un premier temps en effet, en tant qu'article des Constitutions de Catalogne, elle pouvait s'appliquer au titre de cette sorte de droit commun qui semble avoir suppléé dans les Pyrénées-Orientales les vacuités des codes nationaux. Ensuite, après 1932, quel que fut désormais le sort incertain des Constitutions proprement dites, c'est de sa qualité d'usage local explicitement mentionnée dans un recueil reçu devant les tribunaux du département que la "loi *Stratae*" pouvait tenir sa validité.

Les usages, règles de droit par délégation de la loi

Les sections 2 et 3 de l'étude juridique (annexe 1, pp. 19-36) examinent la place de la coutume dans le corpus juridique et la coutume devant les tribunaux.

Sous l'Ancien Régime, avec l'affirmation de la monarchie absolue, on a soutenu que l'autorité de la coutume aurait pour fondement le consentement du Souverain. Cette idée a été reprise comme une conséquence de la supériorité absolue de la loi, après la Révolution. Les usages n'auraient valeur de règles de droit que par une délégation expresse, ou tout au moins tacite de la loi.

Dans l'état actuel de notre droit, cette observation est le plus souvent exacte. Cette délégation peut être directe ou indirecte. Il y a délégation directe de la loi lorsque celle-ci se réalise en dehors de toute interprétation de la volonté des parties à l'intérieur d'une convention. Cette délégation directe peut être expresse ; certains auteurs ont affirmé qu'elle pourrait aussi être seulement implicite. Il y a délégation indirecte de la loi quand les usages conventionnels jouent normalement le rôle de règles supplétives. D'ailleurs, assez souvent, la loi prescrit de se référer aux usages dits conventionnels, pour compléter ou interpréter les contrats.

Les usages, règles de droit autonomes : les usages peuvent devenir de véritables règles de droit, indépendamment de toute délégation de la loi. L'étude

s'interroge sur le rôle joué par la jurisprudence quant à leur consécration.

La coutume devant les tribunaux : elle est commandée théoriquement par la distinction entre les usages et la coutume. Mais, en fait, elle dépend surtout du rôle de la loi et de la jurisprudence dans leur autorité. Les difficultés essentielles concernent leur preuve et le contrôle de la Cour de cassation sur leur application.

Éléments généraux sur les droits d'usages

Un usage se définit par trois caractéristiques. Il doit être ancien, c'est à dire découler d'une répétition de mêmes faits, suffisamment prolongés pour devenir une habitude. Il doit être constant, c'est à dire suivi dans la grande généralité des cas semblables. Il doit être reconnu, c'est à dire tout d'abord connu du grand public et ensuite accepté sans protestation.

La persistance des droits d'usages passe par les conflits liés à ces mêmes droits, à l'exploitation de ressources naturelles (prés, forêts, marais, alpages, cours d'eau) qui, non soumises au régime de la propriété individuelle, appartenaient à une ou plusieurs ou représentaient une sorte de *no man's land*, parfois sous contrôle seigneurial. Ces conflits furent très courants, depuis le Moyen Age jusqu'au partage des biens communaux au XIX^e siècle. Ils sont bien connus par les monographies d'histoire locale, qui en offrent de nombreux exemples particuliers.

Le pâturage est le droit que les habitants, propriétaires de bestiaux, exercent sur les prairies ou terres vaines qui sont la propriété de la commune et qui, n'étant pas affermées, sont livrées au pâturage commun. Il peut s'exercer à titre particulier, en vertu d'un titre sur le fonds d'autrui. Nombreuses sont les communes des Pyrénées-Orientales où le droit de pâturage peut s'exercer. Les pacages dans lesquels sont envoyés les troupeaux de toutes les espèces durant la saison estivale, sont constitués, pour la grande majorité, par les biens communaux, quelquefois par des forêts domaniales de l'Etat.

Les chartes et titres : Ce droit existe, pour la plupart des localités depuis le Moyen Age. A l'origine il fut concédé par des chartes ; à ce titre, notre "*loi stratae*" peut être considérée comme une charte. C'est à ce titre que les troupeaux des communes du Conflent et du Vallespir estivent dans les hauts pacages du Canigó ; que ceux de la vallée de Mosset se rendent, à la même époque, sur le massif du Madres ; que ceux du Capcir fréquentent les Jaces de l'Estany de Vallserra ; enfin que ceux de la

Cerdagne française et espagnole sont admis dans les *Pasquers* du Carlit.

Autres exemples : Le droit de pacage sur la vallée de la Rotja a été accordé aux habitants de Sahorre par Ordonnance du Roi de Majorque ; ce droit a été confirmé par un jugement de 1830. Une ordonnance de 1827 va concéder aux propriétaires des Angles des droits de pacage dans les lieux dits : Barrès, Costa del Pam et Vall de Galba. Ces pacages sont également accessibles aux propriétaires usagers des communes voisines. Une sentence d'avril 1277 entre les abbés de Sant Martí del Canigó et les habitants de Vernet, établit des droits de pacage pour le bétail de cette commune aux lieux dénommés, Cadí et Pla Guillem.

Ces exemples pourraient être multipliés ; la plupart des communes des Pyrénées-Orientales possèdent, dans leurs archives, des renseignements du même ordre. Curieusement, on ne trouve pas de trace de telles chartes applicables directement à la commune de Mentet alors que pour toutes les communes environnante, de tels documents existent.

Cependant, le recueil des usages locaux lui-même précise que « *quant aux droits dérivant de la loi des Goths ou des Coutumes, toutes celles de nos communes qui n'ont conservé aucun titre particulier pour les forêts et pacages dont elles jouissent ou prétendent jouir, les font remonter à ce qu'elles appellent la loi Stratae. Quelques conflits concernant l'usage de certains pacages entre communes possédant des terres tenants ont été réglés à l'amiable ou en justice en application de l'article Stratae, et bien des procès onéreux et dont l'issue paraissait problématique ont été ainsi évités* ».

Le recueil poursuit en précisant que « *en 1907 la commune de Formiguères a admis la réclamation des habitants de Réal, propriétaires de terres tenants et leur a concédé, dans ses pacages, les mêmes droits qu'aux usagers locaux par application de la loi Stratae* ».

La communauté de Mentet et la gestion de ses usages

Le village est mentionné aux XI^e et XIV^e siècles sous les formes Villa Mentedo (1011), alod de Mented (1030), locus de Menteto (1314). Nous retrouvons Mentet en 1359, 1378, 1395, 1562 selon Pierre Ponsich⁹ puis dans les années 1628, 1632 et 1750.

⁹ Ponsich (Pierre), Límits històrics i repertori toponímic dels llocs habitats dels antics "Països" de Rosselló-Cerdanya-Fenolledès, revue *Terra Nostra* N°37, 1980, p.110.

A la fin du XIV^e siècle, l'ensemble de la seigneurie, qui comprenait aussi le village de Thorrent, passe aux mains de la famille d'Oms, qui la conservera jusqu'en 1682. Au XVIII^e siècle la communauté de Mentet était aux mains de seigneurs ecclésiastiques et *"les habitants du hameau de Mentet, qui tous les ans, à Pâques, viennent déposer aux pieds de l'Abbé de Camprodon leur humble soumission et une poule grasse"*¹⁰.

"Les communautés d'habitants sont des corps naturels qui s'organisent et s'administrent eux-mêmes pour le bien commun" selon une définition de Mousnier¹¹. La consécration juridique fut établie dès que les seigneurs acceptèrent de traiter avec les communautés d'habitants. Ainsi lorsque en 1613 confirmé ensuite en 1633¹², le seigneur de Mentet Antoni Semmanat i de la Nussa par acte d'inféodation¹³ permet à douze *capmasats*¹⁴ de fonder une communauté. Sur ces terres dont le seigneur a la propriété éminente et la communauté la propriété utile, celle-ci jouit de droits d'usage inhérents à cette époque et issus dels *"usatges"* de Barcelone.

Dès lors par ces actes d'inféodation la communauté de Mentet est légalisée juridiquement, reconnue comme une personne civile responsable, elle devient un interlocuteur politique, tantôt combattu comme une puissance qu'il fallait réduire et maîtriser, tantôt souhaité comme corps intermédiaire du pouvoir. Contraintes, agressions et combats ont maintenu, maintiennent et rafraîchi le ciment solidaire.

Aujourd'hui la commune de Mentet est une des rares communes à utiliser ses pacages, sans interruption, et à les gérer en fonction des droits octroyés aux douze *capmasats* en 1613. Ainsi la communauté s'est arrangée pour faire du domaine utile sa chose, même si le seigneur a pris soin d'en réserver la directe universelle. Elle est l'organe de gestion des communaux et cela s'explique par l'importance des biens communs. L'analyse du type de droits qu'une communauté peut avoir sur ses communaux permet de présenter à la fois le statut juridique de ces biens et la documentation dont on dispose à leur sujet.

Dans un très important procès entre Jean Cyr Satgé, seigneur de Mentet et la

¹⁰ Brunet (Michel), *Le Roussillon une société contre l'état (1780-1820)*, Editorial el Trabucaire, Perpignan, 1990, p.23.

¹¹ R. Mousnier, *Les institutions de la France sous la monarchie absolue*, Paris, 1974, T.I, p.428.

¹² Acte de subrogation de droits du 16 juillet 1817 rédigé par le notaire Lavall de Prades.

¹³ Sur certains documents, nous trouvons acte de concession ou parfois bail emphytéotique.

¹⁴ Les *capmasats* sont les chefs de maison et les représentants des maisons qui existaient à Mentet au XVIII^e s.

communauté en 1784, Il est dit que *"dans le bail de 1633, qu'il y est exprimé que les emphytéotes seront homens propis du seigneur de Mentet suivant les coutumes et constitutions de catalogne..."*¹⁵

De même, d'après un document¹⁶ adressé au sous-préfet du 3^e arrondissement des Pyrénées Orientales par le maire de Mentet Arnau,

..."l'article 1^{er} de la loi du 28 ventose de l'an II porte que la commune et particuliers qui se prétendent fonder par titres ou possessions en droits de paturage, pacage, chauffage et autres usages de bois sont tenus de produire leur titre.

En conséquence la commune exposante qui d'après une possession immémoriale et qui remonte à la fondation de la commune a toujours été dans l'usage d'introduire et faire pacager dans la partie de montagne dite Campmagre et autres parties de leur terroir pour seulement les bestiaux de ses habitants, mais encore ceux qu'il est indispensable de faire venir des autres lieux pour les aider à fumer les terres et comme aussi elle a toujours eu le droit de chauffage et autres droits sur toutes les forêts qui se trouvent situées dans son terroir fait la remise des titres qui le constituent et en demande acte. (Signé) Arnau".`

Le 6 messidor an 2 la commune de Mentet est maintenue dans ses droits.

Finalement le 28 thermidor la commune de Mentet et ses habitants sont maintenus dans le droit et possession de disposer de leurs *"uzages, chauffages et constructions des dittes forets avec depens."*

La coutume réservait les droits usagers aux seuls habitants du lieu que les feudistes définirent comme les emphytéotes¹⁷, ce qui écartait du bénéfice des droits tous les étrangers sauf conventions particulières. Les criées¹⁸ générales des *capmasats* du lieu de Mentet¹⁹ du 22 juin 1759 présentées par leur *síndic*, représentant la communauté, Jean Vidal, font état des droits et obligations des *capmasats* pour ce qui concerne le pacage de leur bétail sur la commune de Mentet.

La communauté partage, borne, gère et défend ses communaux et les droits

¹⁵ ADPO 2 B 1603.

¹⁶ ADPO 2Op 1942, 1816-1831.

¹⁷ C'est pour cela que nous retrouvons dans certains documents, le terme de bail emphytéotique pour l'acte d'inféodation ou de concession.

¹⁸ Publication officielle de normes.

¹⁹ ADPO 11Bp 565, 21/04/1775, retranscrit, voir document annexe n°1.

d'usage qui s'y rattachent. Ils sont la raison d'être fondamentale de la solidarité, de la cohésion, sinon même de l'existence des communautés rurales. Ce qui est particulièrement vrai pour Mentet. Le partage des communaux est l'apanage de la communauté de décider elle-même, en son conseil, du bien fondé de cette nécessité. L'appropriation de cette terre seigneuriale, après trois siècles d'affirmation du droit de propriété des usages au nom de la loi *stratae* qui symbolisait l'essence même de la personnalité de la commune de Mentet, dans ce cas, ont incité les élus communaux à les revendiquer jusqu'à aujourd'hui.

Pour conclure, il semblerait que la "loi *stratae*" puisse être invoquée avec succès comme moyen de droit devant une juridiction. Cependant, les développements qui précèdent nous ont bien montré que la réussite de cette évocation n'était pas certaine.

Brutails, dans ses différents écrits ne ménage pas ses interrogations devant les l'invocation fréquente de cette loi non seulement dans les différends qui surgissent au XVIIIe siècle dans le département des Pyrénées-Orientales, mais encore « *dans les plaids de la République*²⁰ ». A cela, une raison manifeste : certaines communes rurales trouvent en elle un moyen efficace pour prouver certaines de leurs revendications d'usages sur des bois ou des pâturages. Pour Brutails ce texte n'a pas pu survivre à « *l'ordonnance d'août 1669 sur les Eaux et Forêts que le Conseil Souverain du Roussillon enregistra pour cette province le 17 décembre 1728*²¹ ».

Cependant, de nombreux litiges au XIX^e siècle vont témoigner du contraire.

De plus, le recueil des usages locaux et des règlements nous permet d'avancer que les droits de pacages sont toujours d'actualité à travers la "loi *Stratae*" sur le territoire de la commune de Mentet.

Il est à remarquer que la Commune de Mentet étant une des rares, sans interruption, à utiliser ses droits d'usage, l'appropriation de cette terre seigneuriale, après trois siècles d'affirmation du droit de propriété des usages au nom de la "loi *Stratae*" symbolisant l'essence même de la personnalité de la commune, semblent justifier la revendication des élus communaux jusqu'à aujourd'hui.

Les propriétés et les droits de pacage en Catalogne et le cas de Mentet

²⁰ L. Assier-Andrieu *Le peuple et la loi*, L.G.D.J., 1986, p. 61

Le cas de la commune de Mentet est exemplaire car il illustre parfaitement une situation plus générale dans les montagnes de la Catalogne historique (actuellement réparties en France, en Espagne et en Andorre), qui a perduré jusqu'à aujourd'hui. Comme pour Mentet, des textes et des documents historiques attestent de ces droits et concessions. Selon les vallées ou communes, ils datent du Moyen-Âge ou de l'Époque Moderne, mais leur essence, leur objectif et leurs dispositions sont les mêmes.

Les privilèges et les droits d'usage concédés aux habitants des communautés villageoises de montagne par le souverain concernaient habituellement les pacages, les eaux pour l'irrigation, les forêts pour le bois d'oeuvre destiné aux besoins locaux, ainsi que la gestion collective de ces fruits. L'objectif était clair : compenser les difficultés de vie et de subsistance en montagne par la concession d'avantages matériels.

Plus rarement il s'agissait de la possibilité d'une représentation à travers des chefs de famille (*caps de casa*) élus ou de la dispense de certains impôts ou services, en particulier du service armé. Un représentant du souverain ou du seigneur en assurait le contrôle et recevait les recours.

La contrepartie était toujours la même, le maintien ou l'installation de familles dans la montagne et ce d'autant plus que la région était stratégique (commandement de passages et cols) ou dans une zone frontalière. C'était le cas de la plupart des vallées pyrénéennes catalanes.

Pour s'assurer de cette présence sur place des bénéficiaires ou ayant-droits, c'est-à-dire des *caps de casa* et de leurs familles, la réserve juridique - ou si l'on préfère le moyen de pression - était toujours le même : les droits étaient liés à la présence au village et strictement réservés aux habitants et à leur bétail. Dit d'une autre manière, d'une part toute émigration faisait perdre les droits et toute nouvelle installation en faisait bénéficier et, d'autre part, ces droits ne pouvaient pas faire l'objet d'un négoce. En dehors de la preuve de l'existence même des droits, ce sont ces dispositions qui ont provoqué la quasi totalité des différents ou des procès liés au pacage en montagne, du Moyen-Âge à nos jours. Mentet en est un exemple parmi d'autres.

Nous tenons à souligner que cette norme juridique historique et traditionnelle a été suivie à la lettre, du XIXe siècle jusqu'à aujourd'hui, par l'administration des Eaux

²¹ Ibid.

et Forêts, puis par l'Office National des Forêts, quant à l'exercice par les habitants des droits de pacage en montagne dans les propriétés domaniales ou communales dont ces services de l'État avaient la charge : chaque fois que des droits d'usage au pacage existaient ou étaient pratiqués sur ces domaines (l'usage immémorial donnant preuve de droits), les droits de pacage étaient et sont réservés aux habitants et, réciproquement, tout habitant pouvait et peut en bénéficier.

Par contre, en norme générale, l'usage des eaux à des fins artisanales, les forêts pour le charbonnage, l'exploitation des carrières ou des filons métallifères, les forges et moulins, bref tout ce qui avait une valeur marchande directe ou était susceptible de concessions onéreuses restaient au souverain ou au seigneur.

Ce schéma, classique et vérifié dans de multiples cas, est exactement celui de la commune de Mentet. Par ailleurs, l'examen des recensements ou listes de *fogatges* (feux ou familles) permet de constater que, tout en ayant un peuplement modeste et haute altitude pour un village d'habitat permanent, la situation de Mentet était proche d'autres villages du moyen et du haut Conflent. Lors de la concession des montagnes, les douze *capmasats* étaient la totalité des familles du village. Entre les XIV^e et XVIII^e siècles, Mentet a de sept à douze familles, soit une communauté du même ordre que celles de Casteil, Sansa, Thuès ou Nohèdes.

Mentet n'est pas un cas unique. C'est celui de l'ensemble des communautés de montagne des Pyrénées centrales et orientales. Mentet est un exemple très clair et pédagogique, mais nous pouvons nous appuyer également sur des études nombreuses et diverses sur ce sujet, dans les Pyrénées-Orientales, en Andorre, où ce système de droits pastoraux et de gestion commune du territoire est à la base de la constitution et du fonctionnement des sept paroisses andorranes, et dans l'ensemble de la Catalogne, où des droits identiques et de même source juridique existaient et existent dans toutes les hautes vallées pyrénéennes, régis, comme dans l'actuel département des Pyrénées-Orientales, par les *Constitucions de Catalunya*.

L'exemple de la Vallée du Querol et le cas de Mentet

La Vallée du Querol a beaucoup d'analogies avec le cas de Mentet. Les textes des concessions sont connus et publiés. Dans l'annexe 2 nous reproduisons trois des documents principaux, qui accordent des droits pastoraux et un régime d'utilisation semblables à ceux de Mentet.

a) En 1243 le roi Jaume 1er concède aux hommes de Querol, de Quers et de Cortvassill l'usage de la forêt de Campcardós, pour le bois d'oeuvre, les eaux et le pâturage. L'analogie avec la situation des droits des habitants de Mentet sur leur montagne est évidente. La montagne du Campcardós désigne en fait tout l'*obac* de la Vallée du Querol, y compris la vallée affluente de la Ribera de Campcardós, où furent construits plus tard quelques *cortals*, et les pacages de tout le haut massif, jusqu'à 2905m d'altitude, soit un ensemble légèrement supérieur à la superficie de la commune de Mentet.

b) En 1257, le même roi Jaume 1er concède aux hommes de la vallée de Querol que leur bétail puisse aller pâturer autour des *corrals*, interdisant que les gens d'autres lieux puissent introduire leur bétail dans ces territoires, ni pour pernocter ni pour pacager. Cette disposition complète la précédente, en définissant les espaces qui peuvent être pacagés selon le *dret de l'herba*. Par le biais de l'expresse réserve des droits aux habitants et de l'interdiction du pacage du bétail étranger, elle assure la présence d'un habitat permanent dans la vallée, pour pouvoir bénéficier des produits de la montagne ainsi concédée. C'est exactement la situation que l'on retrouve à Mentet, en particulier dans la vallée de l'Alemaný.

c) En 1463 le roi de France Louis XI confirme les privilèges précédents, accordés par les souverains catalans. Cette confirmation des droits de Puigcerdà et de la Cerdagne, dont ceux de la Vallée du Querol, correspond à la période d'occupation des comtés de Roussillon et de Cerdagne par les troupes et administrateurs de Louis XI. Avec leur retour à la couronne catalano-aragonaise, les droits ont continué à s'appliquer. Nous observons, dans ce cas comme plus tard lors de l'annexion du Roussillon et d'une partie de la Cerdagne au royaume de France, qu'il y a continuité des droits et usages sur le territoire en faveur de la communauté d'habitants, et reconnaissance des normes antérieures par la nouvelle administration.

3.- La situation actuelle des propriétés dans la commune de Mentet.

La commune de Mentet a une superficie cadastrale de 3.169 hectares. La section A1 correspond au village et aux terres, forêts et pacages de proximité qui l'entourent, en rive droite de la Ribera de Mentet (voir la carte p.4). À l'est, les sections

A2 et A3 correspondent aux vallées du Ressec et du Callau. À l'ouest, les sections B1 et B2 couvrent les vallées de l'Alemany et de Queret, ainsi que le versant *solà* de la Ribera dels Forquets et de la Ribera del Ressec.

Comme il est habituel en haute montagne pastorale les propriétés sont à classer en deux ensembles, complémentaires mais différents quant à leur finalité et à leurs usages²².

D'une part il y a les biens de village, constitués par les petites parcelles sur des pentes aménagées en terrasses, par le fond de vallée et par les zones de *cortals* de l'Alemany et de Queret. Ces parcelles, sans servitudes particulières, en dehors autrefois de la vaine pâture après la récolte, étaient traditionnellement destinées aux cultures vivrières et aux prairies de fauche. Dans la zone des cortals, les murets de pierres avaient autant fonction de stocker l'épierrement que de protéger du pacage du bétail les parcelles au contact des espaces pastoraux. Ces biens de village couvrent 147 hectares.

D'autre part il y a tout le reste, soit 3.023 hectares, donc la plus grande partie de la commune, constitué de pacages et de forêts avec droits d'usage au pacage. L'étude de ces propriétés amène les éléments suivants

- Sur ce total, la commune de Mentet est propriétaire de 404 ha, soit 13,4% de ces espaces avec droits d'usage, cinq sociétés civiles possèdent 2.077ha, soit 68,7%, le Comité de liaison pour l'environnement roussillonnais possède 30 ha, soit 3,6%, et les 511 ha restants (14,3%) appartiennent à de nombreux propriétaires individuels, originaires de Mentet ou non, par héritage ou par achat.
- Mais en réalité ces totaux ne signifient pas grand chose car, pour la plus grande partie de ces biens soumis à droits d'usage, il s'agit de biens non délimités, chacun d'eux appartenant à des propriétaires divers suivant des assemblages variables. Nous avons cartographié ces situations par secteurs.
- Autour de Mentet et dans les vallées du Ressec et du Callau (sections A1, A2 et A3), l'ensemble des pacages et forêts, 1.357 ha, est constitué de biens non délimités à propriétaires divers (voir la carte p.8). Pour la plus grande partie, 915 ha, il s'agit d'un assemblage où apparaissent la commune de Mentet, diverses sociétés et divers propriétaires particuliers. Pour 376 ha ce sont diverses sociétés et divers particuliers et pour le reste, soit 66ha, diverses sociétés.

²² - Pour ces ensembles comme pour la cartographie des pacages et forêts avec droits d'usage, voir la

Dans les vallées de l'Alemany et de Queret (sections B1 et B2) la situation est un peu différente :

- Pour 337 ha il s'agit de parcelles ayant un seul propriétaire : la commune de Mentet pour 257 ha, essentiellement à Queret, le CLER pour 30 ha stratégiquement situés à la Jaça Grossa entre la rivière et le Camí de Setcases, des sociétés pour 13 ha et des particuliers pour 37ha.
- Pour les 1.329 ha restants, on retrouve la situation des sections A, avec des biens non délimités à propriétaires divers, la commune de Mentet étant présente dans l'ensemble des hautes vallées.

Les sociétés de Pi et de Mentet et les achats spéculatifs des années 1960-1970.

La situation actuelle des propriétés de la commune de Mentet, de l'exercice des droits de pacage par les troupeaux des habitants et des pressions qui s'exercent sur son territoire résultent de deux situations ou périodes successives.

La première est la situation antérieure aux années 1960, avec une vie pastorale traditionnelle où les interventions extérieures étaient inexistantes. Le village n'avait pas encore été désenclavé. Le territoire était réparti essentiellement entre biens collectifs et biens des anciens habitants ou de leurs successeurs par héritage, en pleine propriété ou en indivision. L'utilisation du territoire et l'exercice des droits de pacage, dans toute leur plénitude, se faisaient selon les usages et les normes qui les régissaient depuis des siècles et tels que nous les avons décrits.

La seconde période, dont est issue directement la situation actuelle, date de la fin des années 1960 et des années 1970. Elle est caractérisée par l'irruption sur Py et sur Mentet de deux pressions considérables, coordonnées entre elles, dont l'une était la conséquence de l'autre.

a) Ce fut d'abord un projet de création d'une macrostation de ski à cheval sur ces deux communes²³. Il est à l'origine de toute la stratégie postérieure. D'abord secret, le projet fut dévoilé et alarma l'opinion publique des Pyrénées-Orientales, par l'impact qu'il pouvait avoir et par son caractère jugé fortement spéculatif. La tendance

troisième partie, avec les cartes et les statistiques correspondantes.

²³ Voir le document annexe 3, où le projet de station de ski de Pi et Mentet est reproduit avec les cartes qui l'accompagnaient.

en France était alors à la reprise en mains par l'État du développement touristique de la montagne, afin de mettre fin à une période de développement anarchique et très souvent spéculatif et dommageable pour le milieu naturel montagnard et les intérêts des habitants. Chronologiquement, le projet Py-Mantet en est un des derniers avatars.

Après 1975, la loi sur la montagne fixera le cadre d'une nouvelle politique qui, tout en permettant le tourisme hivernal, sera plus respectueuse du milieu et des gens. Localement, ces dispositions rendaient impossible la réalisation de la station projetée sur Py et Mentet. C'est dans ce contexte de pressions considérables, qui atteignaient aussi de plein fouet les éleveurs des deux communes, mais aussi de possibilités que permettaient les nouvelles dispositions, que les maires de Mentet et de Py, avec l'appui de la population, demandèrent et obtinrent la création de deux réserves naturelles.

b) Vint alors une vague d'achats de terrains sur ces communes afin d'assurer la maîtrise du foncier. Pour le compte de diverses sociétés ayant des administrateurs et des capitaux communs, ainsi que des sièges dans des micro-États considérés alors comme des paradis fiscaux, furent menées les opérations d'achats, ainsi que les recherches d'héritiers et toutes les pressions légales possibles. La station de ski devenue impossible, ces sociétés se replièrent sur l'objet même de leur déclaration légale, c'est-à-dire l'exploitation forestière²⁴. Elles furent l'objet de cotisations et de ventes et furent finalement acquises, avec toutes leurs propriétés, par un consortium de Caisses d'Épargne, au travers de diverses sociétés civiles.

²⁴ - Voir le document annexe 2, qui reproduit des extraits d'une étude concernant Py et Mentet, réalisée de 1977 à 1983 pour le compte du CNRS.

Territoire et droits d'usage en Catalogne Nord

L'exemple de Mentet (Conflent)

Première partie :

Contribution à l'étude juridique des usages et coutumes de la commune de Mentet

par Martina Camiade et Jean-Philippe Meneau

Introduction

L'actualité de la “*loi stratae*”

- L'origine de la “*loi stratae*”
- La place de la coutume dans le corpus juridique
- La coutume devant les tribunaux

De la propriété aux usages

Conclusion

Cette étude nous a été sollicitée par la Commune de Mentet. Des études partielles ont été réalisées sur la commune de Mentet et ses droits concernant la propriété de la montagne. Il est souvent fait mention des actes de 1613 et de 1633 qui concèdent et inféodent en faveur de douze *capmasats*, la propriété utile des montagnes de Mentet ainsi que de ses pacages. Le même seigneur de Mentet qui en possédait la propriété directe, concède aussi le droit d'usage des bois et forêts et donne naissance à douze maisons. Le destin de cette montagne est singulier, Mentet étant une des rares communes et sans interruption à utiliser ses pacages.

Compte tenu des études fragmentées jusqu'à aujourd'hui, nous avons analysé, dans ce premier rapport, à partir des archives, des enquêtes de terrain, la situation juridique de la commune de Mentet et de l'appropriation de ses terres par ses droits d'usage émanant de la « loi *stratae* » et particulièrement de son article 72. Nous avons embrassé un plus large espace géographique, incluant les vallées voisines du nord et du sud, permettant ainsi une analyse plus fine sur le destin de ces propriétés.

Introduction

L'article 72 des Usages de Barcelone dispose que « *les routes et les chemins publics, les eaux courantes et les fontaines vives, les prés et les pâturages, les forêts et les garrigues et les roches sont aux puissances non pour qu'elles les aient en alleu ni pour qu'elles les tiennent en leur domaine mais pour que de tous temps ils soient à l'usage de leurs peuples sans aucune contrariété ni obstacle et sans aucun service constitué*²⁵ ».

Cette loi catalane possède un « *caractère doublement singulier*²⁶ » : d'une part sa longévité et ensuite son objet.

²⁵ Traduction de Louis Assier-Andrieu

²⁶ L. Assier-Andrieu *Le peuple et la loi*, L.G.D.J., 1986, p.1

En effet, d'une part, nous allons pouvoir relever la présence de cette loi de la Province du Roussillon de l'Ancien régime jusqu'à l'actuel Département des Pyrénées-Orientales ; d'autre part, son objet en accroît l'intérêt car elle « *met en scène le traditionnel canevas de l'ordre social rural dans l'aire européenne : un espace vivrier, un peuple, des puissances*²⁷ ». Ce texte, de prime abord pose beaucoup plus de question qu'il n'en résout : qui sont les puissants, quels sont les peuples ayant le droit de les utiliser ?

Nous verrons que cet usage, que nous appellerons « loi *stratae* » n'est qu'une partie d'un ensemble plus vaste : les Usages de Barcelone. Il a été beaucoup écrit sur le Usages de Barcelone, le plus ancien monument du droit catalan. Pour de nombreux auteurs l'intérêt de la « loi *Stratae* » est particulier car cet article va très tôt se distinguer des Usages de Barcelone pour suivre « *sa singulière carrière doctrinale et judiciaire*²⁸ ».

Précisons quand même succinctement l'origine des Usages de Barcelone. Les Usages de Barcelone ont succédé au droit wisigoth lequel est tombé en désuétude au moment de leur publication. Ces « *Usatges de Barcelona* », furent connus comme le premier code féodal européen, véritable législation de caractère local, limitée au ressort du Comté de Barcelone et opposé au droit romain ou au droit canonique. D'après les dernières recherches, il s'agit d'une compilation de textes juridiques réalisée « *par certains personnages de la curie du comté et recueillie pour l'essentiel dans la période comprise entre 1064 sous Raimond Bérenger 1^{er} et 1150 à l'époque de Raimond Bérenger IV*²⁹ » ; plus tard, on y ajoutera « *les préceptes d'Alphonse 1^{er} le Chaste, Pierre le Catholique et Jacques 1^{er}*³⁰ ». Au milieu du XIII^e siècle, elle réunissait un ensemble de 174 chapitres et, sous cette forme, elle allait devenir la rédaction courante et définitive. Longtemps considérée comme une œuvre de création personnelle, elle prit ensuite le statut de Code législatif sous le règne de Jacques 1^{er} : la compilation passa tout entière au XV^e siècle dans un code plus vaste, les Constitutions de Catalogne, où elle prit le caractère d'un droit coutumier commun de Catalogne auquel on juxtaposa les décisions des assemblées d'Etats, des jugements de cours et des règlements émanant du souverain.

²⁷ Ibid., p. 2

²⁸ Ibid., p. 13

²⁹ J. Mas i Solench *Le droit civil des catalans*, Generalitat de Catalunya, 1990, p. 19

Les usages constituaient « *l'élément primordial et fondamental du Droit des Catalans*³¹ ». Ils furent d'abord rédigés en latin et leur application se limitait au comté de Barcelone. Puis, très rapidement traduits, ils finirent par régir toute la Catalogne.

Il faut préciser que les « *usages* », charte descriptive des coutumes régissant les Catalans, ne prétendaient pas constituer un code complet, mais recueillir seulement les résolutions, la jurisprudence de la Curie du comté et des fragments de documents juridiques, qui modifiaient les lois wisigothes en laissant subsister le reste comme le stipule l' « *usage* » 81.

Les « *usages* » regroupaient plusieurs parties, en fonction de leur provenance, et contenaient des dispositions de Droit public et de Droit privé dont certaines sont parvenues, nous le verrons, jusqu'à nous et sont encore en application indirecte en Catalogne. Il est encore plus curieux que la « *loi stratae* » ait survécu non seulement au temps mais aussi et surtout à l'annexion de 1659 et au passage dans un pays de droit écrit que devenait le Royaume de France.

Cependant, une question demeure : quelle valeur accorder, aujourd'hui, à la « *loi stratae* » dans notre système juridique ?

Lorsque ce texte fut exhumé en 1888 par J.-A. Brutails, il critiqua ouvertement les applications qui en étaient faites. « *Evadé d'un passé révolu, il devait pour lui y retourner, réintégrer le seul et unique lieu de sa vérité historique*³² ». En effet, une disposition légale continue de produire ses effets juridiques tant qu'elle n'a pas été abrogée ou qu'elle n'est pas tombée en désuétude. La durée juridique d'un texte se confond donc avec celle de son applicabilité. Nous avons vu qu'il existait quelques voies de passage étroites qui laissent à penser que la « *loi stratae* » pourrait être parvenue jusque dans notre corpus juridique.

Il semble cependant que l'on puisse ne pas tenir compte de cet avertissement et l'on peut imaginer qu'un texte écrit il y a plus de 900 ans peut encore trouver un écho devant les juridictions actuelles...

Il va falloir cependant définir la valeur de ce texte. On peut parler à son égard aussi bien de loi, de coutume, d'usage. Tous ces termes sont exacts. Au moment de sa rédaction la « *loi stratae* » était évidemment une loi puisqu'elle avait été rédigée par

³⁰ Ibid., p. 19

³¹ Ibid., p. 20

³² L. Assier-Andrieu *Le peuple et la loi*, L.G.D.J., 1986, p. 2

une autorité souveraine. Ce n'est donc pas une coutume au sens strict du terme qui suppose la combinaison de deux critères que sont la pratique constante et la certitude d'obéir à une règle obligatoire.

Si l'on ne souhaite pas se contenter d'une explication de la loi « *stratae* » mais que l'on souhaite imaginer une possible application devant les juridictions françaises, nous devons absolument nous poser la question de la définition de la coutume en droit positif et de son applicabilité devant les tribunaux.

Il est certain qu'il ne faut pas confondre le mécanisme de production de la règle coutumière et l'opération par laquelle se révèle son existence. Ainsi que le précisera Lambert, « *il faut nécessairement qu'un agent du système juridique officiel métamorphose les simple usages en véritables coutumes juridiques*³³ ». Nous verrons que le juge par une sentence ou la collectivité par une loi sont d'indispensables agents de la formalisation de règles coutumières « *légalement parfaites dès avant leur intervention, encore qu'imparfaitement opératoires faute d'une élaboration technique suffisante*³⁴ ».

Ce n'est donc pas du juge ou du législateur que la coutume tient sa qualité mais de son existence même. Le juge se contente « *d'amener la règle au jour et de la concrétiser*³⁵ ». Dans ce cas la question de la création de la règle coutumière devient un point fondamental. Une telle existence ne peut être constatée qu'à travers le discours de ceux qui les énoncent ou celui des juridictions qui les appliquent, et que, par hypothèse, un tel discours n'existe pas dans le cas d'espèce qui nous occupe ici ; il convient donc de rechercher d'abord si existent des pratiques répétées et tenues pour obligatoires ou nécessaires, puis si « *ces pratiques sont réellement obligatoires*³⁶ ».

Sur le premier point, la constatation est loin d'être simple. Elle peut d'ailleurs parfois se révéler extrêmement complexe. En effet, la doctrine a parfois tiré argument de la difficulté de la constater pour soutenir que la coutume n'existait pas. On a prétendu, par exemple, que la durée pendant laquelle la pratique se répétait ne pouvant être déterminé et que ne pouvant pas déterminer avec précision ceux qui devaient éprouver le sentiment d'obligation, il ne pouvait alors y avoir de coutume. Ce raisonnement est évident faux car l'existence ou l'inexistence d'un phénomène ne

³³ E. Lambert *La fonction du droit civil comparé*, Giard et Brière, 1903, p. 802

³⁴ J. Combacau, *De la régularité à la règle*, Revue française de théorie juridique 1986, p. 4

³⁵ M. Troper, *Du Fondement de la coutume à la coutume comme fondement*, Droits 1986, p. 14

³⁶ M. Troper *Nécessité fait loi ; réflexion sur la coutume constitutionnelle*, Mélanges Robert-Edouard

dépend pas de la facilité avec laquelle on peut l'observer et « *il faut éviter de confondre identification, constatation et existence*³⁷ ».

Il convient donc de bien comprendre que le phénomène à identifier n'est pas juridique mais bien social : on ne cherche à identifier que des faits (une pratique répétée et un sentiment). Par exemple, les trajets (ainsi que les périodes d'estive) du bétail dans la vallée de Mentet pourront permettre d'identifier une pratique qui apparaîtra non comme soumise à une prescription mais comme le choix opéré d'une manière répétée, identique et tenue pour nécessaire entre d'autres conduites également permises. On pourra alors sans peine soutenir que si ces comportements sont des choix tenus pour nécessaires c'est qu'ils peuvent être expliqués par la situation dans laquelle se trouvent les acteurs.

A cette analyse, on pourrait notamment objecter qu'elle ne répond pas à la question posée : on ne cherchait pas à savoir seulement si des comportements répétés et tenus pour nécessaires existent, mais si, après un certain temps, ils donnent naissance à une règle prescrivant de se conformer à ces choix ou, en d'autres termes, si la pratique existe aussi comme source du droit. Or, il n'existe pas de réponses des théories traditionnelles de la coutume. Pour affirmer l'existence d'une norme autre que coutumières elles se contentent d'observer que cette norme a été prise par un organe disposant d'une parcelle de la souveraineté nationale. Mais cette théorie est inapplicable à la coutume. Il convient donc de revenir à une définition de la norme comme signification d'un acte ou d'un fait. Une norme existe dans un système juridique donné si, dans ce système, un acte ou un fait possède effectivement la signification d'une norme, s'ils signifient qu'une conduite doit avoir lieu. On peut considérer qu'ils possèdent cette signification lorsqu'elle leur a été conférée par un autre acte ayant la signification d'une norme.

L'existence de la coutume est donc le produit d'une double nécessité : d'une part, celle qui pèse sur les auteurs de cette pratique, d'autre part, celle qui agit sur ceux qui lui accordent la signification de norme et la font exister comme règle.

Nous allons donc devoir analyser, tout d'abord, la place de la coutume dans le droit positif, avant de pouvoir confronter la coutume à la « loi *Stratae* ».

Charlier, 1981, p. 309

³⁷ M. Troper, *Du Fondement de la coutume à la coutume comme fondement*, Droits 1986, p. 1422

1.- L'actualité de la “*loi stratae*”

Avant d'esquisser une définition de la coutume, la bonne méthode semble d'abord d'essayer de définir le droit afin de voir comment la coutume trouve sa place dans l'analyse du rapport droit / société.

Le thème de la coutume touche à l'interrogation la plus fondamentale que puisse s'adresser le juriste : comment du fait se transforme-t-il en droit ? Comment une coutume devient-elle du droit coutumier ? Une seule question juridique par conséquent qui touche à l'identification même du droit, et que les auteurs posent de manière à peu près uniforme : comment s'opère la transmutation du fait en droit ?

Ce rapport droit / société pose une question importante : comment utiliser ce rapport sans « *magnifier*³⁸ » l'un des deux termes au détriment de l'autre et sans, non plus, en faire une opposition.

Deux positions se sont alors affrontées au cours des temps. Kelsen a affirmé l'autonomie absolue du droit envers la société ; à l'inverse, de nombreux auteurs issus d'une longue tradition marxiste, assujettissent le droit à la société. Entre ces deux pôles extrêmes s'ouvre un large éventail de positions intermédiaires qui s'attaquent à deux problèmes majeurs :

- 1) « *Jusqu'à quel point le droit constitue-t-il une raison distincte de l'ordre social ?*
- 2) *Comment s'effectue le marquage de la distinction entre ce qui est juridique et le tout venant des relations humaines*³⁹ ? »

Si l'on suit la pensée de Louis Assier-Andrieu « *il en surgit une sorte de nuancier intellectuel, dont la variation des tons épouserait autant de variations quant à l'étendue prêtée au champ juridique et à l'aspect des bornes qui le délimitent*⁴⁰ ». Définir l'étendue du champ juridique revient, automatiquement, à un moment donné, à définir la place de la coutume.

³⁸ L. Assier-Andrieu *Le droit dans les sociétés humaines*, Coll. Essais et Recherches, Nathan, 1996, p. 31

³⁹ Ibid., p. 31

⁴⁰ Ibid., p. 32

Dans son livre, *La détermination d'une province de la science du droit*, John Austin décrit les relations humaines par différentes sortes de lois. Selon cet auteur l'ordre juridique est défini en fonction de quatre éléments : commandement, souveraineté, obligation, sanction. Les lois au sens propre sont des commandements du souverain qui créent des obligations dont l'inexécution est sanctionnée :

« Les lois, au sens propre du terme, constituent une catégorie de commandements. Mais toute loi au sens propre du terme, parce qu'elle est un commandement, provient d'une source précise (...) »

Chaque fois qu'un commandement est exprimé ou signifié, une partie formule le vœu qu'une autre fasse ou s'abstienne de faire ; et la seconde est exposée au mal que la première a l'intention de causer s'il n'est pas tenu compte de son souhait (...) »

Toute sanction au sens propre du terme est un mal éventuel, lié à un commandement (...) »

Toute obligation au sens propre du terme suppose un commandement par lequel elle est créée (...) et une obligation au sens propre du terme suppose que l'on soit exposé à des maux de cette sorte⁴¹ ».

Austin distingue quatre sortes de lois dont seules les deux premières sont des lois au sens propre du terme :

1) Les lois divines qui sont soit révélées, soit non révélées (auquel cas on les connaît au moyen de la raison en vertu du principe benthamien de l'utilité) ; Dieu les « impose à ses créatures humaines⁴² » ; ce sont ces « lois de la nature » qui, chez Montesquieu, « dérivent uniquement de la constitution de notre être [et touchent l'homme] avant l'établissement des sociétés⁴³ » ;

2) Les lois positives posées par le souverain, imposées comme des devoirs par une autorité supérieure ; Montesquieu a aussi décelé les « lois positives⁴⁴ » et voyait en elles, outre le droit des gens (le droit international public), le droit politique et le droit civil qui sont des lois établies par les hommes à cause d'une nécessité : l'état de guerre ;

3) Les lois morales positives qui sont imposées par l'opinion : ces sont des règles

⁴¹ Cité par Denis Touret sur son site web www.denistouret.net

⁴² Ibid.

⁴³ Montesquieu *De l'esprit des lois*, Coll. Essais, Folio, 1995, p. 91

⁴⁴ Titre du chapitre III du livre premier du *De l'esprit des lois*, p. 93

« *quant aux comportements à tenir*⁴⁵ », mises en œuvre selon les convictions en vigueur dans un groupe d'hommes ;

4) Les lois au sens figuré ou métaphorique, telles les lois physiques qui fondent notre univers.

Ces quatre sortes de lois sont-elles du droit ? Pour Austin, il ne fait aucun doute que les lois divines et les lois positives sont du droit et que les lois au sens figuré ou métaphorique sont improprement qualifiées.

Pour les lois morales positives la discrimination est beaucoup plus malaisée : les lois positives les plus importantes sont les lois humaines. Ces lois peuvent être écrites ou coutumières. En fait elles ne deviennent des lois positives qu'après avoir acquis une reconnaissance à travers une autorité juridique, par exemple un juge. De ce fait toutes les lois morales positives ne sont pas du droit.

La coutume n'est en elle-même qu'une loi morale positive (*positive morality*) mais elle est élevée au rang de droit positif soit directement par l'Etat lui-même lorsqu'il transforme la coutume en règle écrite soit indirectement par les tribunaux agissant en tant qu'organes de l'Etat. C'est donc l'Etat qui, expressément ou tacitement, fait de la coutume une source de droit positif. La valeur d'une norme coutumière ne devient règle juridique qu'au moment de sa transposition dans le corpus juridique de droit positif, souvent grâce à *l'imperium* du juge.

Cependant il nous semble, nous écartant en cela volontairement de la théorie de John Austin, que les lois divines (que les théoriciens ont requalifié en lois naturelles) ne deviennent du droit positif qu'au même titre que la coutume. C'est-à-dire qu'une loi naturelle se transmue en loi positive qu'à travers l'intervention du législateur qui lui accorde une reconnaissance officielle.

Une frontière comme celle instaurée par Austin entre lois positives et lois morales positives oblige de prévoir les règles de passage, les modalités de conversion d'un état à l'autre pour faire d'une pratique une règle juridique et « d'une *obligation désuète une simple possibilité*⁴⁶ ».

⁴⁵ Cité par Denis Touret sur son site web www.denistouret.net

⁴⁶ L. Assier-Andrieu *Le droit dans les sociétés humaines*, Coll. Essais et Recherches, Nathan, 1996, p.34

1.1.- L'origine de la “*loi stratae*”

La richesse textuelle de l'usage *Stratae*, de même que sa relative indépendance vis-à-vis du corpus barcelonais nous impose avant tout de la soumettre au crible de l'exégèse et du commentaire. Il conviendra d'extraire du texte tous ses signifiants ainsi que les traiter un à un. Cependant il nous faut avant toute chose de déterminer les textes dont il sera ici question car « *dans son intégrité le texte est suffisamment flou pour souffrir toute dénaturation* ».

On doit à Charles Giraud la toute première édition parue depuis le Moyen Age des *Usatici* de Barcelone dans leur forme latine, lequel contenait le Code barcelonais tel qu'établi à partir des manuscrits conservés à la Bibliothèque Royale. Très tôt apparaîtront les rédactions catalanes de *Usatici*. Mais les diverses traductions et avec elles les incertitudes nées de l'interprétation de leurs auteurs incitèrent Ferran I^{er} à proposer en 1412 de compiler toutes les dispositions légales de Catalogne dont les Usages. C'est à Bonanat Pere ainsi que Jaume Callis que fut confiée cette tâche qui aboutit au recueil de *Consitutions y altres drets de Cathalunya*.

Etant donné que les *Constitutions* dans leur ensemble, et les Usages de Barcelone, firent après l'annexion du Roussillon à la France, le fond du droit reçu dans cette province, nous ne pourrions que conserver ce texte comme principale référence. Mais, et à l'instar de Louis Assier-Andrieu, c'est au texte latin que nous aurons le plus fréquemment recours, car c'est autour de lui que fut livré le combat historique, juridique et théorique de la « loi *Stratae* ».

Nous étudierons donc dans un premier paragraphe l'exégèse de la « loi *Stratae* » avant d'étudier les rapports qu'entretint cette dernière avec les lois post-révolutionnaires.

Exégèse de la “*loi stratae*”

L'identification des objets

On se doit tout d'abord de considérer les « *routes et chemins publics* » de l'article 72 indépendamment de la suite de son énumération, en fonction de leur place dans l'organisation de l'économie. Car les voies de communication ne possèdent qu'indirectement d'utilité économique, tandis que les eaux, les forêts, les landes, les

pâturages, participent au contraire directement aux activités productives de l'homme. Ce sont par ailleurs des objets circonscrits et déterminés.

Cependant comment qualifier juridiquement les éléments de cette nomenclature technique ? Pour répondre à cette question il faudra passer outre la nature matérielle de ces biens pour nous interroger exclusivement sur leur statut.

Brutails considérait que « *c'est pour les biens sans maître que fut faite la loi « Stratae »* », considérant qu'il existait dès le X^e siècle de vastes étendues de terres que nul n'exploitait et sur lesquelles personne n'élevait de prétention. L'usage a donc pour domaine des biens vacants, des terres libres de toute emprise humaine.

Mais ce critère est-il pleinement satisfaisant, ne restreint-il pas à l'extrême le champ d'application du texte ? Car pour d'autres auteurs le texte de la « loi *stratae* » est dépourvu de toute ambiguïté, il vise les eaux, les pacages et les bois à qualités et non seulement ceux restés « vacants ». En est-il ainsi pour Paul Lacombe, dont la thèse mérite d'autant plus d'être soutenue qu'elle s'appuie sur un constat que les voies de communication, les eaux, les pacages et les forêts, formaient l'assiette d'une fiscalité remontant parfois à l'époque carolingienne, et pouvait être considéré dès lors comme l'embryon d'un domaine public des comtes de Barcelone.

Cependant s'il est clair d'après le texte que les routes et chemins sont publics, qu'en est-il réellement des eaux courantes, des sources, prairies et pâturages, sont-ils *Res communes* choses affectées à l'usage commun de tous les hommes comme à Rome ou bien *Res universitatis*, choses du domaine de l'une ou l'autre des personnes morales ?

Nous devons à la vérité de dire qu'il n'est pas aisé de se prononcer sur ce point, car la simple présence de biens publics dans la liste d'objets suffit à établir fermement que « *sont aux puissances* » n'emporte en rien la patrimonialité de ces biens, ces choses doivent cependant forcément s'incorporer aux *res communes*, *res publicae* ou *res universitatis*. La constitution de cet embryon de domaine public semble donc se distinguer de la théorie romaine des choses qui ne sont pas privées.

En définitive la composition même de la liste de l'article 72 fait appel non seulement aux « *caractères intrinsèques* » des choses qui la composent, un ensemble de catégories de l'environnement humanisé, mais aussi à leur condition juridique, les routes et chemins publics étant seul pris en compte parmi les voies de communication. Car si la qualité publique des routes et des chemins visés par l'usage peut être dès l'instant de sa mention soumise à une grande diversité d'interprétation, il n'en va pas

de même d'une roche, d'une forêt ou d'un pâturage, dans le premier cas l'attribut juridique de l'objet renvoie à la grille de lecture donnée par la cohérence du système de droit dans lequel cet attribut s'intègre et prend un sens, dans le second la nature matérielle de la chose préside seule à son identification comme objet de la règle juridique qui l'énonce.

L'identification des « *puissances* »

Ce passage est d'importance, et ce fut sans nul doute l'un de ceux qui donna lieu aux plus vives controverses. Quatre solutions s'offrent à nous pour déterminer qui sont ces puissances, solutions dans lesquelles nous ne pourrions que retrouver le caractère ambigu de la compilation barcelonaise, teinté de féodalisme et de réganisme.

Pour certains le terme puissance définissait avant tout les comtes de Barcelone qui étaient désignés dans les lois primitives de *Potestas*, le pluriel du texte marquant pour Brutails la lignée comtale elle-même. Cette entité collective aurait pu ainsi vouloir consolider par un texte de loi les assises de ses droits sur le domaine public.

La seconde solution est issue des imperfections de la seconde, car le comte de Barcelone n'est pas tout au long des usages désigné comme *Potestas*, il l'est aussi comme principes. Le comte de Barcelone, qui n'est présente dans le texte que comme locuteur, énonciateur du droit, aurait alors pu établir et réglementer les droits des seigneurs territoriaux sur les biens concernés. Si le *Potestas* désignait, comme le suggère M. Assier-Andrieu, la nature du pouvoir féodal, le comte réglementerait ses propres attributions de seigneur féodal. Usant ainsi de sa compétence souveraine pour légiférer en matière de droits seigneuriaux, le comte n'aurait eu d'autre issue que de s'assujettir lui lui-même comme seigneur féodal, aux prescriptions qu'il édicte comme souverain.

Une autre hypothèse apparaîtrait d'un glissement sémantique en fonction de l'évolution de la structure du pouvoir de l'Etat barcelonais. Ainsi à l'origine les « puissances » auraient bel et bien été les comtes puis quand la féodalité morcela les provinces, ce furent les seigneurs investis du droit de haute justice, attribut s'il en est de la souveraineté. Ainsi quel que fut son sens premier les *potestas* sont alors investis d'un contenu précis : il désigne les seigneurs ayant pouvoir de juridiction.

C'est en distinguant les *compétences* réunies dans la personne du comte de Barcelone que va peut-être apparaître un moyen de démêler la logique des

désignations alternatives de *princeps* et de *potestas* pour enfin l'identité des *potestatibus*. Les *potestates*, selon le commentaire d'un anonyme du début du XV^{ème} siècle seraient les comtes de Catalogne mais soumis à l'autorité du comte de Barcelone. Il n'est plus alors question d'évaluer la ventilation entre les deux niveaux de pouvoir. Le statut du comte de Barcelone est d'une nature double, seigneur féodal (*potestas*), et monarque souverain (*princeps*). Cette distinction reflète aussi une division territoriale des compétences comtales, agissant comme seigneur et comme prince dans son comté, il n'agit que comme prince dans les comtés voisins de Catalogne.

Ce partage fournit une grille pour la compréhension du texte *Stratae*. Lorsque dans l'usage le comte réglemente les *potestatibus*, il le fait comme souverain. En outre, l'initiative par laquelle il soumet au droit la relation seigneurs des comtés dépendants à un ensemble de ressources naturelles permet de présumer la domanialité publique de ces biens au moment de la promulgation du texte légal.

L'identification des « *peuples* » en ayant l'usage

Les droits conférés par la « loi *Stratae* » sont résumés par un terme générique, *emparamentum*, « usage ». Mais l'*emparamentum* ne saurait se limiter au « droit d'usage ». Le mot possède en réalité un sens plus vaste. L'*emparamentum* est le droit dont disposent le prince et les seigneurs de prendre possession du fief d'un vassal et de l'adjoindre à leur domaines à défaut du vassal d'exécuter une importante obligation féodale.

Mais ce n'est pas de cet esprit que procède l'*emparamentum* de l'usage *Stratae*. Le droit de prendre du bois de chauffe ou d'œuvre dans une montagne, ou d'accéder aux pâturages est appelé *Ademparamentum* dans certains textes. L'*emparamentum* ou les *ademparamentis* semblent, constituer en réalité des droits spécifiques d'usage qui s'appliquent à certaines ressources soigneusement définies.

L'*emparamentum* est un droit d'usage qu'exerce sur certains types de biens une collectivité humaine. Ce droit d'usage est alors subordonné à une sorte de pouvoir de police ou d'administration placé entre les mains des seigneurs justiciers ?

Quant au *Illorum Populo* « peuple » que recouvre-t-il. Le problème est de savoir si les titulaires de ce droit d'*emparamentum* sont tous les sujets du prince souverain ou seulement les populations situées dans le détroit de chaque juridiction seigneuriale.

Or si le peuple comprend l'ensemble des sujets du comte de Barcelone, cela suppose, que les puissance les membres de la lignée souveraine, si et à l'inverse le peuple désigne les habitants on peut certes toujours admettre que les puissances sont les comtes de Barcelone, mais on admettra aussi qu'il puisse s'agir de leur seigneurs liges.

Certains juristes et auteurs penchent favorablement pour une interprétation extensive, octroyant les droits à l'ensemble du peuple. Deux arguments pour fonder cette position, d'une part, la société catalane et surtout en montagne est une société ouverte où abondent les terres inexploitées et vides et où d'autre part, les communautés rurales demeurent non encore définies par leur unité territoriale. Il s'agirait donc ici de rechercher la structure à travers une base économique qui supposerait l'exercice de droits d'usage sur des ressources libres, non « privatisées » par d'autres communautés.

Pour d'autres il s'agirait d'un droit des habitants. Ainsi pour Lacombe et pour Bloch le peuple ne pourrait être constitué que des individus réunis en communauté villageoise dans les limites d'une seigneurie.

Après avoir suivi la « loi Stratae » au mot près un bilan s'impose.

Une absence tout d'abord, celle d'un cadre historique clairement défini à l'intérieur duquel l'article 72 pourrait devenir parfaitement explicite. Car la quête des origines ne sied pas à ce texte dont les éléments rejettent en amont et en aval du moment vraisemblable de sa rédaction et lui confèrent ainsi une durée propre.

Au contraire, la pluralité et la densité des notions qui peuvent être rattachées à la loi, façonnent un champ sémantique plus enclin à épouser le mouvement historique qu'à inscrire dans les limites d'une époque déterminée.

Certes, toute création juridique est le fruit d'un jeu particulier de circonstances, mais ce contexte politique, économique, social et culturel spécifique, n'en épuise pas toutes les capacités, ne suffit pas à en expliquer toutes les fonctions et toutes les retombées. Dans la loi Stratae se concentre ainsi une richesse de sens qui en fait une forme intellectuelle d'autant plus adéquate pour représenter le réel et agir sur lui en des points divers de l'histoire qu'elle en explore non pas un état statique mais les possibilités contradictoires.

La confrontation entre la “*loi stratae*” et la codification post révolutionnaire

La persistance de la « loi stratae » dans le droit moderne

L'introduction de la « Loi Stratae » en droit moderne peut être diversement envisagée. Il est possible de considérer qu'elle chemine avec son cadre naturel, les Constitutions de Catalogne, ou bien qu'elle s'insère dans la vie juridique du département des Pyrénées-Orientales par une tradition qui lui est propre, ou enfin que l'on y reçoive son contenu sans qu'elle y fût nominalement reconnue. Cette dernière hypothèse, à vrai dire, ne nous intéresse pas puisque pour l'éprouver, il faudrait justement que le texte possède un sens précis au lieu d'être redevable d'une multitude de possibilités. Restent alors les deux autres propositions. Les Constitutions survécurent-elles en tant que tels aux remous des législations intermédiaires et napoléoniennes ou bien la loi Stratae en fut-elle extraite ?

La loi du 30 ventôse an XII contenant la réunion des lois civiles en un seul corps de lois sous le titre de Code civil des Français scelle, par son article 7 l'extinction de la diversité juridique. Maints articles du Code civil renvoyaient la solution des questions légales à l'application des « usages locaux » des « usages du pays, constants et reconnus » et des « règlements particuliers et locaux ». Là aurait pu s'insinuer certaines Constitution de Catalogne, soit au titre de leur appartenance à ce corpus, soit en tant que mesures isolées par une trajectoire individuelle.

À partir de 1844, plusieurs circulaires ministérielles vont susciter, un ample mouvement de codification des usages locaux. Le département des Pyrénées-Orientales quant à lui ne publia qu'en 1932 son premier recueil d'usages locaux. La loi du 3 janvier 1924 portant création des chambres d'agriculture leur donnait dans le même temps mission de codifier dans leurs départements les usages ayant force de loi pour les matières agricoles. Comparativement à de proches départements la date de cette codification est fort tardive puisque l'Aude pour exemple déploie dès 1845 d'important moyens d'enquête afin d'élaborer leur recueils d'usages.

La pratique judiciaire accueillait donc officiellement le droit ancien dans sa forme ancienne.

En 1838, le procureur en appelle sans discrimination à l'ensemble du Code catalan, dans toute sa matérialité et donc implicitement dans toute sa cohérence. On aurait pu toutefois extraire du vaste Code catalan les seules dispositions adéquates pour combler les vides explicitement ménagés par le Code civil et donc, par là,

harmoniser législation nouvelle et circonstances locales.

Au XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, le volume des Constitutions de Catalogne pouvait donc toujours trouver à s'appliquer dans l'ancien Roussillon et qu'elle lui fut ou non expressément associée, la vie juridique de la « loi *Stratae* » fut sauvegardé. Dans un premier temps en effet, en tant qu'article des Constitutions de Catalogne, elle pouvait s'appliquer au titre de cette sorte de droit commun qui semble avoir suppléé dans les Pyrénées-Orientales les vacuités des codes nationaux. Ensuite, après 1932, quel que fut désormais le sort incertain des Constitutions proprement dites, c'est de sa qualité d'usage local explicitement mentionnée dans un recueil reçu devant les tribunaux du département que la « loi *Stratae* » pouvait tenir sa validité.

1.2.- La place de la coutume dans le corpus juridique

Historiquement, c'est la coutume qui est une source du droit. Elle seule peut prétendre constituer une source autonome. Mais le code civil et plus largement le droit contemporain prennent surtout en considération les usages ou les pratiques. L'incertitude du critère permettant de distinguer aujourd'hui la coutume des usages et le doute que l'on peut avoir quant à l'autonomie réelle des règles tenues pour coutumières, rendent assez illusoire toute distinction tranchée de la coutume et des usages. La distinction subsiste, mais elle manque de rigueur et son utilité est incertaine. Lorsqu'un usage est consacré par la loi ou la jurisprudence, il importe peu de savoir s'il a valeur coutumière, puisque celle-ci n'ajoute rien à son caractère obligatoire.

Pratiquement on observe d'abord que les usages peuvent être des règles de droit par délégation de la loi. En outre, on peut se demander si certains usages n'ont pas la valeur de règles de droit autonomes.

Les usages, règles de droit par délégation de la loi

Sous l'Ancien Régime, avec l'affirmation de la monarchie absolue, on a soutenu que l'autorité de la coutume aurait pour fondement le consentement du Souverain. Cette idée a été reprise comme une conséquence de la supériorité absolue de la loi,

après la Révolution. Les usages n'auraient valeur de règles de droit que par une délégation expresse, ou tout au moins tacite de la loi.

Dans l'état actuel de notre droit, cette observation est le plus souvent exacte. Cette délégation peut être directe ou indirecte.

a) Délégation directe de la loi

Il y a délégation directe de la loi lorsque celle-ci se réalise en dehors de toute interprétation de la volonté des parties à l'intérieur d'une convention. Cette délégation directe peut être expresse ; certains auteurs ont affirmé qu'elle pourrait aussi être seulement implicite.

Délégation expresse

Il existe dans le code civil d'assez nombreux textes qui renvoient aux usages locaux. C'est ainsi que les articles 645, 663, 671 du Code civil renvoient aux usages locaux pour l'utilisation des eaux, les clôtures, les distances à observer pour les plantations ou pour certaines constructions ; l'article 1648 renvoie aux usages pour les délais à observer dans l'exercice de l'action en garantie des vices cachés de la chose vendue ; l'article 1873 renvoie également aux usages en matière de sociétés commerciales ; l'article 1736 dispose que le bailleur ou le locataire d'un bail fait sans limitation de durée peut donner congé à tout moment à condition d'observer les délais fixés par l'usage des lieux.

La même technique se retrouve dans des lois plus récentes, notamment l'article 75 de la loi du 21 juin 1898, les articles 19 et 20 de celle du 8 avril 1898, l'article 27 de la loi du 18 juin 1966 et le décret du 31 décembre 1966 sur les contrats d'affrètement et de transport maritime ; l'article 1^{er} de la loi du 6 mai 1919, en matière d'appellation d'origine.

Plus récemment, la loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, dans son article 107 – 4, se réfère aux usages pour apprécier la validité des paiements faits au cours de la période suspecte. Selon ce texte, est nul « *tout paiement pour dettes échues, fait autrement qu'en espèces, effets de commerce, virement, bordereaux de cession visés par la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises ou tout autre mode de paiement admis dans les relations d'affaires* ». Ce texte, qui ne fait plus référence au caractère normal

ou anormal du paiement, se réfère directement aux usages du commerce, lesquels se voient ainsi reconnaître force obligatoire par délégation de la loi.

Toutes ces règles issues des usages ont l'autorité même que leur confère la loi.

Délégation implicite

Certains auteurs⁴⁷ estiment que les coutumes entrent virtuellement dans l'analyse de certaines notions légales. De telle sorte que pour appliquer ces notions, le juge devrait en fait se référer à la coutume. Il en serait ainsi particulièrement pour l'application des dispositions du Code civil relatives aux bonnes mœurs (art. 6, 900, 1133, 1172), ou encore pour les dispositions selon lesquelles une personne chargée de conserver ou d'administrer le bien d'autrui doit agir en bon père de famille, c'est-à-dire en propriétaire diligent et soigneux. Il en serait également ainsi, de façon plus indirecte d'ailleurs, de la notion de faute. Son utilisation impliquerait une référence à la coutume, car le juge devrait se demander si le prétendu responsable s'est conduit comme un homme moyen, c'est-à-dire comme tout le monde l'aurait fait en pareil cas.

Cette opinion semble contestable. En effet, qu'il s'agisse des bonnes mœurs, du bon père de famille ou de la faute, le juge ne se borne pas à constater une pratique antérieure. Sa décision a toujours un fondement essentiellement moral. Ce ne sont pas seulement des pratiques antérieures dont il tiendra compte, mais exclusivement des bonnes pratiques, c'est-à-dire de celles qu'il estime favorable.

Il est vrai que pour certains auteurs, aux caractères traditionnels de la coutume, il faudrait en ajouter un supplémentaire. Celle-ci devrait être raisonnable, ou tout au moins non déraisonnable. Comme on l'a observé, ce caractère introduit dans la formation coutumière un élément de contrôle moral. Mais il ne correspond pas à la réalité. Il arrive en effet que des coutumes difficilement justifiables au regard de la morale, s'établissent et soient tenues pour strictement obligatoires. L'étude des droits primitifs en donne des exemples particulièrement frappants. La seule forme de la coutume est insuffisante à justifier celle-ci et ne dispense donc pas de tout jugement de valeur sur son contenu : une coutume comme une loi ou une jurisprudence, peut être injuste.

Admettre la délégation implicite de la loi à la coutume conduirait à ôter à la

⁴⁷ Voir notamment J. Carbonnier *La genèse de l'obligation dans l'apparition de la coutume*, in *Flexible droit*, L.G.D.J., 7^e éd., 1992, p. 99

règle coutumière l'essentiel de son originalité. Il semble que pour des notions comme les bonnes mœurs, le bon père de famille ou la faute, le rôle de la jurisprudence, interprétant la loi soit l'essentiel. Tout au plus peut-on admettre que la prise en considération des bonnes pratiques antérieures est susceptible d'exercer une influence non négligeable sur l'appréciation du juge.

Délégation indirecte de la loi

Les usages conventionnels jouent normalement le rôle de règles supplétives. D'ailleurs, assez souvent, la loi prescrit de se référer aux usages dits conventionnels, pour compléter ou interpréter les contrats. Tel est le sens, en particulier, des articles 1135, 1159 et 1160 du Code civil. Dans ce cas, l'application des usages se présente, au moins apparemment, comme une interprétation de la volonté des parties. La délégation de la loi est seulement indirecte.

S'il est d'usage, dans une profession déterminée, que la livraison de la chose vendue soit toujours à la charge du vendeur, ou encore que les réclamations concernant la qualité de la marchandise livrée ne puissent être faites de façon efficace que dans les 48 heures suivant la livraison, même si ces dispositions n'ont pas été stipulées, elles seront considérées comme incluses dans le contrat et s'imposeront aux parties.

Le plus souvent, les usages ne s'imposent qu'à défaut de conventions contraires. Ils jouent alors un rôle comparable à celui de la loi supplétive et viennent compléter la volonté des parties, lesquelles ne se sont exprimées que sur l'essentiel. Cependant, « *ces usages conventionnels à valeur supplétive se distinguent sur deux points des lois supplétives*⁴⁸ » :

1) à l'égard des usages conventionnels, il n'y a pas lieu de considérer que nul n'est censé ignorer la loi. C'est ainsi qu'il est admis que les usages professionnels ou locaux ne s'appliquent pas à l'encontre de l'une des parties étrangère à la localité ou à la profession ;

2) lorsque les usages conventionnels se trouvent en conflit avec une loi supplétive, ils seront appliqués de préférence à celle-ci. En d'autres termes, les usages conventionnels priment les lois supplétives lorsqu'il s'agit de compléter la volonté des parties.

⁴⁸ F. Géný, *Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif*, Thèse, 1954, p. 425 et s.

A première vue, la solution peut sembler anormale, puisque la loi se situe à un échelon supérieur de la hiérarchie des sources du droit. Pour la comprendre, il faut partir de cette idée que l'usage conventionnel, venant s'incorporer à la convention, prend la même valeur que la volonté des parties. Or, la loi, dont les dispositions sont contraires à l'usage conventionnel étant seulement supplétive, n'a lieu de s'appliquer qu'à défaut de volonté contraire. C'est parce qu'il s'incorpore à la volonté des parties que l'usage conventionnel écartera l'application de la loi supplétive. En fait, on tient compte de ce que l'usage conventionnel, plus près de la réalité sociale en raison de sa création spontanée, risque de mieux traduire la volonté réelle des parties que la loi interprétative, nécessairement plus générale et abstraite.

Contrats types et réglementation professionnelle des usages.

Parfois, l'usage prend la forme plus savante d'un contrat type. Ceux-ci se rencontrent fréquemment en matière commerciale. Il y a, par exemple, des contrats de transport types en matière maritime. Les notaires utilisent également pour la rédaction des actes des formulaires, dont toutes les clauses générales sont des clauses de style.

Il y a ainsi création d'usages conventionnels qui, pratiquement, à défaut de manifestation expresse de volonté contraire, s'imposeront aux parties. On a vu, dans cette pratique, notamment dans la pratique notariale, une source de droit distincte. En réalité il s'agit d'une simple variété d'usages conventionnels.

A force de figurer dans tous les contrats d'un même type, les clauses de style peuvent finir par devenir des règles coutumières, de telle sorte que même lorsqu'elles ne sont pas stipulées expressément, elles seront considérées comme incorporées à la convention. On peut alors parler d'une coutume savante. Un certain nombre de ces dispositions finissent d'ailleurs, par l'intervention du législateur, par se transformer en règles de droit écrites.

On a relevé une nette renaissance du formalisme dans la tendance contemporaine des professions à rédiger et codifier leurs usages et à en assurer la publication. Celle-ci a pu être rapprochée d'une promulgation officielle qui « *leur confère une extériorité, une objectivité plus grande que par le passé*⁴⁹ ». Ces professions élaborent des règlements privés et des contrats types dont elles imposent le respect à leurs membres. On peut citer Leymarie qui remarque que « *les usages*

⁴⁹ V. Pédamon, *Y a-t-il lieu de distinguer les usages et les coutumes en droit commercial ?*, RTD Com

conventionnels tendent alors à se transformer en de véritables normes objectives, qui ne s'imposeront cependant en droit, sinon en fait, aux membres de la profession, qu'à défaut de volonté contraire⁵⁰ ».

Ces contrats types ont une importance toute spéciale dans le commerce international. En particulier la Chambre de commerce internationale, sise à Paris, a dégagé sous le nom d'incoterms (international commercial terms), des règles uniformes qui fixent le contenu de chaque type de vente internationale. L'arbitrage organisé par les professions accentue encore le caractère objectif de ces usages internationaux, en raison du lien institutionnel établi entre les rédacteurs des contrats types et les organismes d'arbitrage.

La loi qui renvoie aux usages peut leur donner exceptionnellement valeur impérative.

Les parties ne pourront déroger aux usages par une convention. La règle est d'ordre public. Il en est ainsi, par exemple, des usages qui fixent le délai de préavis à observer pour mettre fin par un congé à un contrat de travail à durée indéterminée. Ces délais ne peuvent être diminués par une convention ordinaire. Seule, selon l'article L. 122-5 du Code du travail, une convention collective pourrait déroger au délai résultant des usages.

On peut alors se demander pourquoi le législateur n'a pas édicté une loi d'ordre public, au lieu de se référer aux usages, en leur donnant ce caractère. C'est parce qu'il lui a semblé nécessaire de tenir compte de la diversité des situations, tenant au lieu, à la profession, ou même à chaque entreprise.

Le juge doit alors connaître la règle et l'appliquer comme s'il s'agissait d'une règle impérative, même si elle n'est invoquée par aucune des parties et celui qui en fait état n'a pas à établir son caractère impératif.

Dans la mesure où les usages conventionnels ne s'appliquent le plus souvent qu'à défaut de volonté contraire, on a contesté qu'ils puissent constituer des coutumes. Il leur manque, en effet, « *l'élément psychologique, la conscience du caractère obligatoire de l'usage*⁵¹ ». On a alors proposé de distinguer entre les usages conventionnels et les usages de droit. Seuls ces derniers se confondraient avec la

1959, p. 335 et s.

⁵⁰ E. Leymarie, *Les usages en droit commercial*, Thèse, 1970, p. 57

⁵¹ F. Génys, *Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif*, Thèse, 1954, p. 50

coutume car, malgré une origine identique, ils se caractériseraient par « *la conviction que la règle définie par l'usage est obligatoire*⁵² ». Mais la valeur de cet usage de droit ne serait elle-même que celle d'une règle supplétive qui ne s'imposerait qu'en « *l'absence de toute stipulation contraire*⁵³ ».

Il est peut-être plus simple d'admettre que ces usages conventionnels ont la valeur que leur confère la loi à travers la volonté des parties.

D'une façon générale, la force obligatoire des usages est à la fois calquée sur la loi et fondée de façon indirecte ou directe sur celle-ci. C'est elle qui détermine leur valeur impérative ou supplétive. C'est elle, également, qui est le fondement de leur autorité.

On peut cependant se demander si certains usages n'acquièrent pas une certaine autonomie par rapport à la loi.

Les usages, règles de droit autonomes

Les usages peuvent devenir de véritables règles de droit, indépendamment de toute délégation de la loi. Il faut cependant s'interroger sur le rôle joué par la jurisprudence quant à leur consécration.

a) L'existence de règles coutumières

Lorsque la coutume complète la loi on parle de coutume *praeter legem*. Lorsqu'elle va à l'encontre de la loi on parle de coutume *contra legem*.

Coutume *praeter legem*

On a soutenu que le législateur étant seul dépositaire de la souveraineté nationale, la coutume ne pourrait être source de droit. Aujourd'hui personne ne conteste que la coutume puisse intervenir sans renvoi du législateur lorsqu'il y a une lacune du droit « légal ». Portalis l'avait déjà admis dans le discours préliminaire, par lequel il présentait le projet du Code civil, dans les termes suivants : « à défaut d'un texte précis sur chaque matière, un usage ancien, constant et bien établi, une suite

⁵² E. Leymarie, *Les usages en droit commercial*, Thèse, 1970, p. 37

⁵³ Ibid., p. 38

ininterrompue de décisions semblables, une opinion ou une maxime reçues tiennent lieu de loi ».

En droit civil, on peut citer comme exemple de règles typiquement coutumières la réglementation du nom des personnes. C'est ainsi, par exemple, qu'aucune règle formelle ne prévoit que la femme aura la faculté de porter le nom de son mari. On peut citer également la pratique des actes de notoriété, permettant de prouver la qualité d'héritier. Cette pratique résulte des usages suivis en la matière dans les rapports entre les notaires et les grands établissements auprès desquels cette preuve devait être fournie. On peut également voir dans la coutume la source des obligations de voisinage, en l'absence même de tout renvoi législatif.

En droit commercial, « *les usages en matière de publicité de vente de fonds de commerce et de délais d'opposition ont été confirmés par la jurisprudence puis intégrés à la loi du 17 mars 1909*⁵⁴ ».

Coutume contra legem

Le problème de la validité de la coutume se pose ici avec une acuité toute particulière. Il est possible « *d'en distinguer deux aspects*⁵⁵ ».

L'abrogation par désuétude

Ecartée en principe par la jurisprudence, elle existe en fait.

Il s'agit de savoir si une loi, du seul fait qu'elle est restée sans application pendant très longtemps alors que des pratiques contraires à la loi apparaissent, doit être considérée comme abrogée par désuétude.

La jurisprudence n'a eu à intervenir en ce domaine qu'en matière criminelle. Chaque fois que la question lui a été posée, elle a très nettement écarté la possibilité de toute espèce d'abrogation par désuétude.

On peut se demander toutefois si cette position de principe correspond exactement à la réalité. Il est certain que les lois vieillissent et finissent par mourir en dehors de toutes dispositions les abrogeant expressément. C'est ainsi, par exemple,

⁵⁴ V. Pédamon, *Y a-t-il lieu de distinguer les usages et les coutumes en droit commercial ?*, RTD Com 1959, p. 335 et s.

⁵⁵ E. Leymarie *Les usages en droit commercial*, Thèse, 1970, p. 407

que de nombreux textes qui figurent au Code du travail et notamment ceux qui concernent les Conseils départementaux du travail, n'ont jamais été appliqués. Peut-être faut-il penser que la désuétude tue les lois mais qu'il est préférable de ne pas le dire.

Création de règles coutumières contraires à la loi

Théoriquement la loi et la coutume sont sur un pied d'égalité. Mais *« historiquement et pratiquement, leur puissance respective doit dépendre des conditions politiques ou sociologiques au sein desquelles elles se produisent⁵⁶ »*. Il n'est pas contestable qu'aujourd'hui, la loi écrite l'emporte sur la coutume. La jurisprudence, lorsque la question lui a été posée ouvertement, s'est montrée hostile à la coutume contra legem, particulièrement en écartant l'abrogation par désuétude. On peut lire dans un arrêt du 25 janvier 1841 le considérant suivant : *« attendu que si sous un régime où la coutume était loi, l'usage pouvait abroger une loi, il n'en saurait être ainsi où la loi toujours écrite est rendue légalement notoire à tous »*. Mais parallèlement, et non sans quelque contradiction, la jurisprudence a consacré l'existence de règles coutumières contraires à la loi.

Parmi ces règles contra legem, on cite la solidarité qui est de principe en matière commerciale, malgré les dispositions du Code civil selon lesquelles la solidarité ne se présume pas et ne peut exister en dehors d'une convention expresse.

En matière civile, on peut également faire état de la pratique des donc manuels, consistant en une remise de la main à la main d'objets mobiliers, valables malgré les dispositions de l'article 931 du Code civil qui exige la rédaction d'un acte notarié pour toute donation.

Ainsi, il y aurait, de façon d'ailleurs exceptionnelle, des règles coutumières contra legem. Cependant, si l'on tient compte de ce que leur création prend très généralement la forme d'une interprétation de la loi par la Cour de cassation, il convient de se demander s'il ne s'agit pas, en réalité, de règles jurisprudentielles, ce qui pose la question du rôle de la jurisprudence.

⁵⁶ F. GénY *Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif*, Thèse, 1954, p. 408

Le rôle de la jurisprudence

La jurisprudence consacre les règles coutumières et favorise ainsi leur constitution ; mais cette consécration n'est pas nécessaire.

Il existe incontestablement aujourd'hui des relations étroites entre la jurisprudence et la coutume. On a parfois analysé la jurisprudence comme la forme moderne de la coutume. De fait, la répétition et la conscience générale du caractère obligatoire de la règle sont des traits communes à la coutume et la jurisprudence. Cette dernière se distingue cependant de la coutume par le fait essentiel qu'elle émane d'une autorité et qu'elle naît de l'exercice d'un pouvoir ou en tout cas d'une fonction publique. Il en résulte, notamment, qu'une règle jurisprudentielle peut naître d'une décision unique, ce qui est incompatible avec la nature même de la coutume. Il n'est donc pas possible d'assimiler la coutume à la jurisprudence.

Il faut encore se demander si la coutume, en dehors d'une délégation de la loi, peut avoir une force obligatoire autonome, ou si celle-ci ne dépend pas alors d'une consécration jurisprudentielle. Ce serait, de ce point de vu, la coutume qui serait absorbée par la jurisprudence.

Cette conception de la coutume créée, ou tout au moins confirmée par le juge, a été fortement influencée par l'exemple de la common law anglaise et par la place qu'y tient le droit judiciaire.

Cependant, cette théorie purement jurisprudentielle de la coutume ne peut être acceptée. Même si la common law anglaise est considérée comme un développement judiciaire d'un fond primitif proprement coutumier et distinct des décisions de justice. De surcroît, si l'on envisage de façon concrète les usages, spécialement les usages professionnels ou commerciaux, il est incontestable qu'ils se dégagent de la pratique, sans qu'intervienne nécessairement une consécration judiciaire. Parfois même, les tribunaux ont été amenés à céder aux pressions de la pratique imposant le respect de certains usages. Il est en ainsi en particulier des usages bancaires concernant les comptes courants.

Ainsi que nous l'avons déjà expliqué, « *la coutume est source de droit car c'est elle qui énonce le contenu de la norme à respecter et peu importe qu'elle tire sa validité, comme toutes les sources du droit, d'une autre norme*⁵⁷ ». Il reste cependant que la transformation de l'usage en coutume se trouvera très souvent accélérée et

⁵⁷ G. Teboul, *Logique de compétence et logique de validation. Coutume et source formelle du droit*, RDP

confirmée dès l'instant que le juge en aura fait application. En ce domaine, les tribunaux de commerce jouent un rôle particulièrement important.

Ici, comme lorsqu'il s'agit de compléter, voire éventuellement de modifier la loi, l'action des tribunaux prend l'apparence d'une interprétation de la loi.

La jurisprudence consacre les maximes coutumières.

Ce rôle de la jurisprudence est particulièrement net à l'égard des maximes, proverbes et adages juridiques, dont la plupart ont été intégrés parmi les principes généraux du droit. Il s'agit de formules imaginées par une doctrine ou une jurisprudence anciennes, parfois même très anciennes, afin de rendre particulièrement frappantes des règles communément admises. Par opposition à la coutume d'origine populaire il s'agit d'une coutume savante.

Ces adages sont souvent exprimés en latin, parfois en vieux français. Le plus connu par les apprentis juristes est sûrement : *nemo auditur propriam turpitudinem allegans* mais aussi, *nemo censetur ignorare legem*.

Certains ont été incorporés dans le Code civil. La loi est devenue leur support formel. Par exemple la maxime élaborée au XVIII^e siècle, en fait de meubles possession vaut titre, est aujourd'hui inscrite à l'article 2279 du Code civil.

Beaucoup d'autres maximes sont cependant considérées comme des règles de droit toujours en vigueur et la Cour de cassation n'hésite pas à les invoquer expressément et à censurer les décisions qui ne les respectent pas.

Cette influence de la jurisprudence dans la consécration des règles coutumières ne suffit pas à en faire des créations purement jurisprudentielles. C'est en effet la tradition historique à laquelle elles se rattachent qui leur donne une autorité propre. Elles ne sont pas créées par la jurisprudence mais seulement consacrées et intégrées dans celle-ci.

1.3.- La coutume devant les tribunaux

Elle est commandée théoriquement par la distinction entre les usages et la coutume. Mais, en fait, elle dépend surtout du rôle de la loi et de la jurisprudence dans leur autorité. Les difficultés essentielles concernent leur preuve et le contrôle de la Cour de cassation sur leur application.

La preuve des usages et des coutumes

Nous allons envisager successivement la charge de la preuve et les modes de preuve.

a) La charge de la preuve

Les qualifications théoriques ne sont pas très significatives. Il est logique d'opposer ici la coutume véritable règle de droit qui n'a pas à être prouvée et les usages, éléments de fait dont la preuve doit être rapportée par celui qui s'en prévaut.

La question se complique lorsqu'il s'agit de distinguer les usages de la coutume. Certains auteurs opposent alors les usages conventionnels aux autres usages et coutumes. Par exemple, pour Lebrun, « *les usages conventionnels ne constituent pas de véritables coutumes et ne s'appliquent que par l'interprétation de la volonté*⁵⁸ ». Il serait toujours nécessaire de prouver leur existence ainsi que l'intention de s'y référer. De même pour Leymarie, « *la nature essentiellement conventionnelle de cet usage a donc pour conséquence que celui qui l'invoque doit en établir l'existence (...)*⁵⁹ ». En revanche, pour ce premier auteur, « *la coutume est une règle de droit que le juge doit connaître et appliquer sans que les parties aient à en apporter la preuve, ni même à en faire état*⁶⁰ ». La difficulté revient alors de distinguer parmi les usages dont l'origine est conventionnelle ceux qui se sont transformés en coutumes.

On peut également considérer que le renvoi opéré par la loi aux usages conférerait à ceux-ci la valeur de règles de droit, qu'il s'agisse des usages locaux, assimilés à des règlements d'application, ou des usages conventionnels, assimilés à des règles supplétives. On aboutirait ainsi le plus souvent toute exigence de preuve.

⁵⁸ A. Lebrun, *La coutume, ses sources, son autorité en droit privé*, Thèse, 1932, p.

⁵⁹ E. Leymarie, *Les usages en droit commercial*, Thèse, 1970, p.

Le juge ne peut connaître tous les usages ou professionnels ; mais ces analyses théoriques ne peuvent masquer la réalité. La connaissance de la loi par le juge est déjà une exigence difficile à satisfaire de façon effective, en l'état actuel de notre droit. Il serait tout à fait déraisonnable d'exiger des tribunaux qu'ils connaissent les divers usages locaux, professionnels ou conventionnels. C'est pourquoi les juges du fond peuvent écarter un usage prétendu, lorsqu'il n'est assorti d'aucune preuve, ni offre de preuve.

Cependant lorsque la loi a donné aux usages une valeur impérative, comme par exemple pour le délai congé en matière de contrat de travail, le juge doit les rechercher d'office. Ici l'usage a la valeur d'une règle d'ordre public dont le juge doit nécessairement faire attention.

La seule question qui fasse véritablement difficulté est de savoir si le juge peut faire état de sa connaissance personnelle des usages. La spécialisation des tribunaux de commerce, des conseils de prud'hommes ou des tribunaux paritaires des baux ruraux, plaiderait en ce sens. La composition de ces juridictions est, en effet, partiellement justifiée par leur connaissance des usages locaux et professionnels.

Pratiquement la question ne s'est guère posée que pour les usages conventionnels. La jurisprudence est assez ambiguë. On cite souvent un arrêt de la chambre des requêtes du 22 décembre 1902 selon lequel « *s'il est de principe que le juge ne peut tenir les faits pour avérés, qu'autant qu'ils ont été établis devant lui (...) il ne saurait lui être interdit, en matière de commerce, de constater un usage pour en faire le fondement de sa décision* ». Mais la jurisprudence postérieure est moins nette.

Le juge connaît les règles coutumières consacrées par la jurisprudence.

Le juge connaît, et en tout cas il doit connaître, les règles coutumières consacrées par la Cour de cassation. La question ne fait aucun doute en ce qui concerne les maximes coutumières. Celles-ci donnent lieu à censure à défaut d'application par les juges du fond. Quant aux usages commerciaux de portée générale consacrés par la jurisprudence, comme par exemple la solidarité des débiteurs de dettes commerciales, il est nécessaire de faire une distinction. Les juges du fond n'ont pas le droit d'ignorer que l'article 1202 du Code civil est inapplicable aux dettes commerciales. Théoriquement ils pourraient considérer comme élément de fait

⁶⁰ A. Lebrun, *La coutume, ses sources, son autorité en droit privé*, Thèse, 1932, p.

l'usage conventionnel imposant la solidarité en matière commerciale à défaut de volonté contraire. En fait, la généralité de l'usage est telle que la question ne semble pas s'être posée. Peut-être même peut-on admettre une sorte d'amalgame entre l'interprétation de la loi écartant l'article 1202 et l'usage qui a conduit à cette interprétation, qui seraient ainsi soumis au même régime.

b) Les modes de preuve

La preuve de l'existence ou du contenu des usages peut être faite par tous moyens.

Elle peut être déduite de la production des divers recueils de coutumes et usages publiés par l'autorité administrative ou toute autre personne publique ou privée. Peuvent être utilisés, en particulier, les recueils dressés par les préfets en exécution d'une circulaire du 26 juillet 1844 ou par les Chambres d'agriculture en application de l'article 24 de la loi du 3 janvier 1924. A plus forte raison la preuve des usages peut être faite par référence à la loi du 13 juin 1866, complétée par celle du 17 mars 1931, qui a codifié un certain nombre d'usages commerciaux relatifs à la vente de marchandises et donné valeur supplétive à ces usages sur l'ensemble du territoire.

Les usages peuvent également être prouvés par témoins ou par expertise. En matière d'usages professionnels ou commerciaux on fait souvent appel à des parères, certificats délivrés par des organismes professionnels ou aux avis délivrés en matière professionnelle, industrielle ou agricole par les syndicats, en application de l'article 5 de la loi du 21 mars 1884 modifiée par la loi du 12 mars 1920.

Les juges du fond constatent souverainement l'existence de l'usage, ce qui conduit à examiner le contrôle de la Cour de cassation.

Le contrôle de la Cour de cassation

Il est de principe que la violation d'un usage ne peut donner lieu à cassation.

Cette règle classique est fermement établie⁶¹. Elle a été étendue aux usages internationaux par un arrêt de la première chambre civile du 6 janvier 1987⁶² décidant

⁶¹ Voir notamment, Cass. Civ. 25 mars 1908, DP 1910, 1, 454

⁶² Cass. Civ. 1^{er} 6 janvier 1987, Bull. civ., I, n° 2, p. 1

« qu'il n'appartient pas à la Cour de cassation de contrôler l'existence et l'application des principes et usages du commerce international ». Le moyen de cassation n'est pas mal fondé, il est irrecevable. Cette solution a été contestée. On a proposé, en particulier, de soumettre au contrôle de la Cour de cassation les usages de droit, en raison de leur valeur coutumière, qui en ferait des règles de droit au même titre que les règles légales.

Une autre distinction a été faite entre les règles coutumières ayant fait l'objet d'une consécration spéciale de la loi et celles qui ne sont pas consacrées par celle-ci. Seules les premières seraient soumises au contrôle de la Cour de cassation. Cette distinction aboutit à des résultats tout à fait différents de la précédente. En particulier elle soumet au contrôle de la Cour de cassation les usages conventionnels, contrairement d'ailleurs à une jurisprudence constante.

Le contrôle de la Cour de cassation ne s'exerce que s'il y a dans l'application ou la non application d'un usage une violation de la loi.

En réalité, si le contrôle de la Cour de cassation est limité, il n'est pas totalement exclu. Pour en préciser le domaine, il faut en rechercher la justification.

La référence à la distinction du fait et du droit n'est alors pas d'un grand secours. Les usages constituent a priori de simples faits. Mais il peut être légitimement soutenu que leur consécration par la loi en fait, sinon des règles légales à proprement parler, du moins des règles de droit⁶³.

La solution semble plutôt devoir être recherchée dans la fonction historique et essentielle de la Cour de cassation. Celle-ci a été instituée pour veiller à l'application uniforme de la loi. La référence aux usages locaux, ou professionnels, est un instrument de pluralisme juridique. Le rôle d'unification de la Cour de cassation n'a pas à se manifester. En outre, les usages, même lorsque la loi s'y réfère, ne deviennent pas des règles légales. Pratiquement la Cour de cassation éprouverait trop de difficultés à connaître avec certitude et précision les usages pour pouvoir en vérifier l'application correcte.

Ces observations tracent les limites du contrôle de la Cour de cassation. Il faut qu'il y ait, dans l'application ou la non application de l'usage, une violation de la loi.

Ce contrôle est incontesté lorsque le législateur a expressément incorporé certains usages dans la loi⁶⁴. Il en est ainsi en particulier des usages auxquels la loi donne une portée particulière comme en matière d'appellation d'origine. Il s'exerce également lorsque les juges du fond ont violé la loi qui renvoyait aux usages, en négligeant de s'y reporter ou en s'y reportant à tort. Dans ces deux hypothèses il y a directement violation de la loi.

On trouve également des décisions de censure fondées sur la violation d'une maxime coutumière traditionnelle. On a relevé la même solution appliquée à des usages commerciaux de portée générale, tels que la solidarité des débiteurs dans les contrats commerciaux. Mais il n'est pas permis d'en conclure, de façon générale, que la violation d'un usage de droit ou d'une coutume consisterait la violation d'une règle de droit justifiant un pourvoi en cassation. Certes la généralité et la certitude de la règle plaident en faveur du contrôle de la Cour de cassation. Mais encore faut-il qu'il y ait violation de la loi.

Quant aux usages, de façon générale ils ne donnent lieu à aucun contrôle de la Cour de cassation si ce n'est, pour les usages conventionnels, par assimilation aux contrats, celui qui porte sur la dénaturation, étant observé, en outre, que la Cour de cassation impose aux juges du fond lorsqu'il font application d'un usage d'en préciser l'existence et la teneur.

2.- De la propriété aux usages

Ainsi que nous l'avons déjà dit, la « loi *stratae* » figure dans la première compilation de droit catalan, réputée promulguée en 1068 par Ramon Premier, mais dont il ressort des récentes découvertes de P. Bonnassié que les 138 premiers usages ont été compilés vers 1150 sous l'autorité de Raimond IV.

Nous allons essayer, notamment, d'identifier qui sont les puissances et les peuples dont parle la loi.

La « loi *stratae* » fonde donc le régime juridique initial des communautés. « *Les divisions qu'elle suggère comme sa logique et sa signification ne sont pas seulement*

⁶³ Voir à ce sujet les développements de Lebrun dans sa thèse précitée

⁶⁴ Cass. 8 janvier 1894, S. 1895, 1, 174

l'effet d'une conjoncture historique éphémère mais représentent la codification d'un rapport, dont il est possible de suivre l'évolution sur des bases inchangées depuis l'image initiale donnée par le haut Moyen Age jusqu'au XIX^e siècle où le droit a raison de l'usage⁶⁵ ».

Il faudra ensuite esquisser une analyse de ce que Louis Assier-Andrieu a appelé les « *voies de passage* » qui vont permettre à la « *loi stratae* » de passer de l'étape de sa codification à l'étape de son utilisation potentielle comme coutume.

Ces deux points feront l'objet de la section 1. Dans une section 2, nous aborderons le cas particulier de la commune de Mentet.

1) Éléments généraux sur les droits d'usages

a) La loi stratae

La loi *Stratae* (article 72 des Usatges de Barcelone de 1068) précise nous l'avons déjà vu que « *les routes, et les chemins publics, les eaux courantes et les fontaines vives, les prés et les pâturages, les bois, les terres incultes et les roches qui se trouvent en ce pays sont aux puissances non pour qu'elles les aient en alleu ni pour qu'elles les tiennent en leur domaine mais pour que de tout temps ils soient à l'usage de leurs peuples sans qu'il y ait de titre et sans redevance connue⁶⁶ ».*

En voici la version en langue catalane :

« LXII D'estrades e de vies públiques, aquest data de 1060

« *Strate* ». Estrades e vies pública ,e ayges corens, e fons vives, prats, pastures, selves, gariges, e roches fundades en esta terra, són de la Postat; no que ayen per alou ni en domenge, mas que tots temps sia adempriu a tot lo poble d'els, senes tot contrast e senes servici sabut⁶⁷ ».

C'est donc sur l'article 72 de cette loi *Stratae* que la plupart des communautés ont fondé leurs droits d'usages.

⁶⁵ L. Assier-Andrieu *Coutume et rapport sociaux*, Editions du CNRS, 1981, p. 27

⁶⁶ Assier-Andrieu, (Louis), *Le peuple et la loi*, Anthropologie historique des droits paysans en Catalogne française, L.G.D.J., Paris, 1987

⁶⁷ Usatges de Barcelona, editorial Barcino, Barcelona, 1933, p.91.

b) Un exemple de définition

Rappelons quelques unes des éléments que nous avons déjà vu dans le Chapitre Premier. L'usage local n'est pas l'émanation d'une loi ou d'un texte réglementaire, mais résulte du sentiment qu'ont les habitants d'un lieu donné d'avoir, en certaines circonstances, l'obligation d'agir d'une manière donnée.

Un usage se définit par trois caractéristiques :

- Il doit être ancien, c'est à dire découler d'une répétition de mêmes faits, suffisamment prolongés pour devenir une habitude ;
- Il doit être constant, c'est à dire suivi dans la grande généralité des cas semblables ;
- Il doit être reconnu, c'est à dire tout d'abord connu du grand public et ensuite accepté sans protestation.

La mission des usages locaux est d'interpréter la loi et parfois la suppléer. Dans un certain nombre de circonstances, la loi elle-même renvoie expressément aux usages locaux (exemple : article 1159, 1160, etc... du Code Civil). Ce n'est qu'en l'absence de dispositions législatives ou réglementaires, sur un point précis que l'usage local régit les rapports entre les parties. Cependant, l'usage n'est jamais impératif, il est toujours possible d'y déroger par un accord express.

Enfin, un usage local cesse d'avoir une valeur juridique si une loi ou un texte vient réglementer la disposition jusque là régie par l'usage. Dans ce cas, l'usage devient caduc.

c) La persistance des droits d'usages

La persistance des droits d'usages passe par les conflits liés à ces mêmes droits, à l'exploitation de ressources naturelles (prés, forêts, marais, alpages, cours d'eau) qui, non soumises au régime de la propriété individuelle, appartenaient à une ou plusieurs ou représentaient une sorte de no man's land, parfois sous contrôle seigneurial. Ces conflits furent très courants, depuis le Moyen Age jusqu'au partage des biens communaux au XIX^e siècle. Ils sont bien connus par les monographies d'histoire locale, qui en offrent de nombreux exemples particuliers; en revanche, rares sont les études d'histoire sociale donnant un point de vue plus général.

La fréquence de ces conflits résulte de la valeur considérable que la société agraire attribuait à la propriété collective et aux Droits d'usage. En dehors des champs

cultivés, la plupart des terrains appartenaient aux communautés villageoises ou à de grandes associations d'usagers. Dès lors que ces ressources collectives se faisaient rares, des règles d'utilisation devenaient nécessaires. A l'intérieur des villages, les conflits naissaient du fait que les intérêts des habitants variaient selon l'étendue et la nature de leurs biens fonciers, et même parfois s'opposaient. Les gros détenteurs de bétail désiraient utiliser sans restrictions les pâturages, alors que la population sans cheptel souhaitait y planter des céréales, des légumes et, au XVIII^e siècle, des pommes de terre. Les droits d'usage étendus à l'ensemble du terroir (ouverture des champs et des prés fauchés aux troupeaux du village après la récolte) étaient riches de conflits potentiels. Certains Droits d'alpage jouaient en faveur des "étrangers": utilisation des chemins, des abreuvoirs, refuge du bétail en cas de chute de neige, pacage avant et après l'estivage. Leur interprétation donnait lieu à des disputes, qui souvent renaissaient malgré les arbitrages, parce que les droits et les limites n'avaient pas été définis de façon suffisamment précise.

On distingue divers types de conflits en fonction des parties prenantes.

Conflits entre sujets et seigneur: les membres de la noblesse locale avaient en général de grands domaines agricoles (réserve seigneuriale) et s'intéressaient donc à la vaine pâture et à l'exploitation du bois. L'influence accrue du droit romain et le renforcement de la seigneurie à l'époque moderne les conduisirent à revendiquer la Propriété éminente de tout bien communal. S'appuyant sur le jus domini, ils percevaient un cens foncier sur les enclosures et tentaient d'imposer- en Suisse sans grand succès - une participation aux droits d'usage. Les conflits entre communautés se produisaient en cas d'utilisation commune de pacages, de forêts ou d'alpages par des localités voisines. Ils se soldaient par la délimitation de zones réservées, mais rarement par une séparation complète. Des villages voisins avaient souvent des droits communs de vaine pâture sur les terres assolées limitrophes. Le conflit apparaissait quand un des villages y lâchait ses troupeaux alors que l'autre en était encore aux récoltes.

Au sein d'une localité, des conflits pouvaient avoir lieu entre groupes sociaux ayant des prétentions rivales sur les communaux : paysans indépendants, métayers. Mais il arrivait aussi que les communiens de plein droit s'opposent aux Habitants pourvus de moindres droits, ou les artisans aux paysans (par exemple un meunier et un propriétaire de prairie se disputant des droits d'eau).

Les conflits entre usagers externes et membres d'une association villageoise

opposaient à ces derniers, pour l'exploitation de la forêt, des mineurs, souffleurs de verre, salpêtriers ou charbonniers qui avaient reçu d'une autorité le droit de couper du bois avec celui d'exercer leur métier.

Les conflits liés aux droits d'usage étaient portés devant les tribunaux seigneuriaux ou, dans les territoires sujets des cantons, devant le bailli, puis devant le Conseil en dernière instance. Celui-ci prenait souvent le parti des villageois pauvres pour assurer la paix sociale et aussi parce qu'il souhaitait conserver le plus grand nombre de sujets et donc de soldats. Lorsqu'il s'agissait de villages relevant de souverains distincts, le procès devenait plus compliqué. Les conflits se superposaient souvent à des différends frontaliers et appelaient le jugement de tribunaux arbitraux. L'usage de la force est attesté surtout dans les cas de litiges entre communautés.

Au point de vue chronologique, une multiplication des conflits est bien établie pour les périodes d'accroissement démographique durable : dans les derniers temps de l'essor médiéval (vers 1300), dans la seconde moitié du XVI^e siècle et vers la fin du XVIII^e siècle. On aurait cependant tort d'y voir seulement une lutte pour le partage de ressources devenues plus rares. Ces conflits résultaient souvent de l'opposition des laissés-pour-compte face à des mutations économiques par ailleurs réussies (extension de l'économie alpestre au bas Moyen Age, mouvement des enclosures).

2) Un pastoralisme particulier

a) Parcours et vaine pâture

La vaine pâture s'entend du droit de faire pâturer ses bestiaux en certaines saisons, sur l'héritage d'autrui, pendant qu'il est vain et vague. Elle ne s'exerce qu'entre habitants d'une même commune. Le parcours est le droit qu'ont les habitants de deux communes d'envoyer leurs bestiaux paître sur leur vaine pâture respective.

Le droit de parcours et de vaine pâture a été aboli par l'article premier de la loi du 9 juillet 1889. Le droit de vaine pâture est réglementé par le livre II titre I du Code rural. Le droit de vaine pâture a été en principe aboli par l'article 2 de la loi précitée du premier juillet 1889. Toutefois, il a été maintenu dans les communes qui se sont conformées aux conditions rappelées au Code rural.

Ainsi, le recueil des usages locaux de 1932 précise que seules 10 communes ont conservé ce droit de vaine pâture. On peut citer notamment les communes de Ria, Olette, Targassonne, La Llagonne et Odeillo. Par ailleurs ce droit a été maintenu aussi

par une délibération du Conseil Général en date du 17 avril 1890.

Les autres communes du département, n'ayant pas élevé de protestation contre l'abolition du droit de vaine pâture, ne peuvent plus exercer ce droit. Nous pouvons noter que la commune de Mentet ne figure pas la liste des communes ayant conservé cet usage de la vaine pâture.

b) Pâturage

Le pâturage est le droit que les habitants, propriétaires de bestiaux, exercent sur les prairies ou terres vaines qui sont la propriété de la commune et qui, n'étant pas affermées, sont livrées au pâturage commun.

Il peut s'exercer à titre particulier, en vertu d'un titre sur le fonds d'autrui.

Nombreuses sont les communes des Pyrénées-Orientales où le droit de pâturage peut s'exercer. Les pacages dans lesquels sont envoyés les troupeaux de toutes les espèces durant la saison estivale, sont constitués, pour la grande majorité, par les biens communaux, quelquefois par des forêts domaniales de l'Etat.

Chartes et titres

Ce droit existe, pour la plupart des localités depuis le Moyen Age. A l'origine il fut concédé par des chartes ; à ce titre, notre « loi *stratae* » peut être considérée comme une charte. C'est à ce titre que les troupeaux des communes du Conflent et du Vallespir estivent dans les hauts pacages du Canigou ; que ceux de la vallée de Mosset se rendent, à la même époque, sur le massif du Madres ; que ceux du Capcir fréquentent les Jasses de l'étang de Vallcère ; enfin que ceux de la Cerdagne française et espagnole sont admis dans les pacages de la Orde, des *Pasquers* du Carlit.

Le droit de pacage sur la vallée de la Rotja a été accordé aux habitants de Sahorre (vallée voisine de la vallée de Mentet) par Ordonnance du Roi de Majorque ; ce droit a été confirmé par un jugement de 1830.

Une ordonnance de 1827 va concéder aux propriétaires des Angles des droits de pacage dans les lieux dits : Barrès, Coste del Pam et Val de Galbe. Ces pacages sont également accessibles aux propriétaires usagers des communes voisines. Ne figure pas dans la liste de ces communes la commune de Mentet, évidemment bien

éloignée.

Une sentence d'avril 1277 entre les abbés de Saint Martin du Canigou et les habitants de Vernet les Bains, établit des droits de pacage pour le bétail de cette commune aux lieux dénommés, Cady et Pla Guilhem...

Ces exemples pourraient être multipliés ; la plupart des communes des Pyrénées-Orientales possèdent, dans leurs archives, des renseignements du même ordre. Curieusement, on ne trouve pas de trace de telles chartes applicables directement à la commune de Mentet alors que pour toutes les communes environnante, de tels documents existent.

Cependant, le recueil des usages locaux lui-même précise que « *quant aux droits dérivant de la loi des Goths ou des Coutumes, toutes celles de nos communes qui n'ont conservé aucun titre particulier pour les forêts et pacages dont elles jouissent ou prétendent jouir, les font remonter à ce qu'elles appellent la loi Stratae. Quelques conflits concernant l'usage de certains pacages entre communes possédant des terres tenants ont été réglés à l'amiable ou en justice en application de l'article Stratae, et bien des procès onéreux et dont l'issue paraissait problématique ont été ainsi évités* ».

Le recueil poursuit en précisant que « *en 1907 la commune de Formiguères a admis la réclamation des habitants de Réal, propriétaires de terres tenants et leur a concédé, dans ses pacages, les mêmes droits qu'aux usagers locaux par application de la loi Stratae* ».

Exercice du droit de pâturage

Le droit de pâturage peut s'exercer : dans les biens communaux, dans les bois et forêts domaniaux et dans les pacages internationaux. Nous allons simplement ici étudier les usages consacrés en ce qui concerne le droit de pâturage dans les biens communaux.

Le pâturage étant un mode de jouissance des biens communaux il est réglé par le Conseil municipal après avis éventuel de l'administration des eaux et forêts. Le droit de pâturage appartient à tous les habitants de la commune qui sont libres d'en user, sauf règlement contraire du Conseil municipal, individuellement ou en commun. Par habitant, il faut entendre les chefs de famille ou de ménage ayant un domicile réel et fixe dans la commune.

Les nouveaux ayants-droit ne sauraient être assujettis à des conditions plus

onéreuses que les autres, notamment au paiement d'un droit d'entrée, alors même que ces conditions auraient été jadis en usage dans la commune. Les habitants doivent recueillir le droit par eux-mêmes, c'est-à-dire qu'ils ont l'interdiction de vendre leur droit de pâturage.

Les conseils municipaux règlent par leurs délibérations la répartition des pâturages sur les terrains communaux autres que les bois soumis au régime forestier. Il fixe aussi la redevance à payer par chaque tête de bétail. Ils peuvent exclure du pâturage les propriétaires qui ne sont pas domiciliés dans la commune sans pour autant pouvoir les exclure de la vaine pâture.

3) La communauté de Mentet et la gestion de ses usages

a) Le cadre historique et social

Mantet est une vaste commune de 3208 hectares, située en Conflent à la limite du Ripollès et du Vallespir. La frontière méridionale, très montagneuse, culmine au Pic de la Dona (2702 m), les autres sommets atteignant des hauteurs respectables : Pic de Coma Ermada (2504 m), Puig de la Llosa (2456 m), Roc Colom (2507 m), et, à la limite avec Py et Prats-de-Molló, le Pic de la Mort de l'Escolà (2463 m). De ces montagnes naissent la rivière de Mentet, affluent de la Tet dans laquelle elle se jette à Nyer, ainsi que divers torrents. L'ouest de la commune (Pic de Serra Gallinera, 2663 m) et l'est (Pla de Pomerola, 2456 m) sont également très montagneux. Le bois et les pâturages sont nombreux en dessous de 2000 mètres. On accède à Mentet depuis la vallée de la Rotja, en amont de Villefranche, en traversant les communes de Fuillà, Sahorre et Py. Le village se situe à 1555 m d'altitude, dans la partie septentrionale de la commune.

Les communes limitrophes sont Setcases (Catalogne), Prats-de-Molló, Py, Nyer, Fontpédrouse.

Le village est mentionné aux XI^e et XIV^e siècles sous les formes Villa Mentedo (1011), alod de Mented (1030), locus de Menteto (1314). Nous retrouvons Mentet en 1359, 1378, 1395, 1562 selon Pierre Ponsich⁶⁸ puis dans les années 1628, 1632 et 1750.

A la fin du XIV^e siècle, l'ensemble de la seigneurie, qui comprenait aussi le village de Thorrent, passe aux mains de la famille d'Oms, qui la conservera jusqu'en

⁶⁸ Ponsich (Pierre), Límits històrics i repertori toponímic dels llocs habitats dels antics "Països" de Rosselló-Cerdanya-Fenolledès, revue "Terra Nostra" N°37, 1980, p.110.

1682. Au XVIII^e s. la communauté de Mentet était aux mains de seigneurs ecclésiastiques et *"les habitants du hameau de Mentet, qui tous les ans, à Pâques, viennent déposer aux pieds de l'Abbé de Camprodon leur humble soumission et une poule grasse"*⁶⁹.

Dans les extraits des registres du secrétariat de l'évêché d'Elne, de 1740, 7/01 il est dit que:

*" vu la requête présentée par les habitants du lieu de Mentet , tendant à ce qu'ils n'ont d'autres secours spirituels que ceux qu'ils recoivent de mr le curé de la paroisse de py, qu'ils n'ont pour leur paroisse ni curé ni pretre et qu'à cause des mauvais chemins abondant de neige et la distance qu'il y a entre py et Mentet il se passe au moins six mois de l'année qu'ils sont privés de la Ste messe administration des sacrements de la parole de Dieu de l'instruction de leurs enfants et que les malades y meurent sans sacrements et que le peuple de Mentet est composé d'environ soixante personnes"*⁷⁰

Le 14 mai 1821, lors d'une séance approuvée du conseil municipal de la commune de Mentet sous la présidence de Joseph Arnaud, maire,

"que considerant la degradation et la devastation qu'a été faite par l'inondation survenue le mois d'octobre dernier aux chemins vécinaux, et ayant invité plusieurs fois le maire de py par la voie verbale de monsieur Arnaud maire de Mantet sans avoir eu reponse, le conseil propose de presenter a monsieur l'autorité supérieure la deliberation suivante...

*Il est impossible de pouvoir decendre de Mentet a py avec des bêtes de sommes chargées ny en même temps monter de py a Mantet ..."*⁷¹ ,

demande au préfet d'intervenir afin de rétablir les communications déjà difficiles par le relief et qui deviennnent compliquées lors d'accidents naturels.

Par là même, Mentet est donc originale et se doit de défendre ses intérêts afin d'assurer sa survivance. Il n'en sera de cesse depuis l'acte de concession du 17 août 1613 et du 12 août 1733 jusqu'à aujourd'hui.

⁶⁹ Brunet (Michel), *Le Roussillon une société contre l'état (1780-1820)*, Editorial el Trabucaire, Perpignan, 1990, p.23.

⁷⁰ ADPO 2 B 1603, F° 550.

⁷¹ ADPO 2 Op 1942.

b) De l'appropriation de la terre par les usages

"Les communautés d'habitants sont des corps naturels qui s'organisent et s'administrent eux-mêmes pour le bien commun" selon une définition de Mousnier⁷². La communauté, être fictif, est l'assemblage de quelques intéressés à une même chose qu'un règlement dirige: un contrat social en est le lien. Elle existe naturellement, presque biologiquement dès qu'un groupe d'hommes s'est implanté; ceux-ci ont associé leurs efforts pour créer leur cadre de vie. La reconnaissance *in facto* de la communauté émane de la volonté d'un seigneur jetant son dévolu sur les hommes et la terre. La consécration juridique fut établie dès que les seigneurs acceptèrent de traiter avec les communautés d'habitants. Ainsi lorsque en 1613 confirmé ensuite en 1633⁷³, le seigneur de Mentet Antoni Semmanat i de la Nussa par acte d'inféodation⁷⁴ permet à douze *capmasats*⁷⁵ de fonder une communauté. Sur ces terres dont le seigneur a la propriété éminente et la communauté la propriété utile, celle-ci jouit de droits d'usage inhérents à cette époque et issus dels "*usatges*" de Barcelone.

Dès lors par ces actes d'inféodation la communauté de Mentet est légalisée juridiquement, reconnue comme une personne civile responsable, elle devient un interlocuteur politique, tantôt combattu comme une puissance qu'il fallait réduire et maîtriser, tantôt souhaité comme corps intermédiaire du pouvoir. Les seigneurs ont tenté de la contrôler, les monarques de l'assujettir et de l'intégrer à leur administration. Face à ces autorités de tutelle, la communauté a su réagir, soucieuse de préserver ses libertés ancestrales, son mode vie. Contraintes, agressions et combats ont maintenu, maintiennent et rafraîchi le ciment solidaire. Aujourd'hui la commune de Mentet est une des rares communes à utiliser ses pacages, sans interruption, et à les gérer en fonction des droits octroyés aux douze *capmasats* en 1613. Ainsi la communauté s'est arrangée pour faire du domaine utile sa chose, même si le seigneur a pris soin d'en réserver la directe universelle. Elle est l'organe de gestion des communaux et cela s'explique par l'importance des biens communs. L'analyse du type de droits qu'une communauté peut avoir sur ses communaux permet de présenter à la fois le statut juridique de ces biens et la documentation dont on dispose à leur sujet.

⁷² R. Mousnier, Les institutions de la France sous la monarchie absolue, Paris, 1974, T.I, p.428.

⁷³ Acte de subrogation de droits du 16 juillet 1817 rédigé par le notaire Lavall de Prades.

⁷⁴ Sur certains documents, nous trouvons acte de concession ou parfois bail emphytéotique.

⁷⁵ Les *capmasats* sont les chefs de maison et les représentants des maisons qui existaient à Mentet au XVIII^e s.

Dans un très important procès entre Jean Cyr Satgé, seigneur de Mentet et la communauté en 1784, Il est dit que *"dans le bail de 1633, qu'il y est exprimé que les emphytéotes seront homens propis du seigneur de Mentet suivant les coutumes et constitutions de catalogne..."*⁷⁶

De même, d'après un document⁷⁷ adressé au sous préfet du 3^e arrondissement des Pyrénées Orientales par le maire de Mentet Arnau,

..."l'article 1^{er} de la loi du 28 ventose de l'an II porte que la commune et particuliers qui se prétendent fonder par titres ou possessions en droits de paturage, pacage, chauffage et autres usages de bois sont tenus de produire leur titre.

En conséquence la commune exposante qui d'après une possession immémoriale et qui remonte à la fondation de la commune a toujours été dans l'usage d'introduire et faire pacager dans la partie de montagne dite Campmagre et autres parties de leur terroir pour seulement les bestiaux de ses habitants, mais encore ceux qu'il est indispensable de faire venir des autres lieux pour les aider à fumer les terres et comme aussi elle a toujours eu le droit de chauffage et autres droits sur toutes les forêts qui se trouvent situées dans son terroir fait la remise des titres qui le constituent et en demande acte. (Signé) Arnau".`

Le 6 messidor an 2 la commune de Mentet est maintenue dans ses droits.

"Je Sous Prefet de l'arrondissement de Prades considerant qu'il resulte du titre produit que la commune petitionnaire a droit sur les herbages du terroir de Mentet dont la montagne de Campmagre fait partie; qu'il resulte encore tant de l'avis donné par la ci devant administration municipale du cantton de Corneilla que de l'arrêté rendu par l'administration centrale du 1^e frimaire an 7 que cette commune estt en possession de faire de paître les bestiaux sur les Pasquiers de dite montagne et même d'y introduire d'autres bestiaux etrangers pour se trouver les fumiers necessaires a ses terres a la charge pour elle de payer aux fermers de ces mêmes pasquiers la taxe a laquelle sont assujetis les bestiaux etrangers qui y sont introduits

estime sur ces motifs qu'il y a lieu a declarer que la commune petitionnaire sera

⁷⁶ ADPO 2 B 1603.

⁷⁷ ADPO 2Op 1942, 1816-1831.

maintenue dans la jouissance tant des herbages de son terroir que de ceux de la montagne de Cammagre a la charge payable de pasquiers fermiers de ces pasquiers la taxe d'usage pour les bestiaux qui y seront introduits

Prades le 6 messidor an 12"

Un procès entre des particuliers dont Oliva Joseph, Marguerite Alabert épouse de Louis Escaró, Anne Marie Llupet veuve de Joseph Llupet et Pierre Llupet, brassier, mère et fils, tous habitants de Sahorre, revendiquent les droits d'usage de la montagne de Mentet faisant état de l'acte d'inféodation du 12 août 1633 et se prétendant héritiers de familles de Mentet contre la communauté en désaccord avec eux.

Les objections de la communauté de Mentet sont les suivantes:

"Les pacages et herbages de la montagne de Mentet appartiennent à la communauté parce que ils ont été inféodés a la lors du bail féodal de Mentet consistant et formant le nombre de douze particuliers du 11 aout 1633"⁷⁸....

Le bail emphytéotique fut fait à 12 particuliers et singuli et non à la communauté.

Ils s'obligèrent à batir douze maisons mais rien n'est exprimé d'y faire l'habitation tout n'est relatif qu'à l'exploitation des terres, "promettant dits pagesos que ells y llurs successors seran homes propis vassails mansats y abordats y que qu quiscun any ly pagaran al sr Oms y de Santa pau, y lo successors cent lliuras moneda de perpinya".

Ces termes mansats y abordat contiennent une obligation d'une perpétuelle demeure au lieu de Mentet des pagesos et de leur dessendence et y faire le service de cette demeure "⁷⁹.

Il semble donc impératif d'habiter et demeurer à Mentet pour jouir des droits. Il en résulte que, l'appropriation des terres et de leurs droits d'usage est spatiale et non temporelle. Le procès a duré jusqu'en 1784 et la sentence a obligé les particuliers de Sahorre à restituer à la communauté de Mentet tout ce qu'ils avaient retiré.

Ce conflit entre communauté et particuliers nous révèlent la nature et l'utilisation des communaux. Malgré l'offensive réitéré et efficace des seigneurs pour la

⁷⁸ En fait il s'agit du 12 août 1633.

récupération d'une partie des forêts, inlassablement, la communauté de Mentet défend ses droits afin de bénéficier des usages coutumiers en toute liberté. Encore un autre exemple, ce procès de 1816 entre la communauté de Mentet et les Stagé, maîtres de forge, est révélateur du combat mené rappelant les fameux actes d'inféodation et les droits usagers de la communauté face à la déprédation des forêts par les puissants.

" L'an mille huit cents seize et le dix sept avri⁸⁰

Dans l'hotel de la mairie de Mantet a neuf heures du matin le conseil municipal légalement assemblé par autorisation de monsieur le préfet du département des pyrénées orientales suivant sa lettre du 4 avril dernier , présents, mm;joseph arnaud, pierre calbet , isodore clastes, françois arnaud, joseph calbet, jean vidal, vicens coronas, joseph vidal, jacques vidal, et françois clastes, membres du conseil municipal .

M.ignace fillols maire a dit que la commune de Mantet est en procès devant la cour royale de montpellier pour la conservation de ces droits sur les bois et forêts de Mantet dont le sieur castres et la dame satgé mariés habitants a prades veulent de faire déclarer propriétaires exclusifs. Les droits de la commune sont établis par un acte de concession sous la datte du 17 aout 1613 et du 12 aout 1633 qui n'a été exonéré que depuis l'instance d'appel par tel acte le ci devant seigneur de Mantet dont les mariés castres portent droit concéda et inféoda en faveur de douze particuliers des villages et voisins des propriétés des montagnes de Mantet ainsi que des paccages , il concéda encore le droit d'usage dans les bois et forets de Mantet consistant dans la famille de prendres des bois tant pour les chauffages des habitants que pour la construction des maisons et les reparations d'icelles.

C'est par suite de cette concession que sur les montagnes de Mantet fut construit des maisons qui forment aujourd'hui la commune de Mantet.

Les habitants de cette commune ont toujours joui des droits resultant de la concession il existe même des arrêts qui ont déclaré la commune propriétaire des bois et forets.

En l'an 10 les mariés castres voulait faire couper et charbonner tous les arbres des forets , ni le maire s'y opposa et obtint même le 2 prairial même année une ordonnance délibérée du tribunal civil de prades qui fit defenses provisoires aux

⁷⁹ ADPO 2 B 1603, F° 330 r°- 332 v°.

⁸⁰ ADPO 20p1942

mariés castres de couper ou abatre aucun arbre dans les forets au terroir de Mantet notamment dans celle appelée la pinouse.

Cette defense était legitime parce qu'avant d'abatre il fallait cantonner ou reserver une certaine quantité d'arpends de bois pour pouvoir y exercer le droit d'usage les mariés castres forment opposition a cette ordonnance par un arrêté du 25 thermidor an 10, rendu par le conseil de prefecture de ce departement, le maire fut alors autorisé a plaider et a soutenir le droit de la commune.

La cause portée a l'audience du 3 fructidor an 10 le tribunal civil de prades rendit un jugement par lequel considerant que la commune ne presentait aucune letre il leva les defenses et condamna la commune aux dommages et depends par exploit du 28 brumaire an 11 le maire declara appel de ce jugement et le 20 ventose suivant il fut cité devant la cour de montpellier en desuis de cet appel. Dans l'intervalle l'extrait en forme de la concession du 12 aout 1633 fut recouvré et depuis celui du 17 aout 1613 d'autre part le maire forma par exploit du 28 thermidor au 10, devant le tribunal de prades une instance principale la maintenue des droits de la commune avec offre de prouver la possession immemoriale.

Le 24 brumaire an 11 m.m gafau et mariyo jurisconsulte fournirent a la commune une consultation qui basée sur la concession recouvrée etablit que la commune est fondée dans son appel".

Enfinement le 28 thermidor la commune de Mentet et ses habitants sont maintenus dans le droit et possession de disposer de leurs "uzages, chauffages et constructions des dittes forets avec depens." Par ailleurs la commune doit prouver "tant par acte que par temoin que depuis 30, et 40 ans , mais même d'un temps qu'il n'y a pas mémoire d'homme, au contraire la commune et les habitants de Mantet ont toujours joui de l'usage et faculté concédée par acte du 17 aout 1613 et 12 aout 1633 consistant dans le droit de prendre dans les dittes forets tous les bois necessaires tant pour le chauffage des habitants que pour la construction des maisons et reparations d'icelles..."

En effet, la coutume réservait les droits usagers aux seuls habitants du lieu que les feudistes définirent comme les emphytéotes⁸¹, ce qui écartait du bénéfice des droits

⁸¹ C'est pour cela que nous retrouvons dans certains documents, le terme de bail emphytéotique pour l'acte d'inféodation ou de concession.

tous les étrangers sauf conventions particulières. Les criées⁸² générales des *capmasats* du lieu de Mentet⁸³ du 22 juin 1759 présentées par leur *síndic*, représentant la communauté, Jean Vidal, font état des droits et obligations des *capmasats* pour ce qui concerne le pacage de leur bétail sur la commune de Mentet.

La communauté partage, borne, gère et défend ses communaux et les droits d'usage qui s'y rattachent. Ils sont la raison d'être fondamentale de la solidarité, de la cohésion, sinon même de l'existence des communautés rurales. Ce qui est particulièrement vrai pour Mentet. Le partage des communaux est l'apanage de la communauté de décider elle-même, en son conseil, du bien fondé de cette nécessité. L'appropriation de cette terre seigneuriale, après trois siècles d'affirmation du droit de propriété des usages au nom de la loi *stratae* qui symbolisait l'essence même de la personnalité de la commune de Mentet, dans ce cas, ont incité les élus communaux à les revendiquer jusqu'à aujourd'hui.

Conclusion

Il semblerait que la « loi *stratae* » puisse être invoquée avec succès comme moyen de droit devant une juridiction.

Cependant, les développements qui précèdent nous ont bien montré que la réussite de cette évocation n'était pas certaine.

Brutails, dans ses différents écrits ne ménage pas ses interrogations devant les l'invocation fréquente de cette loi non seulement dans les différends qui surgissent au XVIII^e siècle dans le département des Pyrénées-Orientales, mais encore « *dans les plaids de la République*⁸⁴ ». A cela, une raison manifeste : certaines communes rurales trouvent en elle un moyen efficace pour prouver certaines de leurs revendications d'usages sur des bois ou des pâturages. Pour Brutails ce texte n'a pas pu survivre à « *l'ordonnance d'août 1669 sur les Eaux et Forêts que le Conseil Souverain du Roussillon enregistra pour cette province le 17 décembre 1728*⁸⁵ ».

Cependant, de nombreux litiges au XIX^e siècle vont témoigner du contraire.

⁸² Publication officielle de normes.

⁸³ ADPO 11Bp 565, 21/04/1775, retranscrit, voir document annexe n°1.

⁸⁴ L. Assier-Andrieu *Le peuple et la loi*, L.G.D.J., 1986, p. 61

⁸⁵ Ibid., p.

De plus, le recueil des usages locaux et des règlements nous permet d'avancer que les droits de pacages sont toujours d'actualité à travers la « loi *Stratae* » sur le territoire de la commune de Mentet.

Cependant, il faut bien remarquer que si la « loi *stratae* » est assez puissante pour faire maintenir le droit de pacage dans les biens communaux de la commune, il ne semble pas qu'elle puisse empêcher une commune de vendre ses terrains communaux à des propriétaires privés lesquels auraient alors l'entière liberté de faire clôturer leurs parcelles. En revanche le droit de pacage continuerait de s'appliquer si les parcelles privées si elles sont vaines et vagues.

Il est à remarquer que la Commune de Mentet étant une des rares, sans interruption, à utiliser ses droits d'usage, l'appropriation de cette terre seigneuriale, après trois siècles d'affirmation du droit de propriété des usages au nom de la loi *stratae* symbolisant l'essence même de la personnalité de la commune, semblent justifier la revendication des élus communaux jusqu'à aujourd'hui.

Bibliographie

Code Civil, Dalloz, 2001

Code Rural et Code Forestier, Dalloz, 2001

Assier-Andrieu L., *Conflictos contemporaneos acerca del espacio rural montanés : el caso del Capcir*, Ethnica - Revista de antropologia 1977, p. 9 à 16

Assier-Andrieu L., *Coutume et rapport sociaux*, Editions du CNRS, 1981

Assier-Andrieu L., *Tradition juridique et changement politique : la persistance du droit commun catalan dans la province du Roussillon*, Revue historique de droit français et étranger 1986, p. 205 à 219

Assier-Andrieu L., *La communauté Villageoise Objet historique, Enjeu théorique*, Ethnologie Française 1986, p. 351 à 360

Assier-Andrieu L., *Le peuple et la loi*, L.G.D.J., 1986

Assier-Andrieu L., *Une enquête sur la codification des usages locaux et la construction du droit*, Histoire de la justice 1988, p. 19 à 23

Assier-Andrieu L., *L'anthropologie et la modernité du droit*, Anthropologie et Sociétés 1989, p. 21 à 34

Assier-Andrieu L., *La version anthropologique de l'ignorance du droit*, Anthropologie et Sociétés 1989, p. 119 à 132

Assier-Andrieu L., *Une France coutumière - enquête sur les "usages locaux" et leur codification*, Editions du CNRS, 1990, 207 p.

Assier-Andrieu L., *La dimension juridique d'une anthropologie de la durée*, L'Homme 1990, p. 121 à 128

Assier-Andrieu L., *Le savoir et les institutions*, Droit et Société 1992, p. 115 à 125

Assier-Andrieu L., *La norme pénale comme enjeu culturel*, Les cahiers de la sécurité intérieure 1994, p. 39 à 49

Assier-Andrieu L., *Le sens d'une comparaison. La filiation et la famille comme objets exemplaires*, Droit et Société 1995, p. 1 à 20

Assier-Andrieu L., *Politique, science et droit naturel. Genèse d'une révolution dans la normativité familiale*, Droit et Société 1995, p. 83 à 117

Assier-Andrieu L., *Esquisse d'une théorie sur la politique des lois en Europe*, Droit et Société 1995, p. 283 à 293

Assier-Andrieu L., *La conscience et la socialisation juridiques comme thèmes de réflexion anthropologique*, Droit et Société 1996, p. 71 à 76

Assier-Andrieu L., *Le droit dans les sociétés humaines*, Coll. Essais et Recherches, Nathan, 1996, 107 p.

Assier-Andrieu L., *Frontières, culture, nation. La Catalogne comme souveraineté culturelle*, Revue Européenne des Migrations Internationales 1997, p. 29 à 46

Assier-Andrieu L., *Le juge, la loi et le citoyen*, Sciences Humaines 2001, p. 34 à 37

Becat, Jean, *La vallée d'Evol, Vivre en haut Conflent*, Revue Conflent n° 67, février 1974, 59 p.

Becat Jean, Fabre Claudine, et al., *La vallée de la Rotjà*, Université de Perpignan, 1981, 119 p.

Carbasse J.-M., *Contribution à l'étude du processus coutumier*, Revue française de théorie juridique 1986

Carbonnier J., *La genèse de l'obligation dans l'apparition de la coutume*, in *Flexible droit*, L.G.D.J., 7^e éd., 1992

Causse J.-M., *Les effets juridiques des notions d'usage et de tradition locale*, Mémoire de DES, Université de Montpellier, 1969

Chapus R., *Droit administratif général*, Coll. Domat droit public, Montchrestien, 12^e éd., 1998

Combacau J., *De la régularité à la règle*, Revue française de théorie juridique 1986

Gau-Cabee, Caroline, *Recherche sur le droit de propriété au XIXe siècle*, Thèse de

doctorat 15/11/99, Directeur de thèse: POUMAREDE Jacques

Gény F., *Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif*, Thèse, 1954

Ghestin J., (dir.), *Traité de droit civil, introduction générale*, L.G.D.J., 4^e éd., 1994

Guillien R. and Vincent J., (dir.), *Termes juridiques*, Coll. Dalloz Orientation, Dalloz, 10^e éd., 1997, 583 p.

Kassis A., *Théorie générale des usages du commerce*, Coll. Droit comparé, L.G.D.J., 1984

Lambert E., *La fonction du droit civil comparé*, Giard et Brière, 1903

Lebrun A., *La coutume, ses sources, son autorité en droit privé*, Thèse, 1932

Leymarie E., *Les usages en droit commercial*, Thèse, 1970

Mas i Solench J., *Le droit civil des catalans*, Generalitat de Catalunya, 1990

Massot-Reynier J., *Les coutumes de Perpignan*, Laffitte Reprints, 1976, 95 p.

Montesquieu, *De l'esprit des lois*, Coll. Essais, Folio, 1995

Morel C., *Le droit coutumier social dans l'entreprise*, Droit social 1979, p. 278

Pédamon V., *Y a-t-il lieu de distinguer les usages et les coutumes en droit commercial ?*, RTD Com 1959, p. 335 et s.

Pyrénées-Orientales D., *Recueil des usages locaux et des règlements*, 1972

Rigoli, Jean, "L'indivision des terres de Mentet", *revue Conflent* n°184, p.13-30.

Rondonneau L., *Manuel rural et forestier*, Edition Antoine Bavoux, 1819, 484 p.

Sériaux A., *Réflexions sur le pouvoir normatif de la coutume en droit canonique*, Revue française de théorie juridique 1986

Starck B., *A propos des accords de Grenelle. Réflexions sur une source informelle de droit*, JCP 1970, p. 2363

Tastu-Martin M., *Approche des pratiques religieuses contemporaines dans les cantons ruraux des Pyrénées-Orientales*, Mémoire de maîtrise, Université de Perpignan, 1998

Teboul G., *Usages et coutume dans la jurisprudence administrative*, Coll. Bibliothèque de droit public, L.G.D.J., 1989

Teboul G., *Logique de compétence et logique de validation. Coutume et source formelle du droit*, RDP 1993

Troper M., *Nécessité fait loi ; réflexion sur la coutume constitutionnelle*, Mélanges Robert-Edouard Charlier, 1981

Troper M., *Du Fondement de la coutume à la coutume comme fondement*, Droits 1986, p. 14

Sources

20p1942, forêt et pacage

Cours et juridictions

ADPO 11Bp 198

ADPO 11Bp 565

ADPO 11Bp 801

ADPO 11Bp 1060

ADPO 1Bp 788 Billet d'enchères pour vente (4/08/1683)

ADPO 1Bp 679 Plan des terroirs de Caret et de Mentet des 2 forges

Conseil Souverain

2B 1603 Jean Cyr SATGE seigneur de Mentet en 1784

2B 1851 – 1724'

ADPO 2 B 1603, très important procès du XVIII^e siècle.

Matrices du plan cadastral de Napoléon de 1813

ADPO 1016 w 209- 210

Etat des sections

ADPO 1025 W 107

Plans parcellaires

ADPO 2 J 127/102

ADPO, *Usages locaux des comtés de Roussillon et de Cerdagne, province de Roussillon, département des Pyrénées-Orientales, contenant la distance à observer dans la plantation des arbres... ; la distance et les ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions ; la hauteur des murs de clôture ; les délais en matière de congé ; les routes, les bois, les eaux, etc. ...* Texte et traduction annotée des Constitutions de Catalogne relatives à ces matières, poids, mesures, monnaies anciennement en usage. Prades, 1884. In-16.

Document annexe

Document annexe**ADPO 11Bp 565,**Criées générales des *capmasats* du lieu de Mentet

Transcription du document avec la graphie originale par Martine Camiade

"Pierre Delfau avocat en la Cour du Conseil Souverain du Roussillon juge de la juridiction du lieu de Mentet domicilié en la Ville de Villefranche.

Vû la requette présentée par Jean Vidal Sindic des Capmazats du lieu de Mentet y domicilié, exposant que les criées par nous expédiées le 22^e juin 1759 qui pendant leur durée, ont eu lieu et ont été exécutées, soient a present renouvelées, concluant a cet effet que les cinq articles contenus en la dite requette.

Nous juge susdit voulant prevenir tous les inconvenients qui pourroient naitre sur l'inobservance des anciennes criées y celles ayant suranné les renouvelant donc en tant que de besoin, et reduisant les dits cinq articles en forme d ecriées avons ordonné et ordonnons ce qui suit.

Article premier

Faisons deffenses a toutes personnes etrangeres telles qu'elles puissent être de fairre entrer aucune espece de bestiaux au terroir de Mentet pour y depaitre et pacager a peine de vingt livres d'amende pour chaque marque de betail menu, et de trois livres pour chaque bette grosse pour chaque contrevention et contre chaque contrevenant laquelle peine aura lieu contre les tenanciers forains même pour fianter leurs propres terres seizes au terroir du dit lieu de Mentet s'ils nont probablement averti le Sindic des dits Capmazats pour examiner si les dits bestiaux ont quelque maladie contagieuse ou pour regler aussi le tems que les bestiaux pourront depaitre au dit terrior en egard au nombre de betail et a la terre a fianter.

Article 2^e

Faisons pareillement deffenses aux habitants du terroir de Mentet de quelque condition qu'ils soient quelque etat et quelque perrogative qu'ils puissent avoir quand même ils seroient capmmazats et habitants a Mentet de preter leurs noms, maisons et consentements aux etrangers du Royaume et aux habitants des paroisses voisines pour y retirer leurs bestiaux sans la permission du dit Sindic des Capmazats et s'ils

s'en trouvoient qui fussent ainsy retirés ou donnés frauduleusement par declaration au dit Syndic des Capmazats les dits bestiaux seront cconfiisqués et le dit habitant condamné pour la ppremière fois en l'amende de 50// d'amende et d'être les bestiaux du dit bailleur tirés hors du dit terroir de Mentet et de tous depends dommages et interets.

Article 3^e

Faisons de même deffenses aux habitants du terroir de Mentet de prendre des bestiaux a chetel ou a demi croit vulgairement dit a gazaille a des etrangers, sans avoir prealablement averti le Syndic des capmasats pour regler les paccages du bailleur etranger a peine de 50# d'amende, et d'être les bestiaux du dit bailleur tirés dehors du dit terroir de Mentet et de tous depends dommages et interets.

Article 4^e

Faisons enfin deffenses a tous les habitants du terroir de Mentet de faire entrer aucune espece des bestiaux dans les terres erigées au dit terroir en devois ou devezes , dites las devezes del coll, celle de rassech, celle de l'alamany, celle de las grabuluzas, a la reserve du seul betail de travaill lorsque le même betail travaille , et ce depuis le jour de la St Jean du mois de juin, jusques au jour de St André, l'edit du parcours toujours prealablement observé et ce a peine de 10# pour chaque marque de betaiill menu , et de 5# pour chaque bette grosse a chaque contrevention et contre chaque contrevenant.

Article 5^e

Avons ordonné et ordonnons que les amendes portées dans les arrticles cy dessus seront distribuées un tiers aux capmazats de Mentet comme proprietaires des dits paccages, un tiers aux officiers de la presente jurisdiction et un tiers au denonciateur , que toutes les amendes ou bans seront denoncés par le Baile et Consuls de Mentet , leur serment prealablement prêté, a leur grés de leur charge.

Article 6^e

Et enfin avons ordonné et ordonnons que les presentes criées seront lues, publiées et affichées au dit lieu de Mentet et partout ou besoin sera et ensuite enregistrées au greffe de la presente jurisdiction pour y être gardées, observées et exécutées suivant leur forme et theneur pour y avoir recours au bezoin et pour que personne ne puisse alleguer cuase d'ignorances fait a Villefranche le 21 avril 1775 signe Delfau .

L'an mil sept cent soixante quinze et le vingt quatrième jour du mois de may

dans la ville de Villefranche en conflent

Martin Bailach crieur public et juré de cette ditte ville a fait rapport au substitut du greffier soussigné que la requisition des capmazats du lieu de Mentet et pour eux de Jean Vidal leur syndic , il se serait transporté dans les lieux bas denommés ou étant , et après avoir sonné de sa trompe il aurait publié a haute et intelligible voix les criées cy dessus aux places publiques des lieux de nyer, py, Mentet et a laissé une copie d'ycelles affichée a chauqe place des dits lieux en presence de plusieurs habitants des dits respectifs lieux le jour du lundy quinzième du courant vers les neuf heures du matin au lieu de Nyer et le samedy suivant vingtième du courant vers les huit heures du matin du lieu de Py et le même jour sur les onze heures et demi du matin au lieu de Mentet de quoy a requis acte et a signé avec nous substitut du greffier.

Signé de QUEYA substitut du greffier Baillach

A villefranche le 28 may 1775. Reçu le quatorze sols per la commis,
signé Queyà

La vallée de l'Alemaný (photo
M. Camiade)

Opposition du versant boisé
de la Baga dels Collets (à
gauche) et du fond de vallée
et du Solà, domaine des
cortals. Le gradin au second
plan et le repla en altitude
correspondent aux estives et
aux *jaces*. Au fons et à droite
la Coma de Bacivers



Territoire et droits d'usage en Catalogne Nord

L'exemple de Mentet (Conflent)

Deuxième partie :

Les propriétés et les droits de pacage en Catalogne. La Vallée du Querol

par Joan Becat

Les propriétés et les droits de pacage en Catalogne

L'exemple de la Vallée du Querol

Le document de synthèse fait référence essentiellement à la situation de la commune de Mentet. Mais si son cas est exemplaire, c'est parce qu'il illustre parfaitement une situation plus générale qui a perduré jusqu'à aujourd'hui dans les montagnes de la Catalogne historique (actuellement réparties en France, en Espagne et en Andorre).

Il s'agit ici de caractériser ces droits et de les replacer dans cet ensemble. Comme pour Mentet, des textes et des documents historiques attestent de ces droits et concessions. Selon les vallées ou selon les communes, ils datent du Moyen-Âge ou de l'Époque Moderne, mais leur essence, leur objectif et leurs dispositions sont les mêmes. Pour illustrer ce fait, et à titre d'exemple, nous joignons les références et les textes des concessions de droits sur leur montagne aux habitants de la Vallée du Querol.

2.1.- Les propriétés et les droits de pacage en Catalogne

Les privilèges et les droits d'usage concédés aux habitants des communautés villageoises de montagne par le souverain concernaient habituellement les pacages, les eaux pour l'irrigation, les forêts pour le bois d'oeuvre destiné aux besoins locaux, ainsi que la gestion collective de ces fruits. L'objectif était clair : compenser les difficultés de vie et de subsistance en montagne par la concession d'avantages matériels.

Plus rarement il s'agissait de la possibilité d'une représentation à travers des chefs de famille (*caps de casa*) élus ou de la dispense de certains impôts ou services, en particulier du service armé. Un représentant du souverain ou du seigneur en assurait le contrôle et recevait les recours.

La contrepartie était toujours la même, à savoir le maintien ou l'installation de familles dans la montagne et ce d'autant plus que la région était stratégique (commandement des passages et des cols) ou dans une zone frontalière. C'était le cas de la plupart des vallées pyrénéennes catalanes.

Pour s'assurer de cette présence sur place des bénéficiaires ou ayants droits,

c'est-à-dire des *caps de casa* et de leurs familles, la réserve juridique - ou si l'on préfère le moyen de pression - était toujours le même : les droits étaient liés à la présence au village et strictement réservés aux habitants et à leur bétail.

Dit d'une autre manière, d'une part toute émigration faisait perdre les droits et toute nouvelle installation en faisait bénéficier les nouveaux arrivants et, d'autre part, ces droits ne pouvaient pas faire l'objet d'un négoce, comme par exemple l'introduction de bétail étranger en location ou l'hébergement par l'une des maisons de bétail extérieur déclaré sous son nom. En dehors de la preuve de l'existence même des droits, ce sont ces dispositions qui ont provoqué la quasi totalité des différents ou des procès liés au pacage en montagne, du Moyen-Âge à nos jours. Mentet en est un exemple parmi d'autres.

Nous tenons à souligner que cette norme juridique historique et traditionnelle a été suivie à la lettre, du XIXe siècle jusqu'à aujourd'hui, par l'administration des Eaux et Forêts, puis par l'Office National des Forêts, quant à l'exercice par les habitants des droits de pacage en montagne dans les propriétés domaniales ou communales dont ces services de l'État avaient la charge : chaque fois que des droits d'usage au pacage existaient ou étaient pratiqués sur ces domaines (l'usage immémorial donnant preuve de droits), les droits de pacage étaient et sont réservés aux habitants et, réciproquement, tout habitant pouvait et peut en bénéficier.

Par contre, en norme générale, l'usage des eaux à des fins artisanales, la coupe des forêts pour le charbonnage, l'exploitation des carrières ou des filons métallifères, les forges et moulins, bref tout ce qui avait une valeur marchande directe ou qui était susceptible de concessions onéreuses restaient au souverain ou au seigneur.

Ce schéma, classique et vérifié dans de multiples cas, est exactement celui de la commune de Mentet⁸⁶.

Si Mentet est un exemple très clair et pédagogique, des études diverses sont disponibles sur ce sujet :

- En Catalogne Nord nous citerons les exemples de vie pastorale dans la vallée de

⁸⁶ - On se reportera à l'étude juridique des usages de Mentet, ainsi qu'aux documents Recerc sur l'usage pastoral et sur les propriétés de la commune de Mentet.

Mosset ou dans la vallée d'Évol⁸⁷, de l'utilisation des principaux pacages de montagne avec une exploitation traditionnelle des estives⁸⁸, des études juridiques et sociologiques sur les usages locaux⁸⁹.

- En Andorre ce système de droits pastoraux et de gestion commune du territoire est à la base de la constitution et du fonctionnement des sept paroisses andorranes. Il fut défini et confirmé par de nombreux actes au cours de l'histoire de la Principauté. L'exercice de ces droits par les paroisses est inscrit dans la Constitution andorrane de 1993, qui régit cet État. Des travaux anciens⁹⁰ ou contemporains⁹¹ les décrivent et en montrent les mécanismes juridiques et sociaux.

- En Catalogne, des droits identiques et de même source existaient et existent dans toutes les hautes vallées pyrénéennes, régis, comme dans l'actuel département des Pyrénées-Orientales, par les *Constitucions de Catalunya*. Les études historiques, juridiques, géographiques ou anthropologiques sur ce thème sont abondantes.

Dans cet ensemble de travaux nous détacherons l'étude fondamentale de Ferran Valls i Taberner : *Privilegis i ordinacions de les Valls Pirinenques*⁹². Elle fut rééditée en fac-simil pour les Vallées d'Andorre en 1985, et en 1988 pour la Vallée du Querol. Elle replace ces droits et privilèges dans un ensemble qui fut celui de la juridiction des souverains qui les accordèrent et qui les précisèrent. Elle a surtout le mérite de citer et de reproduire les textes historiques qui consignent ces droits, qui les développent ainsi que les sentences qui les précisèrent ou les réglementèrent.

⁸⁷ - Jean Becat : *La vallée d'Evol. Vivre en Haut Conflent*. Revue *Conflent*, Prades, 1974, 59p., 24cm.

⁸⁸ - Jean Becat : *Atlas de Catalogne Nord* (Éd. Terra Nostra, Prades, 1977, 140p. 37 x 24cm), planches E5g et E5h.

⁸⁹ - En particulier les nombreux travaux de Louis Assier-Andrieu, cités en bibliographie de l'étude juridique des droits d'usage de Mentet, dont : *Coutume et rapports sociaux. Etude anthropologique des communautés paysannes du Capcir* (Éditions du C.N.R.S., Paris, 1981, 215p., 24cm) et : *Le Peuple et la Loi: anthropologie historique des droits paysans en Catalogne française* (Prologue de Paul Ourliac, Librairie Générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1987, 263p., 22cm).

⁹⁰ Le plus commode est l'étude de Jean-Auguste Brutails : *La coutume d'Andorre* (Éd. Ernest Leroux, Paris, 1904, CLXVI + 348p., 25cm. Réédition par les éd. Casal i Vall, Andorra la Vella, 1963, XVI + CLXIII + 384p., 24cm). On se reportera aussi aux travaux de Cebrià Baraut, de Francesc Pallerola i Gabriel et de Josep Maria Vidal i Guitard.

⁹¹ Deux thèses récentes abordent ces thèmes. Jean Becat : *Les Pyrénées méditerranéennes, mutations d'une économie montagnarde: le cas de l'Andorre* (Montpellier, 1993, 7 volumes, 3.216p., 1 atlas, 163p., et en particulier le livre 2: *La société et l'organisation traditionnelles de l'Andorre*). Martina Camiade : *La Casa en la comunitat andorrana del s. XVII al s. XIX. El seu paper social, econòmic i polític* (La Maison dans la communauté andorrane du XVIIème au XIXème siècle. Son rôle social, économique et politique), Perpignan, 1999, publiée par Editorial Andorra, 2001, 318p.

⁹² Collection "Textes de dret català", impr. de la Casa de Caritat, Barcelone, 3 volumes, 546p., 1915-1920.

Les vallées concernées par cette étude sont la Vallée d'Aran (volume 1), la Vallée d'Aneu, la Vallferrera et la Vallée de Querol (volume 2), la Vallée d'Andorre (volume 3).

2.2.- L'exemple de la Vallée du Querol

Dans cet ensemble, nous donnons les références et les textes qui concernent la Vallée du Querol, aujourd'hui dans les Pyrénées-Orientales. Chaque fois nous reproduirons le document de l'ouvrage de Ferran Valls⁹³, suivi de commentaires qui établissent un parallélisme avec la situation de Mentet.

Éléments statistiques comparatifs

Afin de mieux situer la commune de Mentet et de constater que, tout en étant un cas extrême (haute altitude pour un village d'habitat permanent, comme Nohèdes, le Capcir ou Porta et Porté, peuplement modeste), qui réclamait donc des droits et privilèges particuliers, sa situation était proche d'autres villages et communautés du Conflent, nous emprunterons des statistiques au fascicule *Fogatges Catalans*⁹⁴, de la revue Terra Nostra :

- Les premiers sont de 1365-1378, donc au coeur de la période qui voit la concession des droits de la Vallée du Querol : actes de 1243 et de 1257, et confirmation de droits de 1463.

Fogatge de 1365-1370 (source Arxiu de la Corona d'Aragó) :

- | | |
|-------------------------------|--------------------------------|
| - Casteil : 10 feux | - Escaro : 24 feux |
| - Mentet : 9 feux | - Nyer et Porcinyans : 32 feux |
| - Py et la Plana : 28 feux | - Sansa : 12 feux |
| - Thuès et Eixalada : 17 feux | - Vallée du Querol : 77 feux |

Fogatge de 1378 (source Arxiu de la Corona d'Aragó) :

- | | |
|---------------------|--------------------------------|
| - Casteil : 10 feux | - Escaro : 24 feux |
| - Mentet : 9 feux | - Nyer et Porcinyans : 32 feux |

⁹³ Le cas de la Vallée du Querol occupe les pages 293-333 et les textes correspondants les pages 334-375 en annexe.

⁹⁴ *Fogatges Catalans (Recensements du XIe au XXe siècles)*, recueillis par Mònica Batlle et Ramon Gual,

- Py et la Plana : 28 feux
- Sansa : 12 feux
- Souanyes : 9 feux
- Marians : 9 feux
- Thuès et Eixalada : 17 feux
- Vallée du Querol : 77 feux

- Les suivants sont de 1515 et de 1553, puis de 1730 et de 1740 : ils encadrent la période où des droits furent accordés aux chefs de famille de Mentet (*caps de casa* ou *capmasats*), en 1613.

Fogatge de 1515 (liste des maisons taxées du *fogatge*) :

- Casteil et Sant Martí del Canigó : 6 feux
- Fontpédrouse et Prats de Balaguer : 10 feux
- Mentet n'est pas cité
- Nohèdes : 5 feux
- Nyer : 14 feux
- Py : 5 feux
- Sahorre : 19 feux
- Serdinya et Joncet : 12 feux
- Souanyes : 8 feux
- Urbanya : 4 feux
- Vernet : 13 feux
- Vallée du Querol : 21 feux

Fogatge de 1553 :

- Mentet n'est pas cité
- Py : 8 feux
- Vallée du Querol : 30 feux

Dénombrement de 1730 (dénombrement des chefs de famille de la Viguerie de Conflent et Capcir) :

- Mentet n'est pas cité
- Py : 56 familles

Dénombrement de 1740 (dénombrement des chefs de famille) :

- Escaro : 16 familles
- Mentet : 7 familles
- Py : 59 familles
- Thuès : 21 familles

Vallée du Querol : concession du roi Jaume 1er, en 1243

- Jaume 1er concède aux hommes de Querol, de Quers et de Cortvassill l'usage de la forêt de Campcardós, pour le bois d'oeuvre, les eaux et le pâturage.

- Le document est daté à Montpellier, le 26 avril 1243. L'original a été perdu. Sa transcription est incluse dans la confirmation de Pere III. Sa copie de 1541, sur parchemin, est aux Archives des Pyrénées-Orientales : B.-10. Référence : Alart,

*Privilèges et titres relatifs aux franchises, institutions et propriétés communales de Roussillon et de Cerdagne*⁹⁵, p. 172 (traduction des notes liminaires de F. Valls Taberner) :

“Noverint universi quod nos Jacobus, Dei gratia rex Aragonum, Majoricarum et Valencie, comes Barchinone et Urgelli et domus Montispessulani, per nos et nostros donamus et concedimus vobis universis et singulis hominibus nostris de Querol et de Quers et de Cortvesil et vestris presentibus et futuris, imperpetuum, quod semper libere et absolute possitis in nemore vocato Campcardos ligna grossa et minuta scindere et levare ad quemcumque usum volueritis et habeatis similiter aquas et pasqua et habeatis dictum nemus cum terminis et affontationibus consuetis; verum si in dicto nemore vel terminis ejusdem aliquid laboraveritis, de expleto laborationis nobis et nostris imperpetuum tasquam donetis. Et donetis nobis et nostris annuatim C.X. solidos malgoriensium quos jam annuatim solebatis dare pro usu dicti nemoris. Data Montispessulani, VI. kalendas madii, anno Domini M.^o CC.^oXL.^o tertio.

Signum (sceau royal) Jacobi, Dei gratia regis Aragonum, Majoricarum et Valencie, comitis Barchinone et Urgelli et dominis Montispessulani.

Testes sunt: Gaucerandus de Pinos, Bernardus Hugonis de Serralonga, G. d'Ortal, Berengarius de Capraria, Petrus Maça.

Sig (s. man.) num Guillelmoni, scribe, qui mandato domini regis hec scripsit loco die et anno prefixis.”

Notes :

- Il s'agit des concessions de l'usage du bois d'oeuvre, de l'eau et du pacage, c'est-à-dire les concessions les plus habituelles en montagne. L'analogie avec la situation des droits des habitants de Mentet sur leur montagne est évidente.
- La montagne du Campcardós désigne en fait tout le versant obac de la Vallée du Querol, à partir d'environ 1600m d'altitude, y compris la vallée affluente de la Ribera de Campcardós (où furent construits plus tard quelques cortals) et les pacages de tout le haut massif, jusqu'à 2905m d'altitude, soit un ensemble légèrement supérieur à la superficie de la commune de Mentet.

⁹⁵ L'ouvrage de Julien-Bernard Alart, archiviste départemental des Pyrénées-Orientales, est publié en 1874.

Vallée du Querol : concession du roi Jaume 1er, en 1257

- Jaume 1er concède aux hommes de la vallée de Querol que leur bétail puisse aller pâture sur une extension équivalente au temps nécessaire de la sortie à la rentrée au corral en un jour ; interdisant que les gens d'autres lieux puissent introduire leur bétail dans ces territoires, ni pour pernocter ni pour pacager.

- Le document est daté à Lleida, le 4 octobre 1257. L'original a été perdu. Sa transcription est incluse dans la confirmation de Pere III (traduction des notes liminaires de F. Valls Taberner) :

“Pateat universis quod nos Jacobus, Dei gratia rex Aragonum, Majoricarum et Valencie, comes Barchinone et Urgelli et dominus Montispessulani, per nos et nostros concedimus et indulgemus ac statuimus vobis universis hominibus vallis de Querolio, presentibus et futuris, et vestris imperpetuum quod nullus homo alterius ville vel alius loci audeat vel possit mittere bestias vel pecudes suas ad pernoctandum vel campanandum infra terminos et pascua que bestie et pecudes vestre potuerint pascere et pascendo ire et querere longius possint recedendo de cortali suo et redeundo ad ipsum cortale una eademque die; sed omnes illi termini et pascua sint et remaneant semper ad usum et servitium vestri et vestrorum tantum et bestiatarum vestrorum et non ad usum vel servitium aliquorum aliorum nec bestiatarum suorum, ut superius dictum est. Mandantes vicariis, bajulis et universis aliis officialibus et subditis nostris, presentibus et futuris, quod contra hanc concessionem nostram non veniant nec aliquem venire permittant aliquo modo vel aliqua ratione, immo eam observent et faciant firmiter ab omnibus observari, defendendo vos et predictos terminos vestros et pascua contra quembilet hominem qui contra hanc concessionem nostram veniret, si de nostri confidunt gratia vel amore. Data Ilerde, IIII^o. nonas octobris, anno Domini M.^o CC.^o L.^o septimo.

Signum (sceau royal) Jacobi, Dei gratia regis Aragonum, Majoricarum et Valencie, comitis Barchinone et Urgelli et dominis Montispessulani.

Testes sunt: Petrus de Montechatheno. Guillelmus de Cardona. Berengarius de Angularia. Guillelmus de Angularia. Eximinus de Focibus.

Sig (s. man.) num Michaelis de Alcoario, qui mandato domini regis pro

domino fratre Andrea, episcopo Valencie, cancellario suo, hec scribi fecit loco, die et anno prefixis.”

Notes :

- Cette disposition complète la précédente, en définissant les espaces qui peuvent être pacagés autour des cortals et corrals de moyenne et de haute montagne.
- Par le biais de l'expresse réserve des droits aux habitants et de l'interdiction du pacage du bétail étranger, elle assure la présence d'un habitat permanent dans la vallée, pour pouvoir bénéficier des produits de la montagne ainsi concédée.
- C'est la situation que l'on retrouve à Mentet, en particulier dans la vallée de l'Alemaný.

Vallée du Querol : confirmation par Louis XI, roi de France, en 1463

Les privilèges précédents, accordés par les souverains catalans, sont confirmés en 1463 par le roi de France Louis XI, depuis Limoges où, conjointement avec d'autres délégués de Puigcerdà et d'autres villages de Cerdagne, Guillem Urus est venu représenter les habitants de la Vallée du Querol.

La copie de ce texte publié par Ferran Valls i Taberner est de la main de Pierre Vidal, alors bibliothécaire de la ville de Perpignan (Document : Archives des Pyrénées-Orientales, B. 292, f. 120 v., antérieurement *Registre XXVI de la Procuració real*).

“Loys, par la grace de Dieu roy de France, savoir faisons a tous presens et a venir que comme en faisans la reduction en nostre obeissance de la ville de Puissardan par nos amez et feualx conseillers et chambellans Jehan de Salezart, chevalier de Saint Just, nostre lieutenant ou comte de Sardaigne, Arnault de Miglos, aussi chevalier et nostre seneschal de Carcassonne, et autres gens, cappitaines et chiefs de guerre estans de par nous ou dit pais, ait este accorde entre autres choses aux consulz et habitans de la dite ville de Puissardan de faire avoir de nous confirmation des privileges d'icelle ville de Puissardan a eulx donnez par les roys d'Arragon et de Mallorque, seigneurs des comtes de Roussillon et de Sardaigne, desquelz ilz ont par cy devant joy et use. Et premierement sur le gouvernement et regime de la ville de Puissardan [... suivent les privilèges et franchises de Puigcerdà: élection des

consuls, chefs de métiers, impositions, office du mostassaf, juridiction civile et criminelle, etc...].

Et soit ainsi que maistre Thomas de Masandreu, licencié en décret, Antoine Mercadier, consul de Puissardan, Lluys Caselles, lieutenant du procureur royal, B. Vaquier Puch, bachelier en décret, Johan Solanel l'aisne et Raymon Storce. sindichs et ambassadeurs de la ville de Puissardan, B. Variguer Puch pour Arseguel, Bartholomeu Pales pour Belver, Johan Montanier pour Bar, Johan Solanel pour Aristot, et Guillem Urus pour Queroll soient venuz par devers nous en la ville de Limoges, ou estions lors, nous rendre l'obeissance de la dite ville de Puissardan et de plusieurs autres places, villes et lieux du pais de Sardaigne qui encore n'estoient a nous reduiz; et en la capelle de Mos.^r Saint Marsal et sur le peril et dampnement de leurs ames d'estre bons et layaux subgez et vrais obeissans au roy et a la couronne de France, en nous supplians et requerant que les privilèges dessus declarez et aussi ceulx des dites places et lieux reduiz par leur moien, en faisant la composition de la dite ville, a eulx donnez et octroyez par les roys d'Aragon, seigneurs de la dite comte de Sardaigne et dont ils ont joy et use, leur voulessions confirmer et sur ce leur impartir nostre grace. Nous, ayans consideration aux choses dessus dites et aux promesses qu'ilz dient leur avoir este faites par nos dits conseillers et autres en faisant la reduccion de la dite ville aux dits consulz et habitans de la dite ville et autres places et lieux mis en nostre obeissance par leur demoren en faisant la reduction de la dite ville, avons octroye, consenti et accorde, octroyons, accordons et consentons de grace special plaine puissance et auctorite royal par ces presentes qu'ilz joissent et usent des privileges, us et coutumes dessus declarez et autres a eulx donnez et octroyez par les roys d'Arragon dont ilz ont deuement et justement joy et use. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes a nos amez et feaulx conseillers les gens tenans et qui tiendront nostre Parlement a Parpignen, aux gouverneurs de Roussillon et de Sardaigne, veguiers de Sardaigne et du val de Ribes, baille de Puissardan et a tous noz autres justiciers et officiers ou a leurs lieux tenans et a chacun d'eulx, si comme a luy appartiendra, que de nos presents grace, octroy et consentement facent, souffrent et laissent les dits consulz, manans et habitans de Puissardan et autres lieux dessus declarez, joir et user paisiblement sans leur faire metre ou donner ne souffrir estre fait, mis ou donne aucun

ampeschement, au contraire le quel, se fait mis ou donne estoit, mettez ou faites metre a plaine deliurance et au premier estat et deu, car ainsi le voulons et nous plaist estre fait. Et a fin que ce soit chose ferme et stable a tous jours, Nous avons fait metre nostre seel a ces presentes, sauf en autres choses nostre droit et d'autry en toutes. Et pour ce que de ces presentes on pourra avoir a faire en plusieurs lieux, Nous voulons que au vidimus d'icelles fait soubz seel reial foy soit adjoustee comme a ce present original. Donne a Limoges au moys de juillet, l'an de grace mil .cccc. soixante et troys, et de nostre regne le second.

Visa. Par le roy vous les S. de Prye et Dulau maistre George Hanard et plusieurs autres presents. Rolant.”

Notes :

- Cette confirmation des droits de Puigcerdà et de la Cerdagne (Puissardan et Sardaigne dans le texte), dont ceux de la Vallée du Querol, correspond à la période d'occupation des comtés de Roussillon et de Cerdagne par les troupes et administrateurs de Louis XI. Avec leur retour à la couronne catalano-aragonaise, les droits ont continué à s'appliquer.
- Nous observons dans ce cas, comme plus tard lors de l'annexion du Roussillon et d'une partie de la Cerdagne au royaume de France, qu'il y a la continuité des droits et usages sur le territoire en faveur de la communauté d'habitants, ainsi que la reconnaissance des normes antérieures par la nouvelle administration.

Territoire et droits d'usage en Catalogne Nord

L'exemple de Mentet (Conflent)

Troisième partie :

Les propriétés et l'usage pastoral de la commune de Mentet

par Joan Becat

Les propriétés

L'usage pastoral de la commune de Mentet

1.- Les propriétés

La commune de Mentet a une superficie cadastrale de 3.208 hectares. La section A1 correspond au village et aux terres, aux forêts et aux pacages de proximité qui l'entourent, en rive droite de la Ribera de Mentet (voir la carte 1). À l'est, les sections A2 et A3 correspondent aux vallées du Ressec et du Callau. À l'ouest, les sections B1 et B2 couvrent les vallées de l'Alemaný et de Queret, ainsi que le versant *solà* de la Ribera dels Forquets et de la Ribera del Ressec.

Comme il est habituel en haute montagne pastorale les propriétés sont à classer en deux ensembles, complémentaires mais différents quant à leur finalité et à leurs usages (voir la carte 2).

1.- D'une part il y a les biens de village, constitués par les petites parcelles sur des pentes aménagées en *feixes* (terrasses), par le fond de vallée et par les zones de cortals de l'Alemaný et de Queret. Ces parcelles, sans servitudes particulières, en dehors autrefois de la vaine pâture après la récolte, étaient traditionnellement destinées aux cultures vivrières et aux prairies de fauche. Dans la zone des cortals, les murets de pierres avaient autant fonction de stocker l'épierrement que de protéger du pacage du bétail les parcelles au contact des espaces pastoraux. Ces biens de village couvrent 186 hectares.

2.- D'autre part il y a tout le reste, soit 3.023 hectares, donc la plus grande partie de la commune, constitué de pacages et de forêts avec droits d'usage au pacage. L'étude de ces propriétés (voir les tableaux, section par section, de l'ensemble des pacages et forêts) amène les éléments suivants :

- Sur ce total, la commune de Mentet est propriétaire de 404 ha, soit 13,4% de ces espaces avec droits d'usage, cinq sociétés civiles possèdent 2.077ha, soit 68,7%, le Comité de liaison pour l'environnement roussillonnais possède 30 ha, soit 3,6%, et les 511 ha restants (14,3%) appartiennent à de nombreux propriétaires individuels, originaires de Mentet ou non, par héritage ou par achat.
- Mais en réalité ces totaux ne signifient pas grand chose car, pour la plus grande

partie de ces biens soumis à droits d'usage, il s'agit de biens non délimités, chacun d'eux appartenant à des propriétaires divers suivant des assemblages variables. Nous avons cartographié ces situations par secteurs.

a) Autour de Mentet et dans les vallées du Ressec et du Callau (sections A1, A2 et A3), l'ensemble des pacages et forêts, 1.357 ha, est constitué de biens non délimités à propriétaires divers (voir la carte 3). Pour la plus grande partie, 915 ha, il s'agit d'un assemblage où apparaissent la commune de Mentet, diverses sociétés et divers propriétaires particuliers. Pour 376 ha ce sont diverses sociétés et divers particuliers et pour le reste, soit 66ha, diverses sociétés (voir la carte 4).

b) Dans les vallées de l'Alemaný et de Queret (sections B1 et B2) la situation est un peu différente :

- Pour 337 ha il s'agit de parcelles ayant un seul propriétaire : la commune de Mentet pour 257 ha, essentiellement à Queret, le CLER pour 30 ha stratégiquement situés à la Jaça Grossa entre la rivière et le Camí de Setcases, des sociétés pour 13 ha et des particuliers pour 37 ha (voir la carte 5).

- Pour les 1.329 ha restants (voir la carte 6), on retrouve la situation des sections A, avec des biens non délimités à propriétaires divers, la commune de Mentet étant présente dans l'ensemble des hautes vallées.

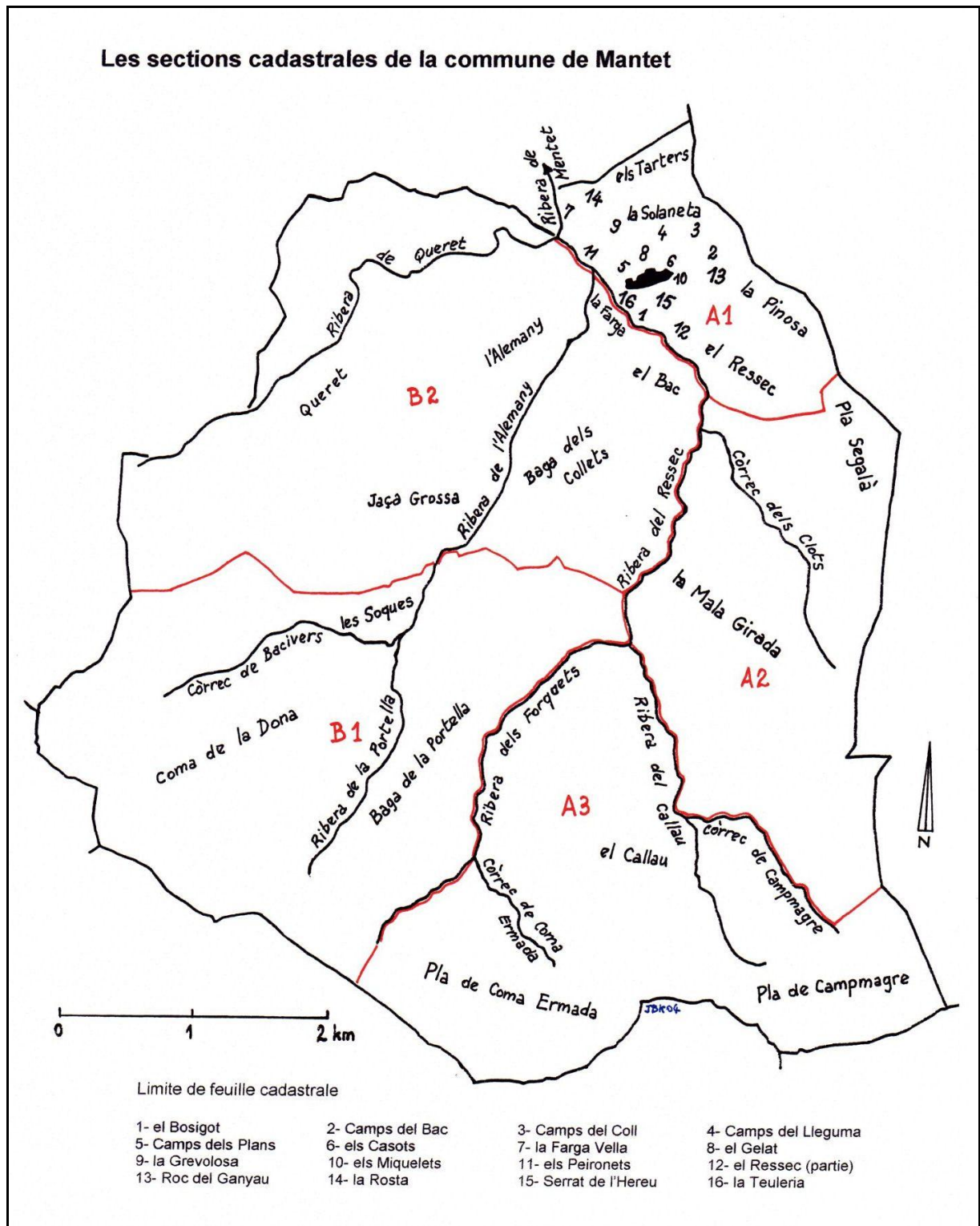
Les sections cadastrales

Pour mémoire, lieux-dits cadastraux :

Section A - Feuille 1 : Biens de village

el Bosigot	els Miquelets
Camps del Bac	els Peironets
Camps del Coll	el Ressec (partie)
Camps del Lleguma	Roc del Ganyau
Camps dels Plans	la Rosta
els Casots	Serrat de l'Hereu
la Farga Vella	la Teuleria
el Gelat	Village
la Grevolosa	

Carte n°1 :



Section A - Feuille 1 : Pacages et forêts

la Pinosa

el Ressec (partie)

la Solanella

els Tarters

Section A - Feuille 2 : Pacages et forêts

la Mala Girada

Pla Segalà

Section A - Feuille 3 : Pacages et forêts

el Callau

Pla de Coma Ermada

Pla de Campmagre

Section B - Feuille 1 : Pacages et forêts

la Baga de la Portella

les Souques

Coma de la Dona

Section B - Feuille 2 : Biens de village

l'Alemany (partie)

Queret (partie)

la Farga

Section B - Feuille 2 : Pacages et forêts

l'Alemany (partie)

Jaça Grossa

el Bac

Queret (partie)

Baga dels Collets

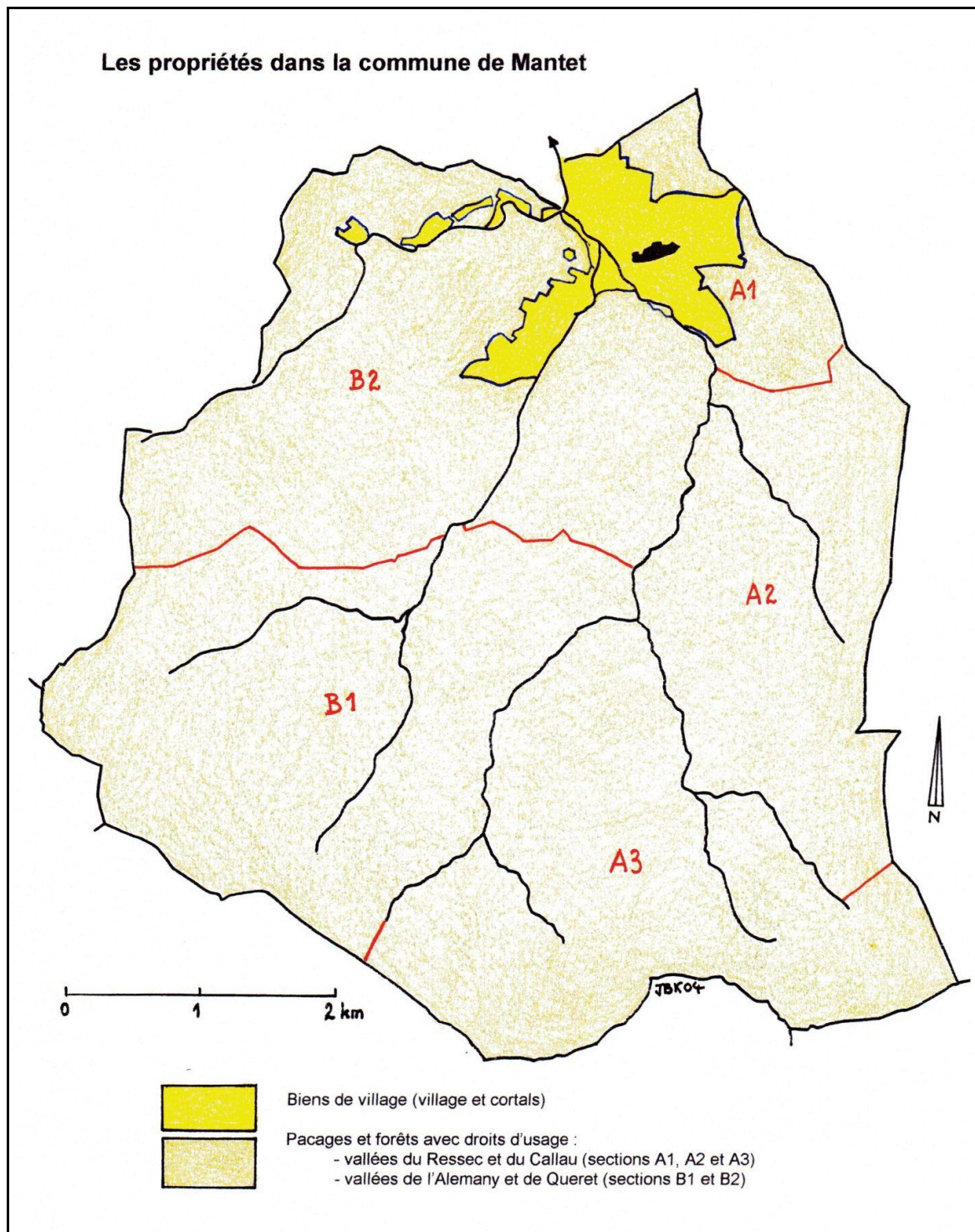


Depuis le Coll de Mentet, à 1.761m d'altitude (photo M. Camiade),

les vallées del Ressec (à gauche) et de l'Alemany. Le village de Mentet, non visible, est au solà sous le col, à la confluence des deux vallées. Au premier plan les Camps del Coll, gagnés par la lande, puis l'échine défrichée du Serrat de l'Hereu. Au second plan le Bac, à l'extrémité de la Serra de la Portella, et à droite la Serra de Queret. Au fond la Portella de Mentet (2.412m) et le massif du Pic de la Dona (2.702m).

Les propriétés

Carte n°2 :



Les pacages et les forêts avec droits d'usage de la commune de Mentet

1) Vallées du Ressec et du Callau (sections A1, A2 et A3)

N° sect.	Total	Commune	SCFA de Cambon	SCFA de l' Ecureuil PR	SCFA de Py	Autres Mentet	Autres Divers
>>A1	122.87.10 100%	05.54.73 4,51%	- -	82.81.09 67,40%	02.91.83 2,37%	10.51.69 8,56%	21.07.76 17,15%
			Ensemble sociétés: 85ha.72.92 69,77%			Ensemble autres: 25,71%	
>>A2	519.43.00 100%	08.96.38 1,73%	08.64.12 1,66%	418.91.91 80,65%	09.74.56 1,88%	27.20.23 5,24%	45.95.80 8,85%
			Ensemble sociétés: 437ha.30.59 84,19%			Ensemble autres: 14,08%	
>>A3	714.63.70 100%	50.02.93 7,00%	27.16.54 3,80%	473.14.68 66,21%	09.74.56 1,88%	27.20.23 5,24%	45.95.80 8,85%
			Ensemble sociétés: 535ha.60.18 74,94%			Ensemble autres: 18,05%	
Total	1356.93.80 100%	64.54.04 4,76%	35.80.66 2,64%	974.87.68 71,32%	47.95.35 3,53%	78.76.27 5,80	154.99.80 11,42%
			Ensemble sociétés: 1058ha.63.69 78,01%			Ensemble autres: 17,22%	






2) Vallées de l'Aleman et de Queret (sections B1 et B2)

N° sect.	Total	Commune	SCFA de l'Aleman	SCFA de Pomarole	SCFA de l' Ecureuil PM	SCFA de Cambon	Autres Mentet	Autres Divers
>>B1	815.92.50 100%	08.07.53 0,99%	14.63.34 1,79%	01.47.95 0,18%	620.10.04 620.10.04	00.33.49 0,04%	64.37.65 7,89%	106.92.50 13,10%
			Ensemble sociétés: 636ha.54.82 78,01%			Ensemble autres: 20,99%		
>>B2	850.07.37 100%	332.05.80 39,06%	24.78.74 2,92%	76.73.50 9,02%	280.51.80 33,00%	00.31.97 0,04%	15.71.79 1,85%	119.93.77 14,11%
			Ensemble sociétés: 382ha.36.01 44,99%			Ensemble autres: 15,95% (dont CLER: 3,55%)		
Total	1665.99.87 100%	340.13.33 20,42%	39.42.08 2,37%	78.21.45 4,69%	900.61.84 54,06%	00.65.46 0,04%	80.09.44 4,81%	226.86.27 13,62%
			Ensemble sociétés: 1018ha.90.83 61,16%			Ensemble autres: 18,42%		

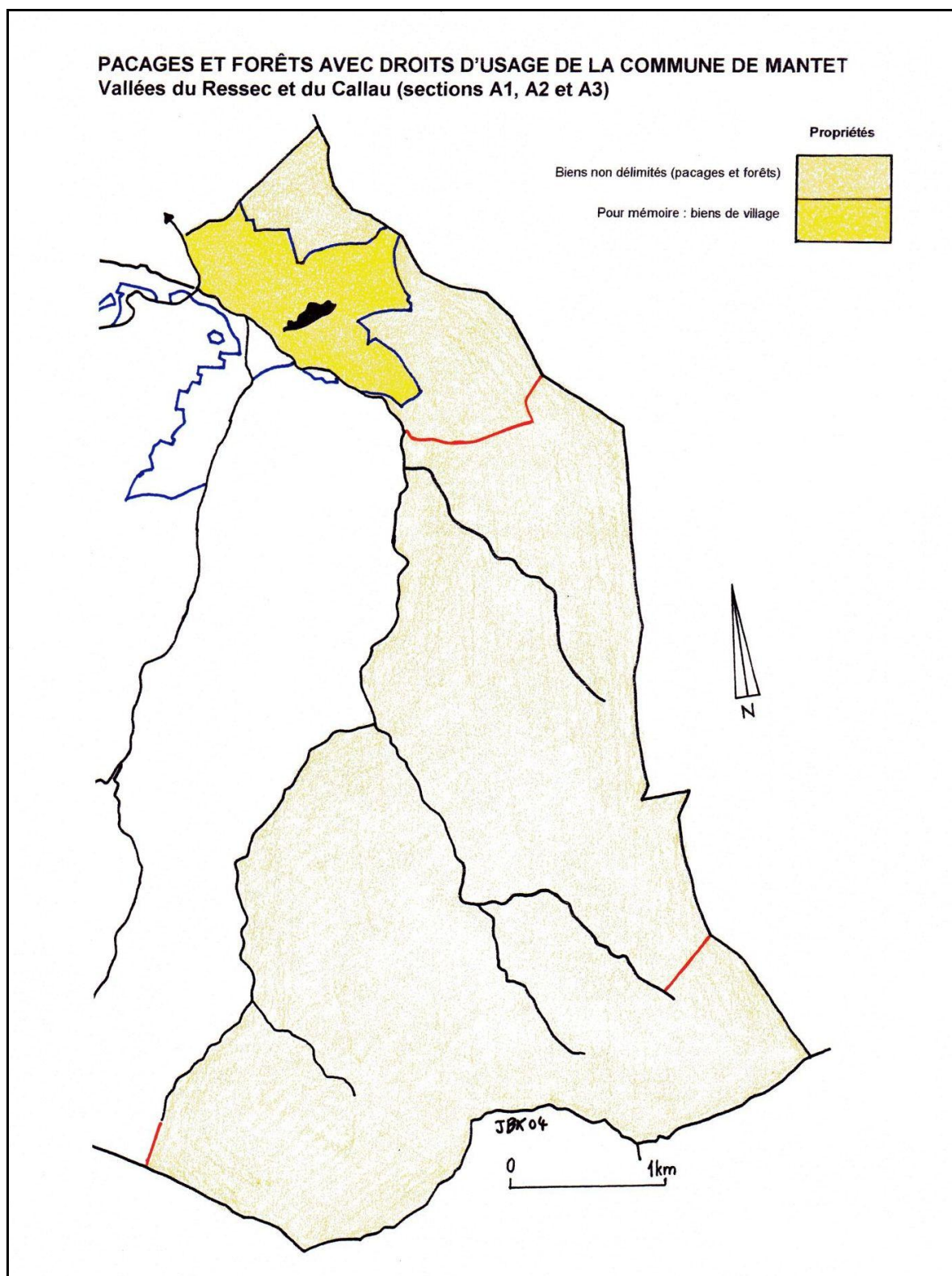
3) Ensemble des pacages et forêts de Mentet

N° sections	Total	Commune	SCFA Alemany / Pomarole / Cambon / SCFEPM /SFEPR	Autres Mentet	Autres Divers
>>A1 /A2 /A3	1356.93.80 100%	64.54.04 4,76%	1058.63.69 78,01%	78.76.27 5,80%	154.99.80 11,42%
>>B1 / B2	1665.99.87 100%	340.13.33 20,42%	78,01% 61,16%	80.09.44 4,81%	226.86.27 13,62%
Total pacages et forêts	3022.93.67 100%	404.67.37 13,39%	2077.54.52 68,72%	158.85.71 5,26%	381.86.07 12,63%
Pour mémoire : >> ensemble des biens de village : 186 ha >> ensemble de la commune de Mentet : 3.208 ha					

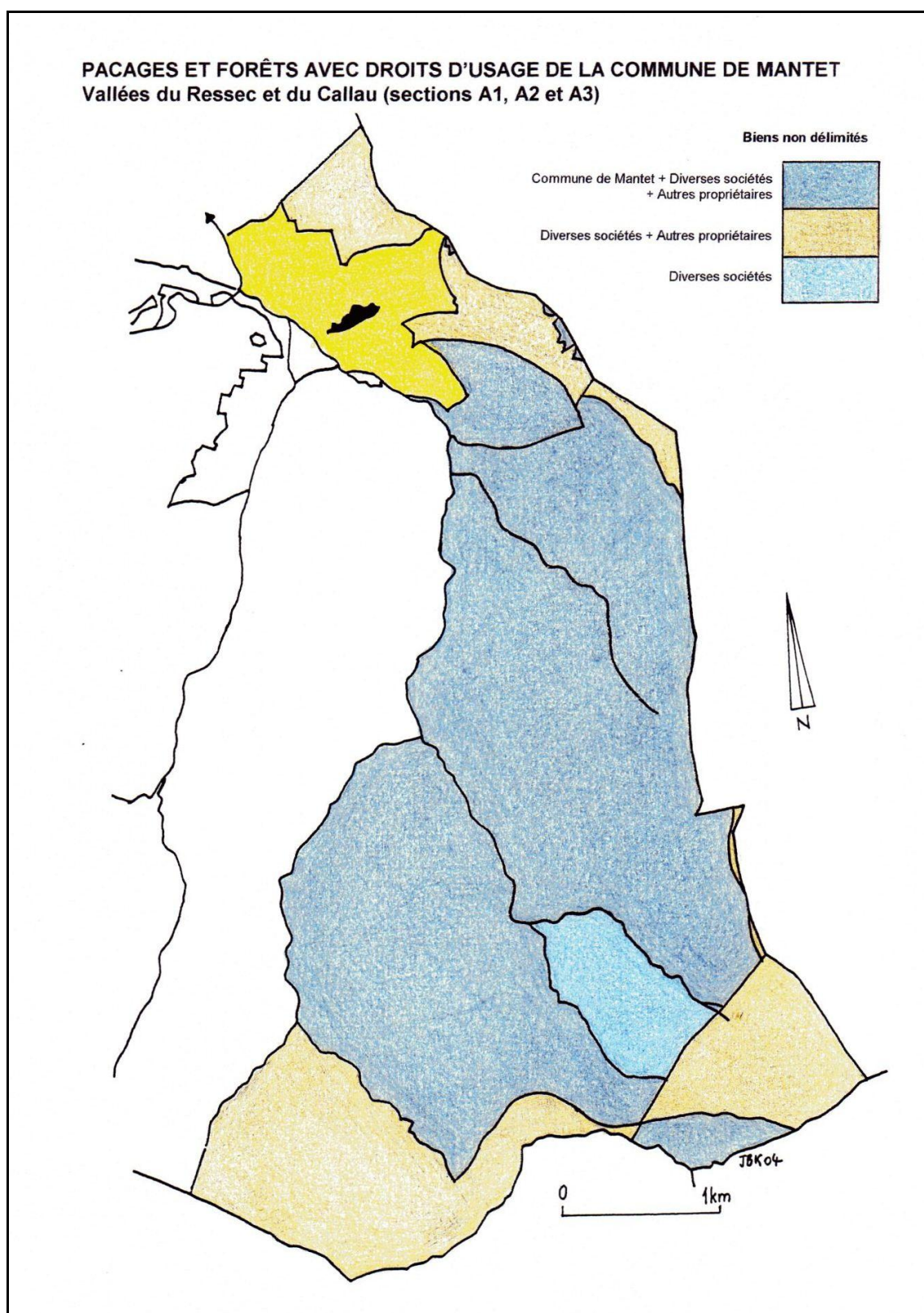
Légende des cartes n°3 et 4 :

PACAGES ET FORÊTS AVEC DROITS D'USAGE DE LA COMMUNE DE MANTET	
1) Vallées du Ressec et du Callau (sections A1, A2 et A3)	
Propriétés :	
	Biens non délimités (pacages et forêts) ==> 1356ha 93a 80ca
	Pour mémoire : biens de village
Biens non délimités :	
	Commune de Mantet + Diverses sociétés + Autres propriétaires ==> 915ha 17a 80ca
	Diverses sociétés + Autres propriétaires ==> 375ha 58a
	Diverses sociétés ==> 66ha 18a

Carte n°3 :



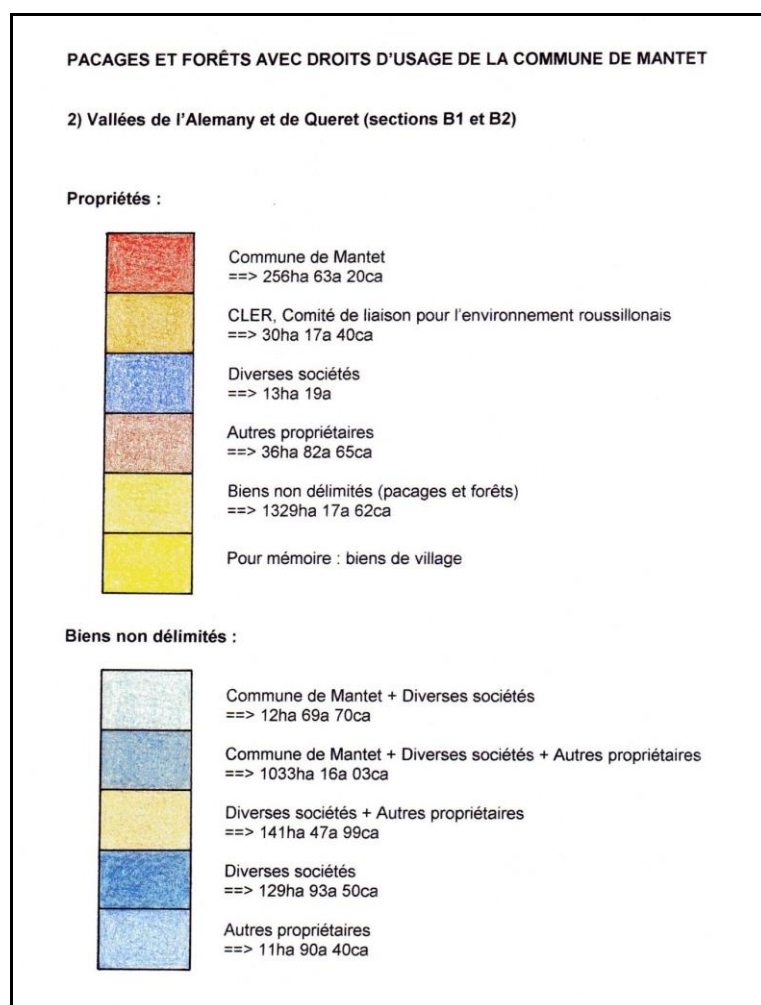
Carte n°4 :



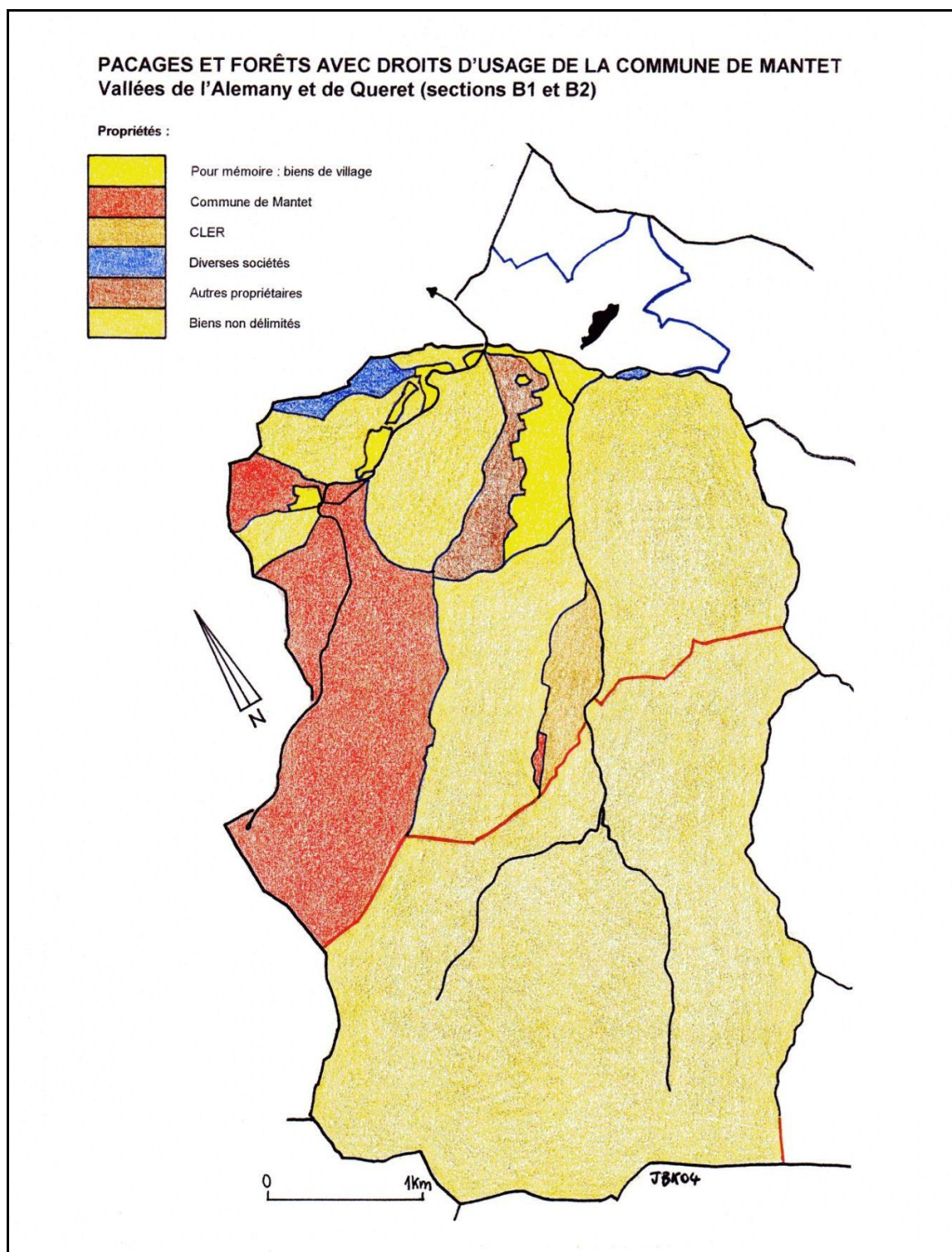


La vallée de Queret (photo
M. Camiade)

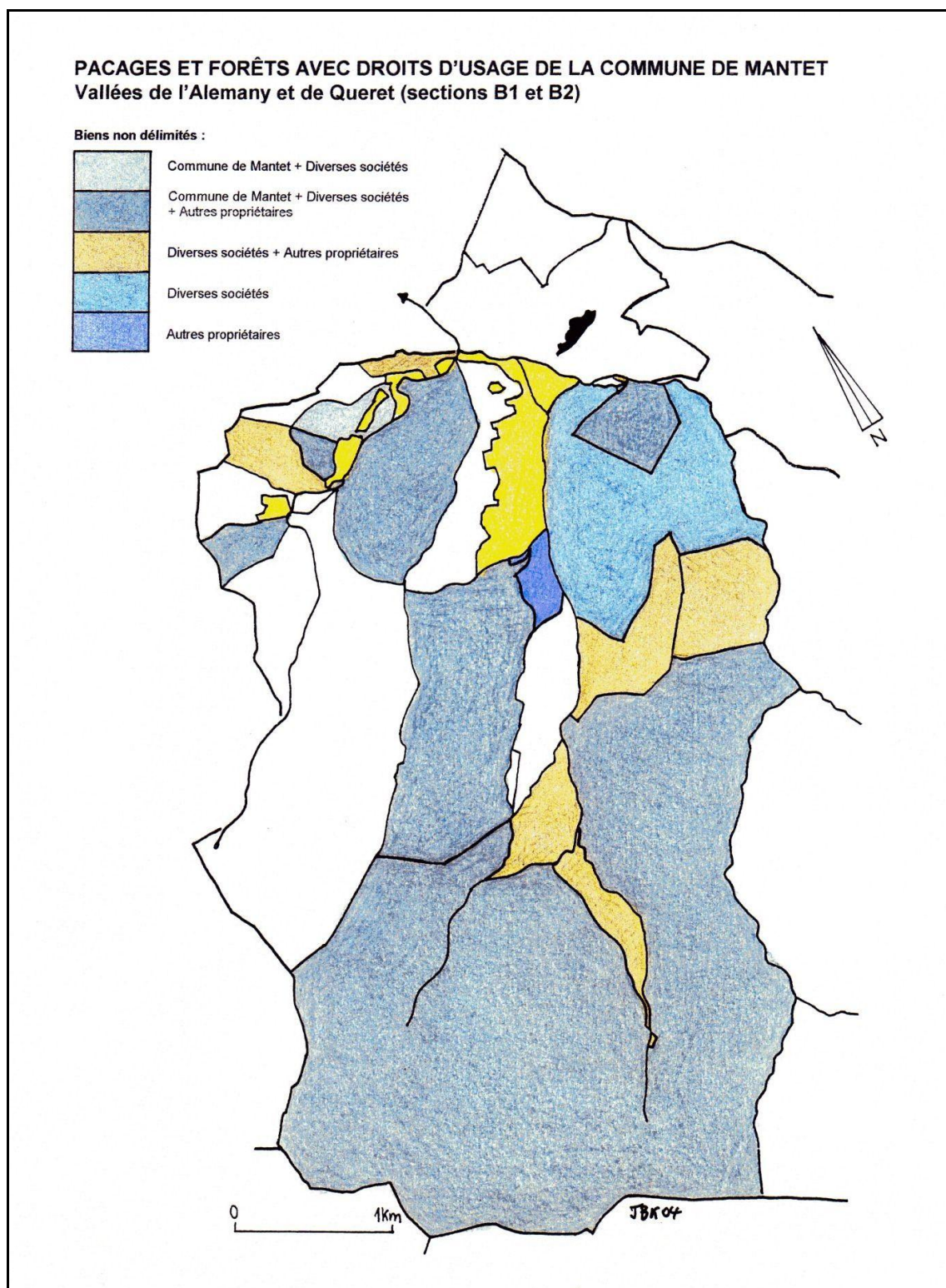
Légende de la carte n°5 :



Carte n°5 :



Carte n°6 :



2.- L'usage pastoral de la commune de Mentet

L'usage pastoral traditionnel de la commune de Mentet

La vie pastorale traditionnelle à Mentet est bien connue, pour la fin du XIXe et la première moitié du XXe siècle à travers les témoignages, mais aussi par les éléments tirés du cadastre de 1824, par les documents historiques plus anciens, tels que le document de 1775 reproduit dans l'étude juridique⁹⁶ ou une carte du XVIIIe siècle⁹⁷, et par les noms de lieux eux-mêmes.

Elle est en tous points conforme à ce que l'on sait de l'utilisation pastorale de la montagne dans les Pyrénées, à travers les nombreux articles et ouvrages écrits sur ce thème, du XIXe siècle à nos jours. Mieux, l'organisation et les usages sur la commune de Mentet en sont un cas exemplaire.

D'une manière générale, l'utilisation de la montagne et la vie pastorale s'organisent autour de trois zones ou étages successifs et complémentaires : le village avec les champs, les forêts et les pacages des alentours, les vallées moyennes avec leurs *cortals*⁹⁸, enfin les estives⁹⁹ de la montagne. L'ensemble constitue un système précis qui assure la complémentarité des étages et l'utilisation assez rationnelle du relief et des moindres possibilités de la montagne. Ce schéma est exactement celui de la commune de Mentet.

1- La première zone est le village lui-même et les biens de village, c'est-à-dire les propriétés privées destinées aux cultures vivrières, aux prairies de fauche et, éventuellement, à

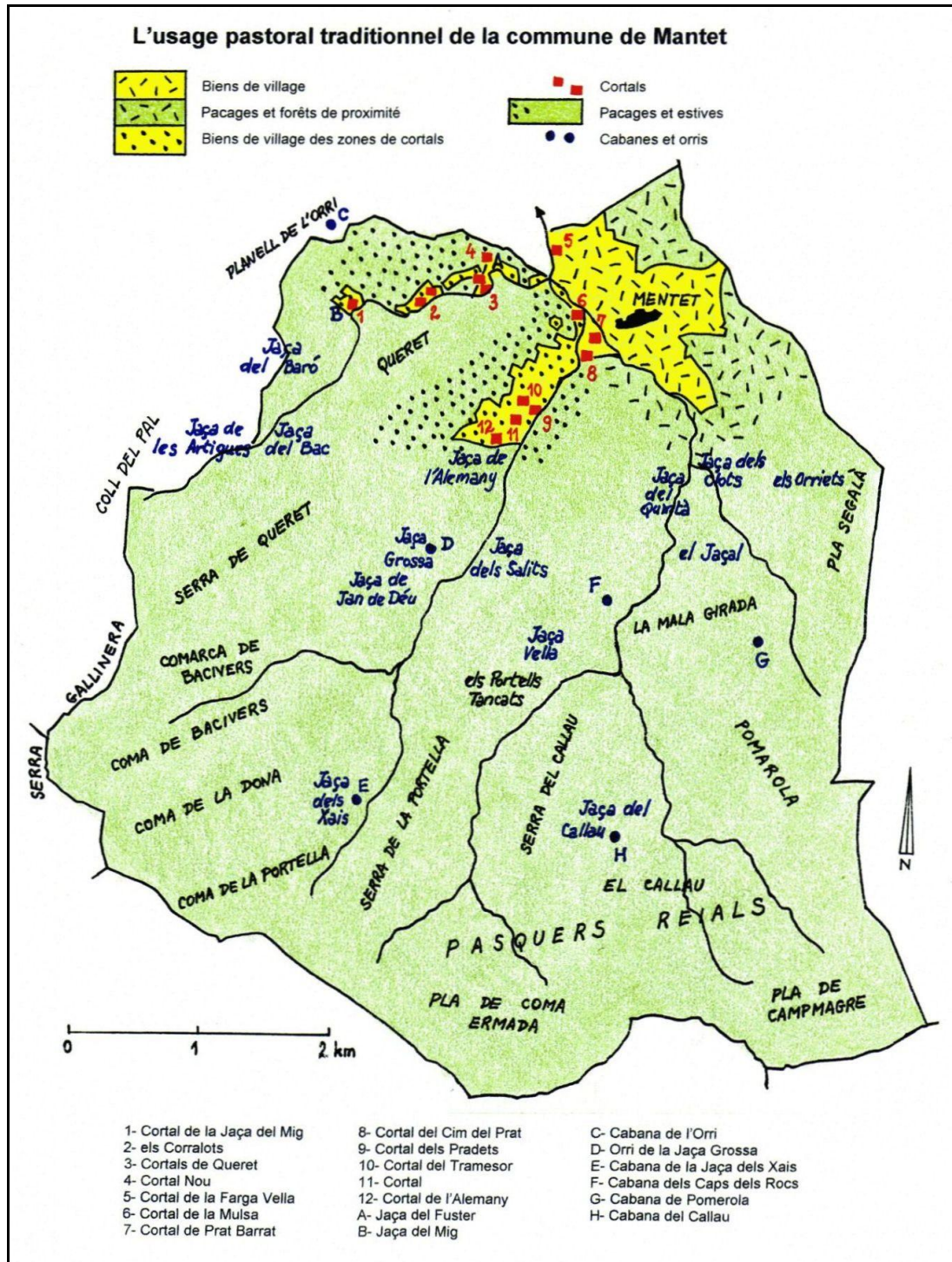
⁹⁶ - "Criées générales des capmasats du lieu de Mentet", du 28 mai 1775 (Archives Départementales des PO, 11Bp 565, dans Contribution à l'étude juridique des usages et coutumes de la commune de Mentet).

⁹⁷ - "Plan des terroirs de Caret et de Mentet" (ADPO, 1Bp679)

⁹⁸ - Le *cortal* est une grange-étable ou un habitat temporaire en montagne. Selon Lluís Basseda : "Cort Cortal: Ce mot a pu désigner une ferme, mais il a gardé généralement chez nous son sens primitif d'abri pour animaux (bas-lat. Cort = cour), soit enclos et basse-cour, soit plutôt étable ou bergerie, comme le prouvent tant d'actes du Moyen-Âge. Dérivé: Cortal, suff. -ale, réduit pour bétail, ou basse-cour." (*Toponymie historique de Catalunya Nord*, éd. Terra Nostra, 1990)

⁹⁹ - Les estives sont les pâturages collectifs ou communaux de haute montagne utilisés par les troupeaux de bovins, d'équins ou d'ovins appartenant aux divers éleveurs de la commune. La période d'estivage va de fin juin à début octobre, avec un changement d'estive tous les mois. Les estives sont aussi désignées par le nom de *muntanyes* (montagnes) (J.Becat, thèse, *Mutations d'une économie montagnarde. Le cas de l'Andorre*, 1993, vol.7, lexique).

quelques cultures commerciales. Le site est en général un fond de vallée et ses premiers versants, ou bien un versant ou un replat ensoleillés, afin d'être à l'abri des inondations brutales ou des fortes gelées des bas-fonds par inversion de températures.



Les propriétés privées occupent pratiquement tout l'espace disponible. Tout ce qui peut être mis en culture ou en prairie est du domaine privé. Il n'y a pas obligation d'enclore les parcelles. Lorsqu'il y a des murettes, c'est parce qu'il faut épierrer ou parce qu'il faut construire des terrasses - les *feixes* ou les *bancals* - pour atténuer la pente et retenir la terre arable que le ruissellement entraînerait sur les pentes.

Les propriétés publiques sont peu de chose : les chemins, les rues et les places, les cours d'eau. Par contre, dans les terroirs cultivés, les chemins empruntés par les troupeaux, les *camins ramaders* et les *carrerades*¹⁰⁰ sont toujours bordés de murettes qui les isolent.

Les zones rocheuses et les éboulis, les mauvaises terres, les pentes trop raides et les versants situés au-dessus des biens de village sont des terrains communs ou publics où l'on peut faire pacager les animaux domestiques, dont on peut utiliser les arbustes et les buissons comme bois de feu. La propriété commune ou collective est toujours au service des intérêts de toutes les familles. Certains *solans*¹⁰¹ sont réservés pour certaines périodes de l'année afin de ne pas épuiser trop tôt le pâturage ; ce sont les *deveses*, les *vedes* ou *vedats*.

À Mentet, cette première zone est facile à identifier. Le village est sur les premières pentes, dégagé du fond de vallée et dans l'enfilade de la vallée du Ressec, qui permet au soleil d'hiver de l'atteindre. Les biens de village l'entourent, gagnés en terrasses sur tous les versants. Les forêts et les pacages de proximité pour la mi-saison sont sur les hauteurs de part et d'autre : els Tarters, la Solaneta, la Pinosa et el Ressec. L'ensemble constituait un tout qui devint exactement la section A1 du cadastre lors de sa réalisation en 1824.

¹⁰⁰ - Le *camí ramader* (traduction littérale: chemin des troupeaux) prend des formes différentes et peut recevoir des noms différents selon les secteurs. Dans son trajet à travers champs c'est la *carrerada* ou la *carrera*, le principal chemin pastoral ou chemin de transhumance. Dans les terroirs cultivés les *camins ramaders* et les *carrerades*, d'une largeur constante, sont toujours bordés de murettes qui les isolent les séparent des prés et des cultures. Au-delà, dans les communaux, c'est un *pas ramader* ou une *tira*. Le *camí ramader* est en réalité davantage un droit de passage à travers les propriétés privées ou communales qu'un chemin tel qu'on l'imagine habituellement. Il ne faut donc pas s'étonner qu'il prenne des formes différentes selon les lieux qu'il traverse, voire qu'il disparaisse pour devenir un passage précis connu de tous, mais non matérialisé, à travers un bois ou un pâturage : la *tira* ou le *pas ramader* (J. Becat, *Mutations...*, id.).

¹⁰¹ - Dans son sens le plus général, *el solà* ou *la solana* (pluriel : *els solans*, *les solanes*) est un versant de vallée exposé au sud. À l'opposé, *el bac* ou *la бага* (pluriel : *els bacs*, *les bagues*) est le versant d'une vallée ou d'un massif face au nord, donc peu ensoleillé. Dérivés : *obac*, *obaga*, utilisés en Cerdagne et en

2.- La seconde zone est constituée par les vallées moyennes, les replats à mi-montagne et les *cortals*. Les animaux y séjournent brièvement au printemps et en automne, les hommes y travaillent et y séjournent en été. Les biens collectifs l'emportent sur les propriétés privées individuelles, gagnées à leurs dépens au cours des siècles.

Les parcelles défrichées utilisent les fonds de vallée, tous les replats et les clairières de cet étage, jusqu'à la limite altitudinale des cultures de céréales et de pommes de terre et, au-delà, elles arrivent là où il est possible d'installer des prairies de fauche. Lorsque la quantité de foin à stocker ou l'éloignement du village le demandent, on construit sur place un *cortal*. Le domaine de ces *cortals* et propriétés est non seulement l'espace privé, en général clôturé de murets de pierres, mais aussi tout l'espace commun ou collectif environnant, où chaque propriétaire possède un droit de pacage pour ses troupeaux, *el dret de l'herba*.

Les forêts sont toujours présentes, jusqu'à constituer souvent l'élément principal du paysage, plus denses, plus continues et abondantes dans les *obacs*, plus claires, parsemées de *cortals*, réduites en prés-bois ou remplacées localement par des landes dans les *solans*. En Conflent, ce sont des forêts de pins sylvestres et de pins à crochets, avec des sapins dans les versants frais et des bouleaux un peu partout. L'organisation économique traditionnelle leur attribue trois fonctions principales, plus une fonction qui fut parfois la principale, celle de fournir de temps en temps des coupes pour le bois d'oeuvre, lorsqu'on pouvait l'extraire, ou pour le charbonnage.

Tout d'abord les forêts sont des pacages, surtout aux alentours des *cortals*. C'est pour cela qu'il s'agissait souvent de forêts claires : l'arbre ne doit pas disparaître, car il fixe la neige et il assure une ombre en été, mais il ne doit pas interdire le pacage par sa densité. La forêt est ensuite une réserve de bois, pour les charpentes, pour les *andars* et les *cledes* des *pletas*¹⁰², pour le bois de feu. Cet usage est très réglementé et assez bien contrôlé. Enfin la forêt est une protection contre les avalanches.

Andorre.

¹⁰²- Habituellement la *pleta* (ou le *pletiu*, ou l'*andar*) est un espace fermé ou clôturé, dans un pré ou un pâturage, où l'on rassemble les ovins pour la nuit. Ces enclos sont provisoires, parfois pour une seule nuit, et constitués de claies mobiles en bois (les *cledes*), de filets à grosses mailles soutenus par des piquets (les *puntals*) ou, dans les clairières en montagne, de buissons et de branchages que l'on entasse pour l'occasion afin d'obstruer les entrées. Une de ces *cledes* peut être déplacée par le berger pour faire entrer ou sortir le troupeau qui y pernocte. Ce système était utilisé pour fumer directement les champs, la *pleta* ou l'*andar* étant déplacé après quelques nuits, et ainsi de suite jusqu'à ce que toute la parcelle soit couverte. Il était aussi utilisé pour parquer les bêtes pendant la nuit dans la zone des *cortals*, afin d'éviter qu'elles ne s'égaillent ou qu'elles ne broutent les parcelles cultivées (J. Becat, *Mutations...*, id.).

À Mentet, cette seconde zone est également très claire. Il s'agit de deux ensembles : l'Alemany, où les parcelles cultivées et les cortals forment une zone continue et, d'autre part, la basse et la moyenne vallée de Queret, où la carte du XVIII^e siècle indique déjà des terres défrichées. Les versants voisins, en particulier les *solans*, étaient pacagés au printemps et à l'automne, avant et après l'envoi du bétail aux estives.

3.- Le reste constitue la plus grande partie du territoire, c'est la *muntanya* - la montagne au sens de pacage d'estive -, utilisée en été par des troupeaux communs grâce à des droits d'usage au pacage. Il en est ainsi dans toutes les Pyrénées catalanes, sans exceptions.

La haute montagne n'est utilisée qu'en été. La propriété est toujours collective ou commune, l'utilisation collective et les décisions sur les affectations des estives et les circuits se font suivant les coutumes et sont modifiées par consensus des usagers.

L'usage est toujours collectif, avec formation en juin de troupeaux communs, la *vacada* (les vaches qui ne sont pas utilisées pour le labour), *l'eugassada* (juments et mules), et les *ramades*¹⁰³. Cela offre un double avantage. D'une part le gardiennage par un seul *vaquer* ou *eugasser*, voire par une équipe de *pastors* et d'aides-bergers, permet de libérer des bras qui seront utiles pour la fenaison, pour les travaux agricoles et pour les transports de l'été, dans les villages et dans les *cortals*. Ensuite cela permet une gestion plus rationnelle des pacages d'été, avec une rotation sur deux ou trois estives.

La *vacada* utilise successivement trois estives, souvent voisines, en juillet, août et septembre, la montée à la première estive se faisant en fin juin et la descente en fin septembre. Les ovins suivent et utilisent la première estive quand le gros bétail passe à la seconde, et ainsi de suite.

Chaque estive a une seule cabane pastorale pour le vacher, la *cabana* ou la *barraca*. C'est ce sens que recueille la toponymie. Il y avait éventuellement une seconde *cabana* pour *l'eugasser*, toujours séparée afin que les troupeaux ne puissent pas se mélanger si les gardiens le souhaitaient. Le troupeau communal est rassemblé

¹⁰³ - *Ramada* : grand troupeau transhumant, formé par plusieurs troupeaux individuels, qui pacagent en été une montagne, c'est-à-dire une estive. Les *ramades* ont le plus souvent entre 500 et 2.000 têtes de bétail (J.Becat, *Mutations...*, id.)

pour la nuit dans une *jaça*¹⁰⁴, le plus souvent une grande clairière ou un fond d'auge dégagé dans la partie inférieure de l'estive.

Soit le cycle des ovins est différent, s'il y a des espaces qui leur sont réservés, soit il s'adapte à celui des bovins, qu'il vient compléter. Dans tous les cas les ovins sont utilisés en mai et juin pour fumer les champs et les prés. Par petits troupeaux de cinquante à quelques centaines de têtes ils pacagent pendant la journée dans les environs et dans les forêts des versants et ils sont parqués tous les soirs dans les *pletes* et les *andars* installés dans les champs. À partir de fin juin, dans les estives, les ovins repassent sur les pelouses déjà pacagées puis ils gagnent les hauts versants, les *comes* et les cirques perchés que les bovins n'avaient pas pu atteindre, à cause des pentes ou parce qu'il y avait encore de la neige. Dans chaque estive il est habituel qu'il y ait plusieurs *orris*¹⁰⁵ car il y avait souvent plusieurs troupeaux collectifs d'ovins, ou bien les grandes *ramades* étaient divisées en plusieurs troupeaux pour un meilleur pacage dans les vallées au relief contrasté.

À Mentet, les estives avec droits de pacages occupent la majeure partie du territoire. On y observe tous les types d'estives : d'abord les estives des hautes vallées qui dominent les zones des *cortals*, ensuite les *Pasquers Reials*¹⁰⁶, c'est-à-dire l'ensemble de Pomarola, du Callau, de Campmagre et de Coma Ermada, et enfin des *emprius*¹⁰⁷ dans la haute vallée de Queret. L'utilisation de ces estives était conforme au schéma que nous venons de décrire. La carte de l'usage pastoral traditionnel de la

¹⁰⁴ - La *jaça* (pluriel : *les jaces*) est un pré ou une clairière pastorale non clôturés, où le bétail est groupé (et fixé par la distribution du sel) pour la nuit, pendant l'estive en montagne (J.Becat, *Atlas de Catalunya Nord*, lexique).

¹⁰⁵ - L'*orri* est soit une cabane de berger en pierres sèches, recouverte de mottes de terre, soit un ensemble formé par une cabane et son enclos, le *corral*. Celui-ci a souvent une forme allongée et sinueuse; il est ouvert à ses deux extrémités, de telle manière que les brebis, circulant à l'intérieur, soient canalisées par trois ou quatre de front. Le berger, bien que seul, pouvait alors les contrôler ou les traire. Chaque secteur bien différencié d'une estive a un *orri*, en général près d'un point d'eau, d'un *rierol* ou d'une *mollera* (J.Becat, *Mutations...*, id.).

¹⁰⁶ - Les *Pasquers Reials* de Mentet, comme les autres *Pasquers Reials* de Catalogne Nord étaient la propriété des comtes-rois de Catalogne, puis des rois de France ou de ceux à qui ils avaient été cédés. Ces "Pacages Royaux" sont des pâturages de haute montagne concédés aux habitants des communautés voisines pour le pacage et l'utilisation du bois d'oeuvre pour les besoins locaux. L'étude présente une autre zone de *Pasquers Reials*, la vallée du Querol et le Campcardós (Propriétés et droits de pacage en Catalogne), avec les actes de concession et de confirmation de droits d'usage datant du Moyen-Âge.

¹⁰⁷ - Un *empriu* est un territoire dont l'usage est partagé par deux communes ou deux *veïnats* (hameaux), l'un des deux ayant la propriété du sol. Mais l'*empriu* est aussi la zone de terrains communs qui enveloppe les parcelles privées de la zone de *cortals*, où les propriétaires peuvent faire pacager leur bétail avant et après la montée aux estives. La notion est cependant la même puisqu'il s'agit aussi d'un partage d'usage, qu'il s'agisse des éleveurs de deux communes ou des propriétaires de divers *cortals* (J. Becat, *Mutations...*, id.).

commune de Mentet, localise les éléments généraux que nous venons de décrire.

L'emplacement des *jaces* ponctue les déplacements successifs du bétail, bovins et équin d'abord, ovins ensuite. La montée en estive se faisait par étapes. En témoignent, dans chaque vallée, les *jaces* étagées depuis le village ou les *cortals* jusqu'à la haute montagne :

- Jaça del Fuster, Jaça del Mig, Jaça del Baró, Jaça del Bac et Jaça de les Artigues dans la vallée de Queret ;
- Jaça de l'Alemany, Jaça dels Salits, Jaça Grossa, Jaça de Jan de Déu et Jaça dels Xais dans la vallée de l'Alemany ;
- Jaça dels Clots et Jaça del Quintà, el Jaçal et la Jaça Vella, la Jaça del Callau pour la vallée du Ressec.

L'utilisation successive, par rotation, des estives de haute montagne apparaît aussi à travers l'emplacement des *jaces*, des *cabanes* et des principaux *orris*, au coeur de chacune de ces estives : Orri de la Jaça Grossa, Cabana de la Jaça dels Xais, Cabana dels Caps dels Rocs, Cabana de Pomerola, Cabana del Callau.

Ces points de fixation et de surveillance du bétail montrent l'utilisation organisée de l'ensemble du territoire et les étapes du pacage du gros bétail. Les ovins pacagent davantage les *comes*¹⁰⁸, les hautes pentes et les crêtes, moins accessibles aux bovins et dont l'herbe plus courte.

La toponymie démontre également la marque de la vie pastorale dans la commune de Mentet :

- La Coma de Bacivers et la Jaça dels Xais attestent de l'usage très ancien de ces hautes vallées comme estives pour les ovins. Traditionnellement, en effet, la *baciva* était un troupeau formé par les jeunes brebis qui ne sont pas en âge d'agneler et par les jeunes moutons destinés à la boucherie, séparés du troupeau principal ou de la *ramada*. On leur réservait les plus mauvais pâturages d'estive ou les lieux d'accès plus difficile¹⁰⁹, car les meilleures *montanyes* étaient pour les brebis allaitantes ou destinées à la traite. C'est ce qui se passait à Mentet, où la Jaça dels

¹⁰⁸ - Une *coma* est une haute vallée glaciaire dans l'étage subalpin supérieur et dans l'étage alpin, qui constitue une estive bien individualisée, de dimension moyenne, souvent réservée aux ovins (J. Becat, *Mutations...*, id.).

¹⁰⁹ - Les lieux-dits *baciva* ou *bacivers* sont toujours des hautes vallées ou des cirques perchés encombrés de moraines rocheuses, des zones à pelouses écorchées ou à éboulis ou des pacages en exposition nord, comme par exemple les fameuses Comes de Bacivers, à la Carançà et à Mentet, en Catalogne Nord, connues de tous les amateurs de grandes randonnées (J. Becat, *Mutations...*, id.).

Xais (la *jaça* des agneaux, donc des brebis allaitantes) est située dans les meilleurs pâturages de la vallée principale.

- La Mala Girada : la *girada*¹¹⁰ est le parcours journalier d'un troupeau d'ovins en estive.

- Le Pas de les Vaques et le Portell Tancat témoignent des étapes de la montée en estive et de leur organisation. Le *pas* est un passage, mais aussi une entrée ; le *portell*¹¹¹ est un passage étroit, facile à fermer, qui sert de séparation entre les estives.

- La qualité des estives apparaît aussi à travers les noms. Le Solell Bonic est un bon pâturage. La Coma Ermada et le Pla de Campmagre¹¹² le sont moins. En effet ce *solell* (dérivé de *solà*) est qualifié de *bonic*, donc bien exposé, où la neige fond plus vite et où l'herbe est meilleure. *Ermada*¹¹³ indique la présence de pelouses rases dans cette *coma* et sur le *pla*.

L'usage pastoral contemporain de la commune de Mentet

Nous disposons des éléments précis (rapports, enquêtes, cartes) qui montrent l'utilisation pastorale constante du territoire de Mentet et l'exercice des droits d'usage au pacage des éleveurs qui y résident durant la seconde moitié du XXe siècle.

Au cours du XXe siècle, l'exode rural s'était accentué. La seconde guerre mondiale, avec son cortège de représailles contre les habitants de Mentet (évacuation et interdiction d'y retourner) a constitué le dernier coup. La paix revenue, toutes les familles ne sont pas revenues, même si les troupeaux ont repris le chemin des estives. Également, Mentet fut le dernier village des Pyrénées-Orientales à avoir l'électricité et une route pour y accéder. En 1980

¹¹⁰ - Une *girada* : dans un champ la *girada* est la tournière. C'est aussi l'action de faire faire un demi-tour à un troupeau ou à une *ramada*, et l'espace qui est nécessaire pour effectuer cette manoeuvre (J. Becat, *Mutations...*, id.).

¹¹¹ - Le *portell* (dérivé de porte) est un passage étroit le long d'un chemin, à l'entrée d'une estive, que l'on peut fermer avec des barres de bois, avec de gros branchages ou un jeune pin mis en travers, afin d'empêcher les animaux en estivage de redescendre vers les *cortals* ou de passer dans une autre *muntanya*. Chaque estive a son (ou ses) *portell*. *Tancar el portell* signifie à la fois obstruer ce passage et mettre le troupeau en estive (J. Becat, *Mutations...*, id.).

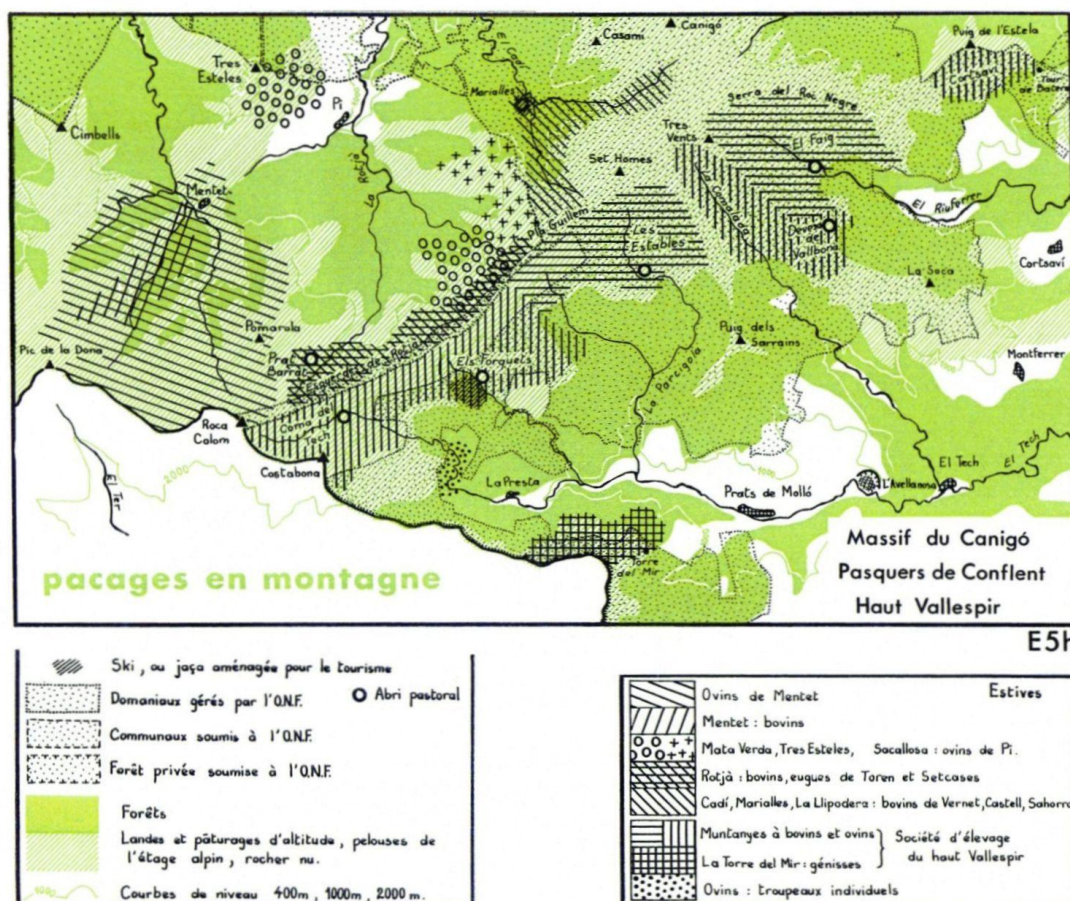
¹¹² - Campmagre = *camp magre* ou *camp agre*. Dans les deux cas il s'agit de pacages de peu de qualité. 1) *Camp magre* : Maigre. De peu de substance. *Una vegetació magra. Un terreny magre* (selon le *Diccionari de la llengua catalana* de l'IEC). 2) *Agre* désigne un mauvais pâturage. Le contraire est *dolç* : pâturage où l'herbe est de bonne qualité, où les ovins pacagent avec profit. (J. Becat, *Mutations...*, id.).

¹¹³ - Un *erm* est lieu non cultivé, aride, avec une végétation clairsemée, formée surtout par des plantes herbacées ou par de petits buissons (selon le *Diccionari de la llengua catalana* de l'IEC).

elle n'était pas encore déneigée en hiver¹¹⁴. Cependant, si on constate une contraction de la population ou le passage à une double résidence¹¹⁵, l'ensemble du territoire de montagne continue à être utilisé et pacagé.

L'usage pastoral de la commune de Mentet en 1977

(Selon J. Becat : *Atlas de Catalogne Nord*, éd. Terra Nostra, Prades, 1977, planche E5h)



Au cours des années 1970, la charge pastorale avait beaucoup diminué par rapport à la post-guerre, mais l'ensemble du territoire était utilisé, d'une manière mi-extensive. C'est ce qui a été constaté dans l'*Atlas de Catalogne Nord*¹¹⁶ et par les techniciens et ingénieurs de la

¹¹⁴ - Cette évolution démographique et économique est décrite dans le rapport de l'Action thématique programmée du CNRS, "Observation du changement social" : *La vallée de la Rotjà*, par Jean Becat, Claudine Fabre et al., Université de Perpignan, 1981, 119 p.

¹¹⁵ - En hiver en Languedoc ou dans la plaine du Roussillon, ou dans les collines et les massifs méditerranéens qui l'entourent, en été au village de Mentet.

¹¹⁶ - Jean Becat : *Atlas de Catalogne Nord*, Prades, 1977, planche E5h, reproduite ci-après

Chambre d'Agriculture et de la Société d'Élevage des Pyrénées-Orientales, qui s'efforçaient de stabiliser l'élevage montagnard et de créer des groupements pastoraux. Sur Mentet les ovins utilisaient l'ensemble du territoire, mais se concentraient en été plutôt vers les Pasquers Reials, c'est-à-dire la vallée du Ressec, le Pla Segalà et le Callau, ainsi que les Plans de Campmagre et de Coma Ermada, avec une surveillance régulière mais intermittente plus qu'un gardiennage constant. Les bovins et les équins, également en pacage libre avec surveillance régulière, utilisaient la vallée de l'Alemany et le fond des hautes *comes*.

À la charnière des années 1980-1990 et au début des années 1990, l'ensemble du territoire était utilisé¹¹⁷, avec une charge pastorale modérée.

- Comme aujourd'hui, les ovins suivaient un circuit dans les estives de l'ouest de la commune. Du 15 juin au 15 août ils pacageaient les zones du Coll de Pal et de la Serra de Queret, puis la Coma de Bacivers, la Coma de la Dona et la haute vallée de l'Alemany, de la Jaça dels Xais à la Portella de Mentet. Du 15 août au 1er octobre, ils suivaient un chemin inverse, jusqu'à la Serra de Queret et au Roc de l'Alemany.

- Les équins et les bovins pacageaient les estives de l'est. Du 15 juin au 15 août, leur circuit les portait de Pomarola au Pla de Campmagre, puis au Callau et au Pla de Coma Ermada. Ils atteignaient alors la Portella de Mentet et la Serra de la Portella jusqu'aux Collets Verts. Du 15 août au 1er octobre, ils utilisaient les vallées moyennes, d'une part la vallée de l'Alemany (la Jaça Grossa, les Soques et l'Alemany), et d'autre part la vallée du Ressec (la Mala Girada, els Orriets).

- En demi-saison et en hivernage, les ovins et les équins de Mentet restaient près du village. En octobre, ils s'attardaient dans la vallée de Queret et dans la basse vallée de l'Alemany. Puis ils restaient sur les anciennes terrasses de culture et sur les versants voisins (el Ressec, Serrat de l'Hereu).

L'usage pastoral actuel de la commune de Mentet

De l'automne au printemps, sauf lorsque la neige empêche le pacage, les troupeaux de Mentet demeurent aux environs du village. Ils utilisent la plupart des anciennes terrasses de culture, devenues des friches ou des pâturages naturels, ainsi que les espaces de pâturages voisins (els Tarters et la Solanella au nord, el Ressec et la Pinosa au sud, ainsi que la basse vallée de l'Alemany), qui avaient déjà autrefois cette fonction de pâturages de demi-saison et d'hiver. Mi-spontanée, mi-pactée entre les éleveurs, une répartition de ce territoire s'opère entre les ovins et les équins. Les brebis laitières sont accompagnées par le berger, les chevaux et juments ont une surveillance discontinue, comme c'est partout le cas aujourd'hui dans ce type

¹¹⁷ - Sources : 1) Enquêtes et travaux de terrain de Joan Pere Gensane et de Joan Becat, sur la végétation et l'utilisation du territoire, pour le compte des Réserves de Py et de Mentet. 2) Rapport du président du

d'élevage extensif.

En été, de juin à septembre-octobre, ce sont les pacages de moyenne et de haute montagne, ou estives, qui sont utilisés sur l'ensemble de la commune, sur la base d'une répartition concertée.

- Le gros bétail de Mentet utilise la vallée du Ressec et l'ensemble des Pasquers Reials, c'est-à-dire Pomarola, el Callau, Campmagre et Coma Ermada, ainsi que les hauteurs entre les Forquets et l'Alemany. Il y retrouve les bovins de Pi et de Saorra. Cela donne une cohérence avec les pacages de Rotjà (sur Pi), qui accueillent des bovins et des équins du Conflent et de Molló et Setcases pendant tout l'été. Cela évite aussi les éventuels problèmes liés à la cohabitation entre les ovins et le gros bétail sur un même pacage, dont on sait qu'ils ont des manières de brouter différentes. Traditionnellement, ou bien les zones de pacages étaient séparées (c'est le système actuel à Mentet), ou bien les ovins suivaient les bovins sur la même estive, mais à des mois différents.

- Les ovins de Mentet utilisent d'abord la vallée de Queret et, sur les hauteurs qui vont du Planell de l'Orri jusqu'au Coll de Pal, ils retrouvent les ovins venus de Nyer, qui ont gagné les estives par En, le Roc dels Trepassats et le Collet del Monjo. Ils forment alors une *ramada* commune pendant le reste de l'été.

Nous pouvons observer que l'exploitation actuelle de la montagne s'insère exactement dans les normes d'usage anciennes : la partie haute de Queret ainsi que les crêtes douces et les plans sommitaux étaient des pacages appartenant à la commune de Nyer, mais d'utilisation commune avec Mentet, comme l'indique clairement la toponymie : le *Camí de l'Empriu*, utilisé par les uns et par les autres comme chemin d'accès aux pacages, forme la limite à flanc de vallée des territoires d'usage commun. Le second chemin d'accès à partir de Mentet va au Coll de Pal par la vallée de l'Alemany et par la Jaça Grossa et franchit la Serra de Queret¹¹⁸ : c'est le *Camí Ramader de Mentet*. Comme son nom l'indique, c'est un chemin d'accès des troupeaux d'ovins vers les estives.

La *ramada* actuelle utilise ensuite les hautes surfaces douces ou peu pentues de la Serra Gallinera et toutes les *comes* situées à l'ouest de la commune de Mentet. La *jaça* principale est dans le fond de la Coma de Bacivers, au-dessus de la Barraca de l'Alemany. Là aussi, on retrouve la pratique actuelle d'un usage très ancien de cette haute vallée comme estive pour les ovins.

Groupement pastoral de Mentet au maire de Mentet, daté du 4 décembre 1992, 7 pages.

¹¹⁸ - Du Coll de Pal à Mentet, ce *Camí Ramader* est aujourd'hui emprunté par le GR 10-36.

Territoire et droits d'usage en Catalogne Nord

L'exemple de Mentet (Conflent)

Documents annexes:

Document 1.- La toponymie et le territoire de la commune de Mentet.

par Joan Becat

Document 2.- Les sociétés de Py et de Mentet et les achats spéculatifs des années 1960-1970

(extrait de *La vallée de la Rotjà*, sld J. Becat, CNRS, ATP Observation continue du
changement social et culturel, Perpignan, 1981, ronéoté, pages 23-26 et 49-63)

Document 3.- Le projet avorté de station de ski de Pi et Mentet (1964-1970)

**Territoire et droits d'usage
en Catalogne Nord
L'exemple de Mentet (Conflent)**

Document annexe n°1

**La toponymie et le territoire
de la commune de Mentet**

par Joan Becat

Les sources cartographiques sont les cartes IGN actuelles et anciennes (dites de l'État-Major), le cadastre actuel, le premier cadastre de Mentet, daté de 1824 et une carte de Mentet non datée mais que l'on peut situer au XVIII^e siècle (voir pages 9 et 10).

Transmise à l'IGN, Institut Géographique National, la correction des toponymes de Mentet s'est appuyée sur des enquêtes et sur la publication très complète et fouillée de M. Jean Rigoli: "Toponymie de Mentet", 1995, 108p, microédition, 21x27cm.

Le territoire de Mentet est réparti sur deux cartes IGN de la série TOP25 :

- la carte n° 2250ET : Bourg-Madame-Mont-Louis (dernière édition 1991)
- la carte n° 2349ET : Massif du Canigou (dernière édition 1991).

Dans la liste suivante, ordonnée selon l'ordre alphabétique des noms en catalan, la seconde colonne recueille les noms de la carte IGN en service et les toponymes du plan cadastral (en italiques).

Coord. I.G.N.	Forme correcte proposée, nature du lieu-dit et feuille cadastrale	Nom sur les cartes en service <i>Nom sur le cadastre</i>
596-18	els Abeuradors [Id] /B2	-
594-16	els Aiguerols de Bacivers [Id/sce] /B1	-
596-18	l'Alemanys [Id] /B2	l'Alemanys <i>Lalemany</i>
597-18	l'Avetosa [Id] /B2	-
597-18	el Bac [Id] /B2	le Bac <i>Lo Bach</i>
594/595-19	Bac del Baró [Id] /B2	-
596/597-18	la Baga [Id] /B2	la Baga
595-15	la Baga de la Portella [Id] /B1	la Baga de la Portella <i>Bague de la Portelle</i>
597-16	Baga dels Beços [Id] /A3	-
596-17/18	Baga dels Collets [Id] /B1	<i>Bague des Couillets</i>
595-16	Barraca dels Alemanys [bât] /B1	<i>Baraque des Allemands</i>
595/596-17	Barraca dels Italians [Id] /B1	-
597-19	el Bosigot [Id] /A1	<i>Lo Bousigot</i>
595-16	Cabana de la Jaça dels Xais [berg] /B1	C.ne
597-15	Cabana del Callau [berg] /A3	C.ne
595-20	Cabana de l'Orri [berg] /sur Nyer	C.ne
597-17	Cabana dels Caps dels Rocs [berg] /B2	C.ne
598-17	Cabana de Pomerola [berg] /A2	Cabane de Pomarole
597/598-14/15	el Callau [Id] /A3	el Callau <i>Lo Caillau</i>

597-19	Camí de Carlemany [sent] /B2	-
596-20/597-19	Camí de la Farga Vella [sent] /A1	<i>Chemin rural de Sargue Beille au Bourg</i>
597-19	Camí del Bac [sent] /A1/B2	<i>Chemin rural dit del Bach</i>
597-19/598-20	Camí del Coll [sent] /A1	<i>Chemin rural du Bourg au Coll</i>
594-18/20	Camí de l'Empriu, ou: Carrerada de l'Empriu [sent] /B2	-
595/596-20	Camí del Pic de l'Orri [sent] /B2	-
598/599-18	Camí del Pla Segalà [sent] /A1/A2	<i>Chemin rural dit du Pla Ségala</i>
597-19	Camí dels Camps dels Plans [sent] /A1	<i>Chemin rural dit des Camps des Plas</i>
594-14/597-18	Camí dels Collets Verds [sent] /B1/B2	-
597-19/598-17	Camí dels Orriets [sent] /A1/A2	-
597-19/20	Camí de Nyer [sent] /A1	<i>Chemin rural de Nyer au Bourg</i>
598-19/599-14	Camí de Nyer a Espanya [s] /A1/A2/A3	<i>Chemin de Nyers en Espagne</i>
595/599-14	Camí de Prats de Molló a Núria [s] /A3	<i>Chemin rural de Prats de Mollo en Espagne, Chemin rural de Prats-de-Mollo à Noury (cadastre 1824)</i>
595/596-19	Camí de Queret [sent] /B2	-
594-14/597-19	Camí de Setcases [sent] /B1/B2	<i>Chemin de Sept Cases à Mentet</i>
593-18/595-17	Camí Ramader de Mentet [sent] /B2	-
596-18	Camp de l'Om [ld] /B2	-
597-19	Camp del Turó [ld] /A1	-
597/598-19	Camps del Bac [ld] /A1	<i>Camps del Bac</i>
597/598-20	Camps del Coll [ld] /A1	<i>Camps del Coll</i>
598-20	Camps del Courrier [ld] /A1	-
597-19/20	Camps del Lleguma [ld] /A1	<i>Camps del Lleguma</i>
597-19	Camps dels Plans [ld] /A1	<i>Camps des Plas</i>
598-18	Canal de l'Ós [gorge] /A2	-
597-18	Cap del Bac [ld] /B2	-
597-18	Cap del Bac de Dalt [ld] /B2	Cap del Bac
597-17	Caps dels Rocs [ld] /B2	Caps dels Rocs
597-19	els Casots [ld] /A1	Los Casots
599-16	Cim de Pla Segalà [som] /A2	<i>Cime de Pla Ségala</i>
599-16	Cim de Pomerola [som] /A2	Cime de Pomarole
		<i>Cime de Pomarole</i>
597-18	Clot d'Espantallops [ld] /B2	Clot d'Espantallops
		<i>Clot d'Espente Llups (cad. 1824)</i>
597-18	Clot del Tallat [ld] /B2	-
598-16/17	els Clots [ld] /A2	-
593-18	Coll del Pal [ld] /B2	Coll del Pal
		<i>Coll del Pal</i>
598-20	Coll de Mentet [col] /A1	Col de Mentet
596-16	Collets Verds [ld] /B1	Collets Verts
593/594-16	Coma de Bacivers [ld] /B1	Coma de Bassibès
593/594-15	Coma de la Dona [ld] /B1	Coma de la Dona
		<i>Coma de la Donne</i>
594/595-15	Coma de la Portella [ld] /B1	Coma de la Portella
594-16/17	Comarca de Bacivers [ld] /B1	-
595-19	els Corralots [ld] /B2	-
594/595-17	Còrrec de Bacivers [torr] /B1	R.au de Bassibès
		<i>Ravin de Bassivès</i>
597/598	Còrrec de Campmagre [torr] /A2/A3	R.au de Campmagre
		<i>Ravin du Pla de Camp Magre</i>
596-14/15	Còrrec de Coma Ermada [torr] /A3	R.au de Coma Armade
		<i>Ravin du Pla de Coma Armade</i>
594-18	Còrrec de la Jaça del Bac [torr] /B2	<i>Ravin de la Jasse del bach</i>
597/598-17	Còrrec de la Mala Girada [torr] /A2	Ravin de la Male Girade
		<i>Ravin de la Male Girade</i>

597/598-19	Còrrec de la Pinosa, ou: Còrrec dels Miquelets [torr] /A1	<i>Ravin des Miquelets</i>
596/597-20	Còrrec de la Rosta [torr] /A1	<i>Ravin de la Rosta</i>
598-17/18	Còrrec de la Socarrada [torr] /A2	<i>Ravin de la Soucarade</i>
596-18/19	Còrrec del Camp de l'Om [torr] /B2	<i>Ravin del Camp de Lurm</i>
597-19	Còrrec del Coll [torr] /A1	<i>Ravin del Coll</i>
593-18	Còrrec del Coll del Pal [torr] /B2	<i>Ravin del Coll del Pal</i>
596-19	Còrrec de les Granyotes [torr] /B2	<i>Ravin des Gragnoutes</i> <i>Ravin des Gragnoutes</i>
598-18	Còrrec del Ferrador [torr] /A1	<i>Ravin du Ferradou</i> <i>Ravin del Serradou</i>
596-17	Còrrec del Pas de les Vaques [t] /B1/B2	<i>Ravin de las Baques</i>
595/596-18	Còrrec dels Abeuradors [torr] /B2	<i>Ravin des Abennadous</i> <i>Ravin des abeuradous (cad. 1824)</i>
596-17/18	Còrrec dels Salits [torr] /B1/B2	<i>Ravin des Salits</i> <i>Ravin del Salits</i>
594-19	Còrrec dels Caps dels Rocs [torr] /B2	<i>Ravin de Caps-dels-Rocs</i> <i>Ravin des Caps des rocs</i>
598-17/18	Còrrec dels Clots [torr] /A2	<i>Ravin des Clots</i> <i>Ravin des Clots</i>
595/596-18	Còrrec del Solà de l'Alemanys [torr] /B2	<i>Ravin del Soula de Lalemany</i>
594/595-19	Còrrec del Solà de la Serp [torr] /B2	<i>Ravin de Sola-de-la-Serp</i> <i>Ravin del Soula de la Serp</i>
596/597-20	Còrrec del Solà del Blai [torr] /A1	<i>Ravin de Sola-de-Blau</i> <i>Ravin del Soula del Blai</i>
594/595-19	Còrrec del Solà de l'Esperella [torr] /B2	<i>Ravin del Soula de l'Espereille</i>
595-19/20	Còrrec del Solà del Mig [torr] /B2	<i>Ravin del Soula del Mix</i>
595-19/20	Còrrec del Solà de l'Orri [torr] /B2	<i>Ravin du Sola de l'Orry</i> <i>Ravin del Soula de Lorry</i>
598-18	Còrrec dels Orriets [torr] /A2	<i>Rav. des Orriets</i> <i>Ravin des Ouriets</i>
596-19	Còrrec Fosc [torr] /B2	<i>Ravin-Fosc</i> <i>Ravin Fusc</i>
594-17	Corregada de Bacivers [ld/torr] /B1	-
596-19	Cortal R.nes /B2	-
596-20	Cortal de la Farga Vella R.nes [berg] /A1	-
595-19	Cortal de la Jaça del Mig [berg] /B2	-
596-18	Cortal de l'Alemanys [berg] /B2	<i>Lalemany</i> <i>Cortal de Lalemany (cadastre 1824)</i>
597-19	Cortal de la Mulsa R.nes [berg] /B2	-
597-19	Cortal del Cim del Prat [berg] /B2	<i>Cortal del Sim del Prat (cad. 1824)</i>
595-19	Cortal dels Corralots [berg] /B2	<i>Cortal de Corralots</i>
596-18	Cortal dels Pradets R.nes [berg] /B2	<i>Cortal dels Pradets R.nes</i> <i>Cortal des Pradets (cadastre 1824)</i>
596-18	Cortal del Tramesor Rnes [berg] /B2	<i>Cortal del Tramesou (cad. 1824)</i>
597-19	Cortal de Prat Barrat R.nes [berg] /B2	<i>Cortal de Prat Barrat (cad. 1824)</i>
596-20	Cortal Nou R.nes [berg] /B2	<i>Cortal Nou (R.nes)</i>
596-19	Cortals de Queret R.nes [berg] /B2	-
597-19	la Costa [ld] /A1	-
596-19	la Costa del Mixó [ld] /B2	-
594-15	Cova de la Dona [ld] /B1	-
594-16	Cova de les Gralles, ou: Cova de les Encantades [ld] /B1	-
595-16	Costa de les Soques [ld] /B1	-
598-18	Creu de Moscalló [rep] /A17A2	-
599-18	Creu de Pla Segalà [rep] /A2	-
598-19	la Descàrrega [ld] /A1	<i>la Descargue</i>
597-16	Devesa de Surroca [ld] /A2	-

597-19	la Farga [ld] /B2	<i>La Fargue</i>
596-20	la Farga Vella [ld] /A1	la Farga Vella <i>La Sargue Beille</i>
594-16/17	Feixa de Bacivers [ld] /B1	-
597-19/20	Feixa de la Miralla [ld] /A1	-
597-19/20	Feixa del Cirer [ld] /A1	-
597-19	Feixes dels Vaquers, ou: Camps dels Vaquers [ld] /A1 -	-
594-16	Font de l'Aixeta [sce] /B1	-
593-18	Font de la Perdiu [sce] /B2	-
598-19	Font de la Pinosa [sce] /A1	Font de la Pinouse
593-18	Font del Coll del Pal [sce] /B2	Font del Coll del Pal <i>Fontaine</i>
598-20	Font del Courier [sce] /A1	-
595-16	Font de les Soques [sce] /B1	Font des Soques
598-14	Fonts del Mentet [sce] /A3	Source du Mentet
597-19	Font dels Vaquers [sce] /A1	-
597-20	Font del Vinagre [sce] /A1	Font del Vinagre
598-18	Font de Moscalló [sce] /A1	Font de Mouscaillou
598-16	Font de Pomerola [sce] /A2	Font de Pomarole
597-19	Font Pixanera [sce] /A1	-
597-19	la Fonteta [sce] /A1	-
597-17	els Forquets [ld] /B1	les Fourquets
597-19	el Gelat [ld] /A1	le Jalat <i>Lo Jalat</i>
596-20	Gleva de Pocaroba, ou: Llis de Pocaroba [ld] /B2	-
597-20	la Grevolosa [ld] /A1	<i>La Garbelouse</i>
595-17	Jaça de Jan de Déu [ld] /B2	-
596-18	Jaça de l'Alemaný [ld] /B2	Jasse de l'Alemaný
594-18	Jaça del Bac [ld] /B2	-
594-19	Jaça del Baró [ld] /B2	Jasse del Baró <i>Jasse del Baron (cadastre 1824)</i>
597-15	Jaça del Callau [ld] /A3	Jassa del Callau
594-18	Jaça de les Artigues [ld] /B2	Jasse des Outrigues <i>Jasse de las Artigues (cad. 1824)</i>
596-20	Jaça del Fuster [ld] /B2	-
595-19	Jaça del Mig, ou: Camp de Queret [ld] /B2	Jasse del Mig
597-18	Jaça del Quintà [ld] /A2	-
598-18	Jaça dels Clots [ld] /A2	-
596-18	Jaça dels Salits [ld] /B2	-
595-16	Jaça dels Xais [ld] /B1	Jassa del Chaï
595-17/18	Jaça Grossa [ld] /B2	<i>Jasse Grosse</i>
596-17	la Jaça Vella [ld] /B2	-
597/598-17	el Jaçal [ld] /A2	al Jassal
597/598-17	la Mala Girada [ld] /A2	la Male Girade <i>La Male Girade</i>
598-17/18	Malesa dels Clots [ld] /A2	-
597-19	Mentet [vil] /A1	Mantet <i>Le Village</i>
597-19	els Miquelets [ld] /A1	<i>Los Miquelets</i>
597-19	el Molí R.nes [bât] /A1	-
597-19	la Molina R.nes [bât] /B2	-
597/598-18	Mollera dels Bous [ld] /A1	-

597-15	Mollera Negra [Id] /A3	Mollera Negra
596-18	Molleres dels Abeuradors [Id] /B2	-
597-17	Molleres dels Caps dels Rocs [Id] /B2	-
597-19	el Molleriu [Id] /A1	(R.voir)
599-14	Mort de l'Escolà [Id] /A3	Mort de l'Escolà
599-18/19	el Moscalló [Id] /A1	Mouscaillou
597-19	la Mulsa [Id] /B2	<i>La Moulse (cadastre 1824)</i>
95-17	Orri de la Jaça Grossa [berg] /B2	Orri
598-18	els Orriets [Id] /A2	les Orriets <i>Los Ouriets (cadastre 1824)</i>
596-18	Pas de l'Avet [Id] /B2	Pas de l'Avet
597-18	Pas de les Guilles [Id] /B2	-
595-19	Pati de les Egues [Id] /B2	-
595-17	Pas de les Soques [Id] /B1	-
595-17	Pas de les Vaques [Id] /B1	Pas des Vaque
597-19	els Peironets [Id] /A1	<i>Los Payronets</i>
597-13	Pic de Coma Ermada [Id] /A3	Pic de Coma Armada <i>Pic de coma armade</i>
593-15	Pic de la Dona [Id] /B1	Pic de la Dona <i>Pic de la dona</i>
599-16	Pic del Cim de Pomerola [som] /A2	-
595-20	Pic de l'Orri [Id] /B2	Pic de l'Orry <i>Pic de l'Orry</i>
593-16	Pic de Serra Gallinera [Id] /B1	Pic de Serre Gallinière <i>Pic de Serre Gallinière</i>
598-19	la Pinosa [Id] /A1	la Pinouse <i>La Pinouse</i>
597-17	Pinosa dels Caps dels Rocs [Id] /B2	<i>Pinouse des Caps des Rocs (cadastre 1824)</i>
598/599-14	Pla de Campmagre [Id] /A3	Pla de Campmagre <i>Pla de Camp Magre</i>
595-14/15	Pla de la Biga [Id]	-
595/596-14	Pla de la Coma Ermada [Id] /A3	Pla de Coma Armada <i>Pla de la Coma Armade</i>
598-14	Pla de les Esquelles [Id] /A3	-
595-16/17	Pla de les Soques [Id] /B1	-
597-18	Pla de Morcilló [Id] /B2	-
599-17/18	Pla Segalà [Id] /A2	Pla Segala <i>Pla Ségala</i>
596-18	Planell de les Sociades [Id] /B2	-
594-20	Planell de l'Orri [Id] /sur Nyer	-
597-19	els Planells [Id] /B2	-
598-15/16	Pomerola [Id] /A2	Pomarole
596-20	Pont de Queret /A1/B2	-
598-13	Portella de Concrós [col] /A3	Portella de Concrós o del Callau
597/598-14	Portella del Callau [col] /A3	Portella del Callau
594-14	Portella de Mentet [Id] /B1	Porteille de Mentet <i>Porteille de Mentet</i>
595-14	Portella de Morens [Id] /A3/B1	Porteille de Morens
596-16	els Portells Tancats [Id] /B1	als Portells Tancats
596-18/19	els Pradets [Id] /B2	-
596-19	Prat de l'Alemaný [Id] /B2	-
596-18	Prat dels Cotins [Id] /B2	-
597-18	Prat de Poneta [Id] /A2/B2	-
596-19	Prats de Queret [Id] /B2	<i>Prats de Caret (cadastre 1824)</i>
597-14	Puig de la Llosa [Id] /A3	Puig de la Llosa <i>Puig de Llosa</i>
597-20	Puig del Senyor,	

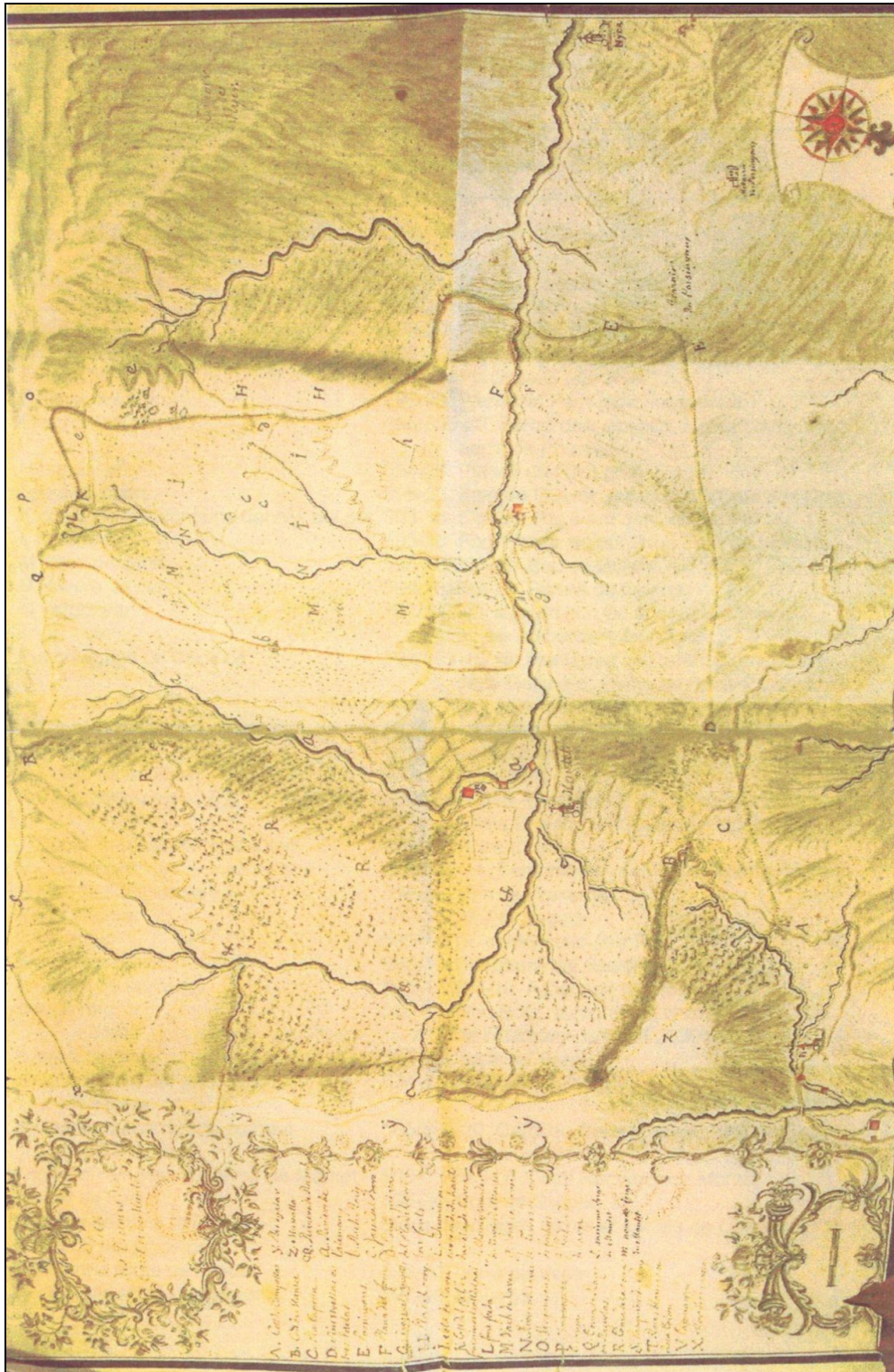
596-18	ou; Puig de Farinola [Id] /A1 Pujada dels Abeuradors, ou: Tira-qui-Pot [Id] /B2	Puig del Signor -
594-18/595-19	Queret [Id] /B2	<i>Caret</i>
595-1 595-17 597-17/19	Rec de les Soques [torr] /B1 Refugi de l'Alemaný [Id] /B2 el Ressec, ou: Ribera del Ressec [torr] /A1/A2	- Refuge de l'Alemaný Riv. du Ressec <i>El / Lo Ressec (Rivière)</i> le Ressec <i>Lo Ressec</i> -
597/598-19	el Ressec [Id] /A1	Riv. de l'Alemaný <i>Rivière de la Portaille</i> <i>Rivière de la Portaille</i> R.au d'el / del Callau <i>Ravin del Caillau</i> Riv. des Fourquets <i>Ravin des Fourquets</i> Riv. de Mentet Riv. de Caret <i>Ravin de Caret</i> -
597-19 595-17/597-19	el Ribàs [Id] /A1 Ribera de l'Alemaný [torr] /B2	<i>Rive de Camp Magre (cad. 1824)</i>
595-15/16 597-16/598-14	Ribera de la Portella [torr] /B1 Ribera del Callau [torr] /A2/A3	Roc Colom <i>Puig de Roc Colom</i> <i>Puig de Roque Couloum (c. 1824)</i> 1571m Roc de l'Alemaný -
596-15/597-17	Ribera dels Forquets [torr] /B1	-
596-19/20 594-18/596-19	Ribera de Mentet [torr] /A1/B2 Ribera de Queret [torr] /B2	2463m <i>Roc de la mort de l'escoula</i> -
597-16 598-14/15 598-13	Riberal del Callau [Id] /A3 Ribes de Campmagre [Id] /A3 Roca Colom, ou: Puig de Roca Colom, ou: Roc Colom [som] /A3	-
596-19 596-18 597-17 597-20 599-14	Roca de la Mulsa [Id] /B2 Roc de l'Alemaný [Id] /B2 Roc de la Miranda [Id] /B2 Roc de la Moixera [Id] /A1 Roc de la Mort de l'Escolà [rep] /A3	2294m <i>Gros roc del Coll del Pal (cad. 1824)</i> Roc del Gagnaut <i>Roc del Gagnaut</i> -
597-18 597-19 593-18	Roc de la Quilla [Id] /B2 Roc del Bac [Id] /B2 Roc del Coll del Pal [rep] /B2	-
597-19	Roc del Ganyau [Id] /A1	-
597-18 599-15 597-20 598-18 597-20 594-14 598-18 597-19 598-16 597-18	Roc del Pelat [Id] /B2 Roc del Salt dels Cans [Id] /A3 Roc dels Burros [Id] /A1 Rocs dels Carmellers [Id] /A1 Roc dels Guardes [rep] /A1 Roc dels Jueus [Id] /B1 Roc dels Tremolosos [Id] /A1 Roc de Matakans [Id] /A1 Roc Miner [Id] /A2 Roc Planer, ou: Roc d'Espantallops [Id] /B2	1949m -
597-15 594-16/17 597-20	Rocs Blancs [Id] /A2 Roques Roges [Id] /B1 la Rosta [Id] /A1	<i>Roc Miner (cadastre 1824)</i> -
597-20	les Salines [Id] /A1	Rocs Blancs - <i>La Roste</i> -

593-15/596-17	Serra de Bacivers [Id] /B1	Serre de Bassibès <i>Serre de Bassibés</i> Serre de la Dona
593-15/594-14	Serra de la Dona [Id] /B1	-
595-14/15	Serra de la Portella [Id] /B1	-
596/597-15	Serra del Callau [Id] /A3	<i>Serre del Caillau (cadastre 1824)</i>
598-19	Serra de les Descàrregues [Id] /A1	<i>Serre de las Descargues (c. 1824)</i>
597-20	Serra del Pou [Id] /A1	Serra del Pou <i>Serre del Pou (cadastre 1824)</i>
598-19	Serra del Roc dels Carmellers [Id] /A1	-
599-14/15	Serra del Salt dels Cans [Id] /A3	Salt des Cas
596-16/17	Serra dels Collets [Id] /B1	<i>Serre des Couillets (cadastre 1824)</i>
595/596-20	Serra de Pocaroba [Id] /B2	Serre de Pocarobe <i>Serre de Poque Robe (cad. 1824)</i>
594-17/595-18	Serra de Queret [Id] /B1/B2	Serre de Caret
592-15/17	Serra Gallinera [Id] /B1/B2	Serre Gallinière
595/596-18	Serrat dels Abeuradors [Id] /B2	-
597-18	Serrat dels Sills [Id] /B2	-
597-19	Serrat de l'Hereu [Id] /A1	<i>Sarrat de Lareu</i>
598-18	la Socarrada [Id] /A2	la Soucarrade
595/596-18	Solà de l'Alemanys [Id] /B2	-
594-19	Solà de la Serp [Id] /B2	-
594-20	Solà de l'Esperella [Id] /B2	<i>Soula de l'Espereille (cad. 1824)</i>
595-20	Solà del Mig [Id] /B2	-
595-20	Solà de l'Orri [Id] /B2	-
594-19	Solana de l'Orri [Id: sur Nyer] /B2	Soulane de l'Orry
597-20	la Solanella [Id] /A1	la Solanelle <i>La Solanette</i> <i>La Solanelle (cadastre 1824)</i>
595-14/596-13	el Solell Bonic, ou: el Lluent [Id] /A3	le Soleil Bonic
595-17	les Soques [Id] /B1	<i>Las Souquoa</i> <i>Las Souques (cadastre 1824)</i>
597-20	els Tarters [Id] /A1	les Tarters <i>Los Tartes</i>
597-19	la Teuleria [Id] /A1	<i>La Teularie</i>
595/596-19	Travessa de Queret [sent] /B2	-

Document : “Plan des terroirs de Caret et de Mentet”

Source : Archives Départementales des PO 1Bp679

Plan non daté, mais datable du XVIIIe siècle.



Document : “Plan des terroirs de Caret et de Mentet”

Indication sur la carte ADPO 1Bp679	Coordonnées IGN et nom dans la liste des lieux-dits de Mentet
Noms de la légende de la carte :	
A coll de Campellas	598-21 Coll de Campelles (sur Pi)
B coll de Mentet	598-20 Coll de Mentet
C pla Capella	598-20 Pla Capellà (sur Pi)
D Sinestrellas ou tres Estelas	598-23 Pic de Tres Estelles
E porsinyans	596-25 Porcinyans (sur Nyer)
F plana del form	596-20 Plana del Forn (à la Farga Vella)
G serrat del anyells	595/596-20 Serrat dels Anyells, aujourd'hui: Serra de Pocaroba
H pla del orry	594-20 Planell de l'Orri (sur Nyer)
I sola de caret	595-20 Solà de Queret, aujourd'hui: Solà de l'Orri
K coll del pal et fontaine del coll del pal	593-18 Coll del Pal, Font del Coll del Pal
L font freda	593-18 Font Freda, aujourd'hui: Font de la Perdiu
M Vach de caret	594-18/596-19 Bac de Queret
N Rivière de caret	594-18/596-19 Ribera de Queret
O vergonyans	592/593-21 aujourd'hui: Solana de Vergonya, et: els Alabarders (sur Nyer)
P montagnya de Carança	591/593-15/18 Muntanya de Carança: ensemble de la Gallinera, Coma de Bacivers, Morens (sur Nyer et sur Fontpedrouse)
Q Coma de Razes ou Razerlas	593/594-16 Coma de Rasès, aujourd'hui: Coma de Bacivers
R Coma de la dona	593/594-15 Coma de la Dona
S Pasquier du roy	595/599-14/15 Pasquers Reials (ensemble de Coma Ermada, el Callau, Campmagre)
T Rocas blancas ou roca colom	598-13 Roca Colom
V Cap Magre	598/599-14 Campmagre, ou: Pla de Campmagre
X Mor de Poumarola	599-16 Cim de Pomerola
Y Pla sagalar	599-17/18 Pla Segalà
Z muscallo	599-18/19 el Moscalló (sur Pi)
§ rivière de rasech	597-17/19 Ribera del Ressec
a rivière de lalemany	595-17/597-19 Ribera de l'Alemany
b roch roig	596-18 Roc Roig, aujourd'hui: probablement Roc de l'Alemany ou point 2036m
c jassa del bero	594-19 Jaça del Baró
d Cami qui va del pla del orri a las fonts	594-18/20 Camí de l'Empriu
e chemin ou carrerade du haut du sola de caret	595/596-20 Camí ou Carrerada del Pic de l'Orri
f chemin ramader du terroir de Mentet	593-18/595-17 Camí Ramader de Mentet
g pont de caret	596-20 Pont de Queret
h terres de caret défrichées	Biens de village : terres et cortals de Queret
j pred du terroir de caret	/
l ancienne forge de Mentet	596-20 la Farga Vella
m nouvelle forge de Mentet	597-19 la Farga

Autres noms sur la carte :

- Caret	Queret
- Escaro	/
- Mentet	/
- Métairie de Porsinyans	596-25 Mas d'en Porcinyans (sur Nyer)
- Nyer	/
- Pi	/
- Terroir de Nyer	/
- Terroir de Porsinyans	596-25 Porcinyans (sur Nyer)

Observations :

Ce document donne des indications précises et concrètes concernant la vie pastorale et les droits d'usage de Mentet au XVIII^e siècle :

- L'indication explicite des zones de pacages :

a) les *plans*, *comes* et *solans* : Pla Capellà, Planell de l'Orri, Solà de Queret, Solana de Vergonya, Muntanya de Carançà (ensemble de la Gallinera, Coma de Bacivers, Morens, sur Nyer et sur Fontpedrouse), Coma de Bacivers, Coma de la Dona, Pla Segalà ;

b) les *Pasquers Reials* (Pasquiers Royaux), indiqués comme tels (ensemble de Coma Ermada, del Callau et de Campmagre). Les Pasquiers Royaux sont des pâturages de haute montagne, propriété des comtes-rois de Catalogne, puis des rois de France, concédés aux habitants des communautés voisines pour le pacage et l'utilisation du bois d'oeuvre pour les besoins locaux. Les principaux Pasquiers Royaux, aujourd'hui dans les Pyrénées-Orientales, sont ceux du Campcardós¹¹⁹, du Carlit, du Madres, du Puigmal, de la Carançà, de Mentet-Rotjà.

- Les *carrerades* ou *camins ramaders*¹²⁰ (Camí de l'Empriu, Carrerada del Pic de l'Orri, Camí Ramader de Mentet), du village aux pacages, et la principale *jaça* de Queret, la Jaça del Baró.

¹¹⁹ - Voir le document annexe 2 : documents de concession de ces pacages aux habitants de la Vallée du Querol.

¹²⁰ - Une *carrerada* ou un *camí ramader* est un chemin de transhumance ou un chemin avec droit de passage des troupeaux des villages vers les estives. Dans les zones de cultures ou de cortals, ils étaient bordés de murettes pour canaliser le bétail et éviter qu'il ne broute les cultures ou les prés de fauche.

- Les défrichements des biens de village dans le secteur des terres et des *cortals* de Queret. Un figuré artistique indique les terres cultivées autour du village et dans la basse vallée de l'Alemaný.

Notes et commentaires :

Nous observons qu'il s'agit exactement des mêmes zones de pacages dont l'utilisation pastorale a été constatée et décrite à notre époque, en 1977, en 1992 et en 2003-2004.

La toponymie du cadastre de 1824 apporte le même témoignage (voir la liste générale) et y rajoute l'indication des *cortals* et des *jaces* : Cortal de l'Alemaný, Cortal del Cim del Prat, Cortal des Pradets, Cortal del Tramesor, Cortal de Prat Barrat, Jaça del Baró, Jaça de les Artigues¹²¹, els Orriets.

Depuis les trois derniers siècles l'utilisation continue des pacages et des droits qui les concernent par les habitants et les éleveurs de Mentet est donc attestée par la permanence de la toponymie liée à la vie pastorale dans les documents cartographiques.

¹²¹ - Une *artiga* est un défrichement, temporaire ou définitif, sur des terres communes.

Territoire et droits d'usage en Catalogne Nord

L'exemple de Mentet (Conflent)

Document annexe n°2

Les sociétés de Pi et de Mentet et les achats spéculatifs des années 1960-1970

(extrait de *La vallée de la Rotjà*, sld J. Becat, CNRS, ATP Observation continue du changement social et culturel, Perpignan, 1981, ronéoté, pages 23-26 et 49-63)

Les apports des diverses disciplines

Les changements économiques et la maîtrise de l'espace

II - LES APPORTS DES DIVERSES DISCIPLINES.

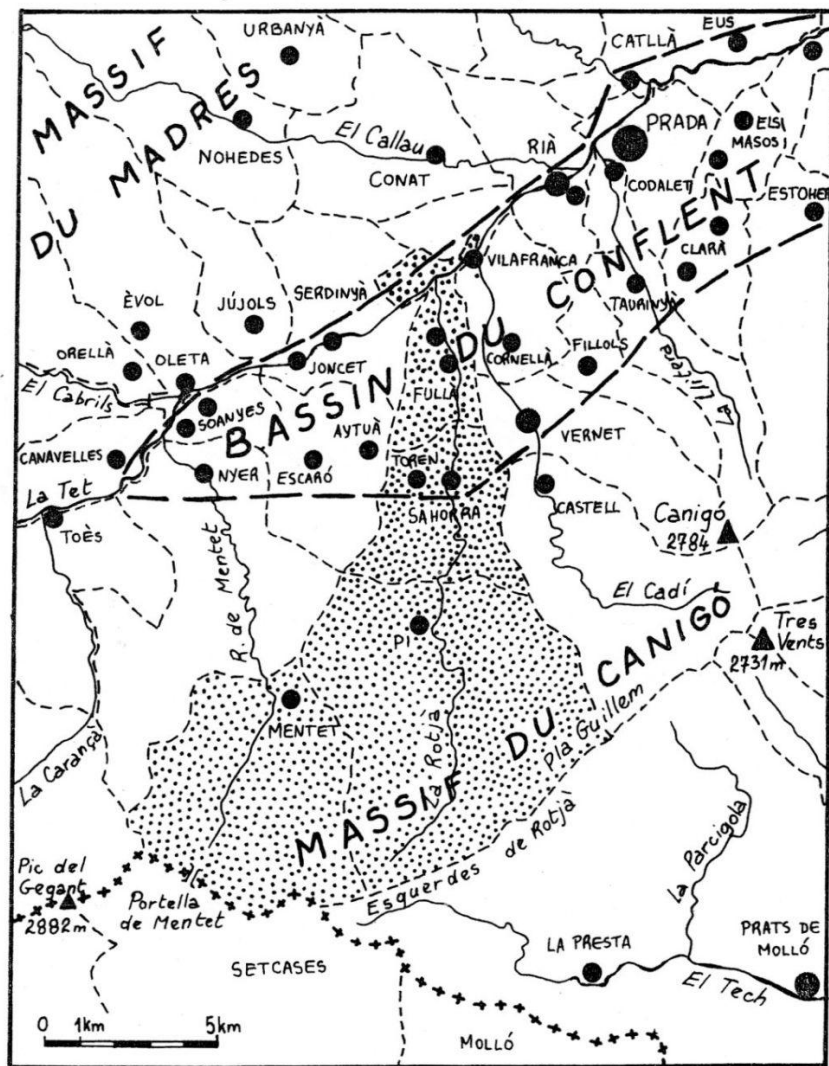
Les interventions des chercheurs des diverses disciplines devaient se regrouper autour de quatre thèmes principaux :

- l'évolution économique et humaine; la maîtrise de l'espace ;
- le rôle de Prada ; les rapports entre une petite ville et sa région ;
- la perception du changement social à travers les femmes et les enfants ;
- la socio-linguistique ; le changement culturel.

En fonction de ces directions majeures, quelles furent les orientations de recherche et les hypothèses de travail ?

a) La vallée de la Rotjà est formée de deux secteurs très différents, ayant chacun ses problèmes particuliers. Il fallait donc analyser chacun de ces sous-ensembles, puis déceler éventuellement les liens ou les situations qui les rassemblent. Ces liens existaient traditionnellement, et étaient très forts. Qu'en est-il aujourd'hui ? Les difficultés et le déclin de l'élevage ont provoqué une réaction qui semble salutaire : regroupement des éleveurs, volonté d'organisation des estives et de maîtrise d'un espace montagnard qui leur a échappé récemment. Bien qu'appartenant à deux cantons différents, et malgré le passif d'attitudes politiques et sociales opposées, les communes semblent vouloir harmoniser leurs efforts, créer des services communs, soutenir les groupements pastoraux en formation, peser de tout leur poids auprès des administrations et des autorités de tutelle.

C'est d'autant plus intéressant à souligner que les attitudes tradi-



LE POINT PRADA-ROTJÀ : cette carte précise ses limites. Outre la nomenclature et la toponymie, elle servira de référence. Au nord de la Têt, de Rià à Oleta nous avons le massif du Madres. Au centre le bassin du Conflent jalonné, le long de la faille sud, par des sources thermales (Vernet, Sahorra, Toès) et par des gisements métalliques divers. Au sud le grand massif Canigó-Carañà avec ses deux grands versants :

l'obac, en Conflent, du pic à Mentet et Toès, et la grande solana - par ailleurs plus humide ! - en partie dans le Principat de Catalunya (Setcases et Molló) et en partie en Vallespir (haute vallée du Tech et de ses affluents).

tionnelles de pensée sont très diverses, pour ne pas dire antagonistes, et que les pratiques associatives intercommunales étaient peu développées, tant au niveau des communes que des individus. L'étude des pratiques associatives, des modes de pensée, des évolutions concrètes semble fournir une orientation de travail à approfondir. Il est nécessaire d'y greffer une étude rétrospective des pratiques associatives dans le passé proche, afin de pouvoir saisir l'évolution. En particulier quel est le rôle de la crise rurale qui affecte la vallée depuis le début des années soixante dans cette évolution des mentalités ?

b) La haute vallée de la Rotjà -commune de Pi - à laquelle nous joindrons la haute vallée de Mentet, a connu un exode rural assez tardif mais très profond, accompagné des changements importants qui en sont la conséquence: abandon quasi total de l'agriculture et de l'élevage, évolution variée de la végétation, tourisme sous forme de résidences secondaires, changement de mentalités, contraction de la vie collective, gros achats spéculatifs par des sociétés étrangères (5300 ha sur 8200 de superficie totale) et par des particuliers (pour quelques 1600 ha supplémentaires), avec tout ce que cela représente comme entraves pour les éleveurs qui demeurent. De plus, cette absence de maîtrise réelle et juridique de l'espace conditionne l'existence même des associations pastorales créées.

En conséquence, nos travaux devaient porter sur deux points :

- une étude foncière, grâce à un dépouillement cadastral, à des enquêtes afin de mieux cerner la question des droits d'usage, puisqu'ils sont au centre des débats qui concernent l'utilisation des estives et l'association pastorale.
- une étude de l'évolution de la population, des résidents secondaires, des rapports entre résidents permanents et résidents secondaires.

c) Sur Sahorra et Fullà, la vallée s'épanouit. C'est un paysage riant de vergers de pommiers au milieu de prés, de rideaux d'arbres et d'un semis de maisons pimpantes. Des moyennes montagnes voisines, aujourd'hui largement reboisées on extrayait le minerai de fer. Puis le spath fluor prit le relais sans toutefois créer autant d'emplois. Mais c'est une apparence trompeuse. La fermeture des mines de fer en 1962, en particulier à Sahorra, conjuguée avec la crise de la pomme

ont secoué violemment cette société et provoqué un exode très fort. Une crise semblable se produira-t-elle avec l'abandon prévisible de l'extraction de la fluorine ?

D'autre part le verger n'est pas homogène; les plantations sont très variées, quant à leur état sanitaire, quant au mode de conduite ou quant aux variétés. Or cela ne semble pas correspondre forcément à des types d'exploitations ou de structures foncières. Du fait du travail à temps partiel et du grand nombre de retraités, le degré de résistance de ce tissu agricole est lui aussi très varié, et ne semble pas correspondre aux schémas habituels. Ces critères d'interprétation sont très importants à affiner - ou à découvrir - car ils conditionnent le maintien ou non d'une population agricole et des activités complémentaires. Trois raisons imposent ce thème de recherche avec en annexe la réalisation éventuelle d'une carte d'occupation des sols :

- une activité arboricole reste viable, et éventuellement très rentable: donc bilan de ces activités, handicaps et points positifs à rechercher.
- à cause de la chute, passée et prochaine, des activités minières, la vallée s'est "ruralisée".
- enfin, et c'est un point intéressant à approfondir, les organisations professionnelles et syndicales agricoles, comme les services publics, ont peu pénétré ce milieu, qui demeure moins bien connu - et par conséquent moins bien épaulé - que le bassin de Prada.

Il y avait là matière à une recherche à la fois théorique et pratique. De plus, par ricochet, était peut être possible d'aborder les points "institutions publiques et leur emprise sur la société", "réseaux de pouvoir et d'influence", "conscience et pratiques de groupe" inscrit dans la grille de l'A.T.P., et ce, au moment même où l'évolution se produisait.

d) Prada exerce une très grande influence sur tout le Conflent, c'est un fait bien connu, et l'affluence, les transactions, les services recherchés, tous les mardis, jour de marché permettent de s'en rendre compte. Elle est tyrannique sur les vallées du moyen Conflent. Il s'agit d'une aire d'influence commerciale, mais aussi bancaire, scolaire, et administrative. Cependant la vallée de la Rotjà a toujours un peu échappé à cette attraction dans deux domaines au moins,

la commercialisation des produits agricoles, et l'encadrement de l'agriculture. Or actuellement on assiste à un renforcement des liens avec Prada dans tous les secteurs. C'est la conséquence surtout de l'évolution économique, et peut-être aussi des mentalités. La recherche de ces liens et des modalités de leur renforcement constituait de toute évidence un autre axe de recherche. Cet objectif pourtant prioritaire ne fut pas le plus approfondi par la suite. En effet, il demandait beaucoup d'enquêtes, il mobilisait beaucoup de chercheurs et de temps. Par suite des quelques difficultés matérielles déjà signalées et du recentrage de l'étude, afin d'utiliser au mieux les capacités de recherche et d'éviter la dispersion, ce thème ne fut plus étudié en soi, mais comme un élément de compréhension de l'évolution de la vallée de la Rotjà.

Les liens traditionnels de marché demeurent entre Prada et la vallée. Mais l'isolement croissant dans la vallée (vie collective différente) amène des contacts plus fréquents avec la ville centre. La fermeture dans la vallée de quelques commerces courants a contraint les habitants à s'adresser plus souvent aux commerçants pradéens. L'exode rural, comme la prise de conscience des problèmes de la moyenne montagne par les pouvoirs publics, incitent à des actions collectives - peu dans les moeurs ici - qui émanent du centre, ou s'y concrétisent. Enfin, toute une frange de migrants journaliers était à étudier.

II - 1 . LES CHANGEMENTS ECONOMIQUES ET LA MAITRISE DE
L'ESPACE.



1 - 3. La pression sur l'espace .

Comment connaître la pression sur l'espace ? Trois approches sont possibles. Tout d'abord constater le fait lorsqu'il existe : dépouillements cadastraux systématiques, au niveau de toutes les parcelles, pour les quatre communes, puis cartographie systématique des domaniaux, des communaux, des biens des personnes morales et des principales propriétés privées; étude des achats récents et vérifications au bureau des hypothèques ; étude du droit traditionnel catalan qui régit encore l'utilisation de la montagne. C'est la phase statique: les cartes des pages 53, pour le massif du Canigó, et 56, pour la vallée de la Rotjà, en sont issues ; elles mettent en place les grandes masses, les vocations des diverses zones et la maîtrise de l'espace par les principaux partenaires de cette énorme partie d'échecs. La cartographie est réalisée à partir du redressement des plans cadastraux sur un fond au 1/10 000 e ou au 1/25 000e , puis par réduction du dessin définitif.

Dans un domaine polémique, que la presse régionale de tout bord avait largement évoqué (voir p49b), cette première approche était nécessaire, ne serait-ce que par les retombées possibles que pouvait avoir notre étude. Ensuite il fallait remonter les "filières" : acteurs, groupes de pression, attitude évolutive des pouvoirs publics, politique générale de la montagne et ses avatars. Ce fut plus difficile et nous n'avons que des réponses partielles. Il est évident que dans ce domaine une étude plus longue et plus approfondie est nécessaire.

Enfin, comment cette pression, cette aliénation de son espace est-elle ressentie par l'opinion publique ? Il y a sentiment de spoliation, c'est certain, mais la prise de conscience du fait lui - même et la nécessité d'une reprise en main ne sont pas ressenties de la même manière par les habitants et par l'opinion de Catalogne Nord. Localement les "héritages" des modes de pensée, les problèmes de personnes (notables ou amis, famille , compromis ou bernés au moment des transactions) occultent la question, ou du moins en limitent l'expression publique. Localement aussi il faut tenir compte du discours de responsables locaux qui mettent tout leur poids dans une conception de l'aménagement de la montagne datant de la "belle époque" des années

Documents: Les problèmes de la haute Rotjà

DANS LA PRESSE REGIONALE:

Mantet isolé par la neige

L'Indépendant
22.11.80

L'enclavement

de Mantet

(article de

L'Indépendant)

La petite commune de Mantet, en Haut-Catalan, est complètement isolée par la neige depuis vendredi dernier. Les 12 km de route séparant Mantet de Py, qui est la plus proche commune, sont recouverts par une épaisse couche de neige fraîche qui interdit toute circulation routière. Une dizaine de personnes — parmi lesquelles un enfant de deux ans — se trouvent actuellement dans le village.

Par "manque de moyens techniques" la route n'a pas encore été dégagée par un chasse-neige. C'est l'explication donnée par les responsables de l'équipement sur l'arbitrage de Prades. La route est en effet étroite et si neuve et la couche de neige est d'une telle épaisseur au sommet du col qu'un simple poussoir ne suffit pas: il faut envoyer sur les lieux un engin lourd muni d'une frappe et d'une turbine, opération qui comporte

un certain nombre de risques pour les hommes et le matériel. Le problème (qui se pose d'ailleurs depuis trois hivers) est actuellement en discussion à la préfecture, où l'on précise l'équipement, ou l'on précise l'intervention sur la route que Mantet ne se fera que sur ordre écrit de la Direction départementale.

Deux habitants de Mantet — retenus à Perpignan faute de pouvoir regagner Mantet — ont entrepris hier une démarche auprès de la préfecture des P.O. pour demander une intervention rapide.

Autrefois, en hiver, le village a vu ces dernières années s'implanter une population sédentaire de sept ou huit personnes. Un restaurant s'est ouvert, ainsi qu'un centre communal de ski de fond qui accueille des groupes de sportifs essentiellement en week-end et durant les vacances scolaires d'hiver. Le problème se pose en termes voisins à Sardinia et

Juols notamment. Pour Mantet, la question du déneigement de la route — qui demande effectivement la mise en œuvre d'un matériel important — ne se posait pas autrefois, du fait que personne ne demeurait au village au plus fort de l'hiver, les bergers descendant avec leurs troupeaux et ne remontant qu'au printemps. Aujourd'hui, les habitants de Mantet demandent simplement qu'on tienne compte du fait qu'ils existent. En faisant observer que plus on tarde à intervenir, plus l'évacuation de la neige tassée et gelée sera difficile.

Un des articles sur les sociétés "belges" de Pi, Mantet et Nyer (hebd. TRUC)

LA BANQUE QUE CACHE LA FORET DE PI-MANTET

TRUC
n° 82.11.9
Octobre 1974

Mantet, Bassibes, Py, Cambon, Potja et d'autres: autant de noms correspondant à la dénomination de Sociétés Civiles Forestières et Agricoles dont le domaine s'étend sur les communes de Pi, Mantet et Nyer, pour une superficie d'environ 8000 hectares.

Comme toujours (ou presque) lorsqu'il s'agit d'opérations de cette envergure, un clair-obscur soigneusement entretenu enveloppe ces affaires. Le plus souvent, les questions que se posent les gens du cru restent sans réponse: Qui est derrière? D'où viennent les capitaux? Quels sont les objectifs?

Nous sommes en mesure d'apporter des éléments permettant de décortiquer ces opérations. Il y a là des choses pour le moins surprenantes. Qui s'en étonnera? Certainement pas les petits propriétaires qui, en vendant leurs terrains il y a quelques années, ont parfois eu l'impression d'avoir été des "pigeons".

Dans ce N° 82, nous nous contenterons, en attendant la suite, de dresser un historique de la constitution de ces sociétés.

Tout commence il y a dix ans, le 20 novembre 1967, par la signature d'une convention entre la Société Civile *monégasque* AUDACH d'une part et, d'autre part, M.M. Gérard Van Nieuwenburg, demeurant du Pont-Neuf à Paris, et Marcel Leplu, demeurant rue du Colonel Drait, à Troyes. Il est projeté de constituer sept sociétés civiles (une huitième suivra plus tard) dont les parts sont ainsi ventilées:

S.C. FORESTIERE	AUDACH	VAN NIEUW. et LEPLU
de Mantet	50%	50%
de Bassibes	20%	80%

portance des acquisitions à faire par chacune d'elles". Le taux d'intérêt est de 4% et la durée des prêts de 5 ans.

Et précise cette convention de 1967, "des avances sur bénéfices pourront être distribuées à chacun des groupes par parts égales". Aussi, en attendant les premières réalisations, une avance, dans la limite de 120.000 f., est-elle consentie à Leplu et Van Nieuwenburg pour faciliter leurs interventions dans les achats de terrains. En fait, on ne leur donne pas ces 12 millions de centimes: l'avance se présente sous forme d'un découvert à la BANQUE DE FINANCEMENT INDUSTRIEL (B.F.I.) à Monaco.

□ toujours la même banque □

60 et 70 et que combattent ou interdisent les directives et schémas actuels des pouvoirs publics : stations de ski intégrées; mitage de l'espace ; priorité au tourisme seul au lieu d'une intégration du tourisme dans un tissu économique et social ; excès de routes en montagne qui dégradent, aliènent l'espace, amènent la spéculation et sont coûteuses à entretenir alors que l'effort est à porter d'abord sur le zonage de l'espace, sur les villages et l'accueil, sur les emplois. Tout ceci est évident pour tout le monde et devrait être la ligne de conduite des élus et de l'autorité de tutelle. Il n'en est rien en Catalogne et l'on peut voir exposer publiquement des projets en contradiction flagrante avec la gestion nouvelle de la montagne (routes goudronnées jusqu'aux crêtes, ski, remontée en altitude de la limite d'interdiction de construire et dérogations, etc...) , on peut entendre et lire dans la presse les déclarations des élus de Vernet, de Prats de Molló, du Président du Syndicat Intercommunal de mise en valeur touristique du Canigó reprenant ces projets et argumentant avec des raisonnements d'une autre époque, d'il y a quinze ans, ceux-là même dont les excès ont amené les aberrations que l'on connaît dans les Alpes et les Pyrénées, ceux-là même dont la critique a justifié la nouvelle politique de la montagne.

Peu de voix se sont élevées contre cela et en tout cas pas celles des autorités compétentes ou de tutelle. Parmi elles , pêle mêle, des groupes politiques minoritaires, des usagers de la montagne (randonneurs, club alpin, éleveurs...), des écologistes, des groupes catalans, et quelques élus locaux. Parmi ces derniers qui manifestèrent leur opposition par leur refus de siéger aux réunions ou par des prises de position publiques courageuses, nous trouvons l'essentiel des élus du point Rotjà. Ce n'est probablement pas un hasard et leur expérience vécue des conséquences d'un libéralisme sauvage y est pour quelque chose.

Nous ne pouvons que constater tout ceci dans cette étude, mais on voit tout le champ de recherches qui est ouvert dans le domaine de la géographie humaine, de la sociologie, de l'analyse socio-politique.

a) en haute montagne :

L'espace y a changé de valeur et d'utilisation. Plus prosaïquement, il a changé de mains. Deux faits importants expliquent comment on a pu ar-

river à cette situation, l'un est lié à l'évolution de la vie pastorale, l'autre aux conséquences des inondations catastrophiques d'Octobre 1940.

Nous avons déjà évoqué l'exode rural et ses conséquences humaines. Nous rappellerons simplement qu'il fut tardif, mais rapide et profond. De là une désorganisation plus forte du système traditionnel de gestion collective de la montagne, et un désarroi plus grand des derniers habitants : ce sont deux facteurs de faiblesse car ils supposent moins de cohésion du groupe et une plus grande sensibilité aux "mirages" de l'aménagement moderne. On se raccroche à n'importe quelle bouée de sauvetage quand on coule rapidement.

Ici comme ailleurs la vie pastorale utilisait selon les saisons quatre étages : la plaine du Rosselló, le bassin de Prada ou la basse Rotjà en hiver, par transhumance inverse; les propriétés privées cultivées ou pacagées autour du village ; les flots de propriétés privées autour des cortals (équivalent des chalets d'alpage) sur les replats ou les pentes aménagées pour les cultures ou les prairies de fauche, avec tout autour des pacages communs de complément et des forêts - notons que Mentet est dans cet étage - ; enfin les estives de haute montagne d'appropriation et d'utilisation collectives. Ce schéma est applicable dans la Rotjà à quelques nuances près qui expliquent précisément la situation actuelle. Ces communes sont frontalières et ces usages s'appliquent aux populations des deux versants, français et espagnol, mais en fait catalans, puisque ces droits remontent plusieurs siècles avant l'annexion par la France, du Nord de la Catalogne. De la même manière l'usage du Pla Guillem voisin est pratiqué par les troupeaux des deux versants, Conflent et Vallespir.

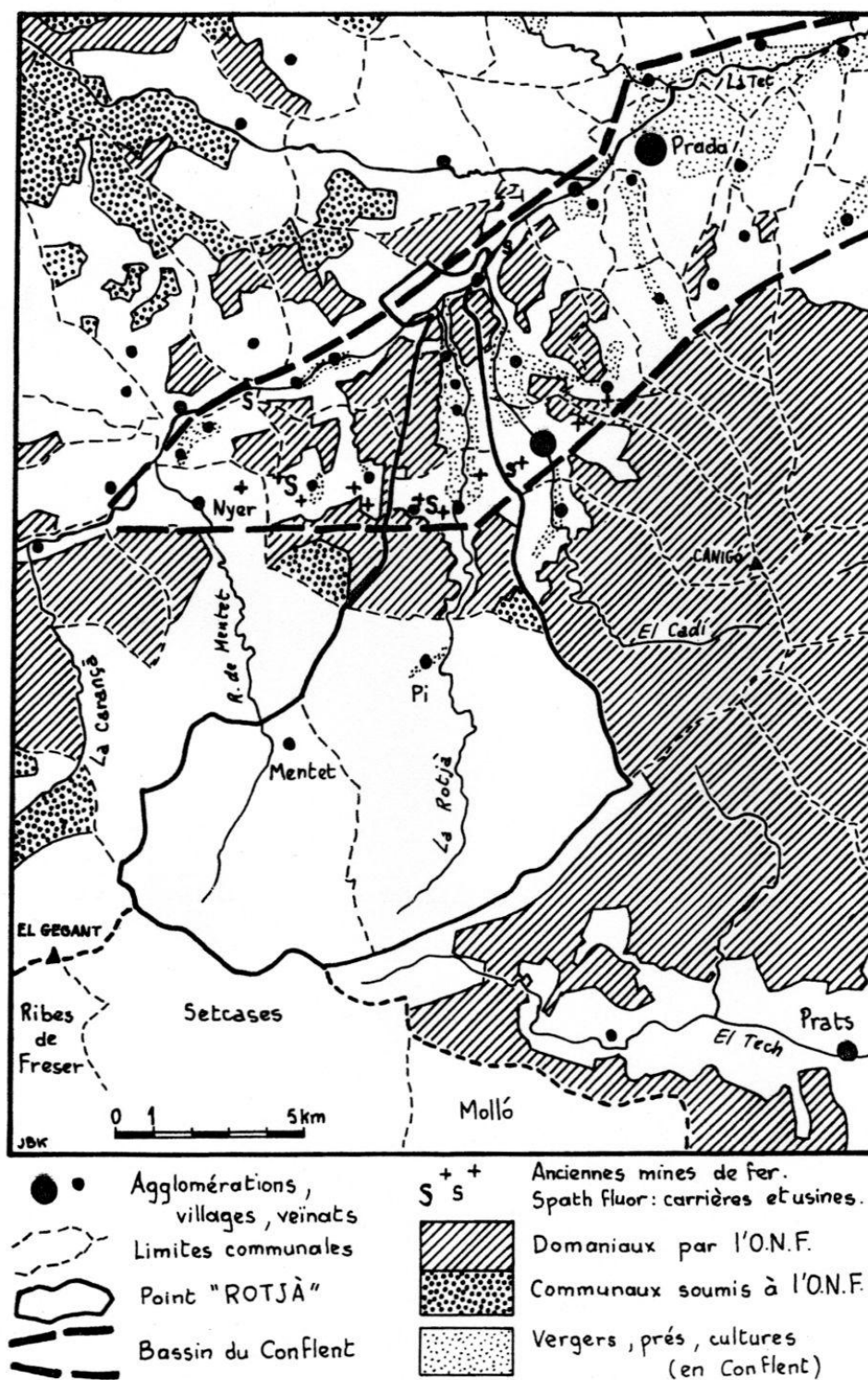
Les terrains d'usage commun concédés autrefois aux habitants, sont devenus depuis la Révolution des communaux ou des domaniaux gérés par les communes ou par l'Office National des Forêts (O.N.F., autrefois Eaux et Forêts). C'est une forme de protection, en tout cas de garantie contre certaines spéculations. Or dans la Rotjà propriété et usage furent dissociés car les terrains ont transité par des maîtres de forges et des ventes après la Révolution. L'usage collectif n'est pas devenu propriété collective. Lors du "rachat" du foncier vers 1830 les usagers rachetèrent en indivision (dont la commune qui hérita des parts): cela respectait la pratique communautaire, mais faisait passer le fonds

dans la propriété indivise mais privée. La vente par les héritiers, part après part, devenait possible de nos jours, si l'on dissociait l'usage de la propriété, si l'on restreignait l'usage aux seuls propriétaires et non à la communauté, et si on limitait l'usage effectif aux seuls vendeurs, donc si l'on prévoyait d'éteindre progressivement ces droits d'usage. Tout ceci est juridiquement aberrant et contraire aux règles qui doivent régir ces situations. Mais cela fut fait, il y a douze ans et les procès qui pourraient remettre en cause ces transactions ne seront pas intentés par les ayant-droit : les propriétaires individuels ont vendu pour peu d'argent, ont un sentiment de culpabilité et se désintéressent des conséquences pour les autres ; les communes et l'autorité de tutelle ont - à tort ou à raison ? - le sentiment d'une sorte de compromission passée qui pourrait devenir publique à cette occasion (et de plus auraient-elles les moyens d'une telle action ?) ; les associations professionnelles et les usagers ont trop peu de poids dans ce secteur, et il faut compter avec l'isolement, la méconnaissance des droits et le fatalisme devant les puissances de l'argent ou de l'autorité ; c'est la matérialisation de l'exterritorialité de fait des décisions.

Un second évènement se produisit en 1940 ; c'est l' aiguat énorme du 17 au 20 Octobre . Ces inondations catastrophiques sont la conséquence de trois jours de pluies diluviennes, survenues après une année déjà humide, sur des sols détrempés : de 1100 à 1700 mm totaux en Vallespir et massif du Canigó, avec des pointes de 500 à 1000 mm en 24 heures et localement 500 mm d'eau tombés en quelques heures ! Elles provoquèrent des dégâts à la mesure de ces excès dans les vallées et dans la plaine du Rosselló, ainsi que de profondes cicatrices d'érosion en haute montagne.

Dans les années qui suivirent, et surtout après 1945, les Eaux et Forêts mettent en place un vigoureux plan d'action dans le cadre de la RTM (Restauration des Terrains en Montagne), un peu à la hussarde, sans trop se préoccuper de concertation ou d'explication. Dotée de puissants moyens juridiques et financiers, bénéficiant à défaut de celui des autochtones dépossédés, de l'appui de l'opinion régionale traumatisée par les effets de la crue, l'administration des Eaux et Forêts se rendit maîtresse du massif du Canigó, par des achats amiables ou des expropriations des biens communaux ou privés, jusqu'à la

Office National des Forêts, mines, vergers



main mise totale. Puis , patiemment, elle réalisa une oeuvre considérable de reboisement et de remise en état forestier.

Comme toujours pour toutes les actions d'envergure rapides et générales, les conséquences sont variables et les jugements de valeur à posteriori très contrastés selon les aspects et les résultats acquis. En aucun cas il ne s'agit de mettre en cause les personnes ni leur esprit de dévouement à une certaine conception du bien public : en effet il fallait agir tout de suite, sans avoir en main tous les éléments d'appréciation, et en "état de choc ", pour éviter -pensait-on - le retour de pareil cataclysme. C'est avec le recul que les conséquences apparaissent. Il n'est pas inutile de les rappeler, ne serait-ce que dans la mesure où les problèmes des rapports habitants / état / privé et la maîtrise de l'espace se posent à nouveau dans le massif du Canigó et dans la vallée de la Rotjà. L'expérience doit être utile et guider les nouveaux choix afin de ne retenir que les aspects réussis... alors que certaines aberrations sont prêtes à être renouvelées. Chacune des actions d'après 1940 a toujours deux facettes, positive et négative.

- L'ensemble du massif, sauf la Rotjà, est passé sous contrôle domanial. C'est une garantie contre la spéculation foncière car cette protection de fait bloque à la fois les féroces appétits des promoteurs privés et ceux des maires assez inconscients, aménageurs à tout va, comme il en existe un certain nombre en Conflent, qui jouissent par ailleurs de clientèles et d'appuis politiques conséquents . Or on constate un divorce permanent entre l'Administration et les habitants (ou les usagers) que ce soit à cause des vieilles rancunes séculaires, à cause de ces acquisitions démesurées au détriment des communautés voisines dépossédées de leur montagne (chasse et pacage limités ou strictement réglementés, voire supprimés puis mis aux enchères, coupes rémunératrices...), ou enfin à cause de ce très salubre blocage foncier actuel. Et ces élus peu regardants savent faire jouer à leur profit cette antipathie contre l'O.N.F. lorsqu'il s'agit de faire sauter les blocages fonciers gênants, alors que l'attitude ferme de cet Office est une garantie collective.

- Il est vrai que dans le passé proche l'O.N.F. n'a pas toujours eu une politique sans reproches. Pour la logique de la R.T.M. - et comme

d'habitude sans concertation réelle avec habitants et usagers - de nouveaux travaux ont été entrepris, accélérés même par la nouvelle orientation de rentabilité que suppose le passage des Eaux et Forêts à un Office des Forêts : nouveaux reboisements et coupes avec voierie systématique, travaux de protection mais surtout nombreuses routes dont les dernières, il y a dix ans, s'inscrivaient autant dans une logique forestière que touristique.

Que ce soit par souci de rentabilisation du patrimoine domanial ou plus prosaïquement par nécessité de capter et dépenser des subventions, c'est l'O.N.F. et la D.D.A. qui ont lancé dans les années 60 et 70 la grande offensive d'ouverture du massif à la circulation automobile et au tourisme de masse. Les effets sont désastreux : huit routes allant en altitude au delà de la forêt dont deux circuits à travers les crêtes pour quinze kilomètres de massif d'est en ouest ! Deux réactions ont suivi. D'abord une réprobation générale contre cette agression et la volonté d'arrêter cette aberration paysagère, écologique, et économique, d'autant que le tourisme n'en sera pas pénalisé puisque la pénétration est désormais assurée au delà du nécessaire. L'O.N.F. est depuis très prudent : il est redevenu un rempart protecteur. D'un autre côté cette critique publique et très récente est un argument majeur pour tous ceux qui, localement, veulent prolonger cette action inconsidérée : nouvelles routes (!) et goudronnages systématiques des principaux axes de pénétration.

- Un aspect négatif : les reboisements importants et protecteurs. Mais les points névralgiques en aval, comme l'Avellanosa à Prats de Molló, et en amont, c'est à dire les zones au delà de la forêt, ne sont toujours pas fixés. Et le sous-pâturage actuel accentue les effets néfastes. On constate aussi que cette emprise et les nécessités de la protection des arbres ont accéléré l'abandon de l'économie pastorale, y compris là où elle était nécessaire pour la protection des sols, et accéléré le déclin de la vie en montagne, l'exode rural.

- Enfin, on sait actuellement par les travaux de Gérard Soutadé (Thèse, 1978 : Modèles et dynamique actuelle des versants supra-forestiers des Pyrénées Orientales) que, si la protection contre les crues annuelles ou décennales est désormais assurée, il n'en est pas de même pour les aiguats séculaires. Tout l'effort entrepris depuis 1940 n'est pas inutile, mais la facture n'est pas en rapport

avec la protection attendue. La mémoire collective, les documents d'archives et l'observation géomorphologique ne montrent les traces que d'un seul aiguat semblable à celui de 1940 : l'aiguat de Sant Bartumeu en 1763. Il est probable qu'une conjonction de facteurs climatiques équivalents provoquerait les mêmes effets aujourd'hui. Sans renier l'action énergique des Eaux et Forêts ni mettre en doute les nombreux aspects positifs, il est évident qu'il faut aujourd'hui reconsidérer l'ensemble de la question et envisager autrement les interventions futures dans la partie domaniale comme dans la vallée de la Rotjà.

Examinons la carte page 53 : L'essentiel du massif, de 800 m à 2800 m est domanial; nous ne devons pas oublier que ces domaniaux se prolongent vers l'est et au delà des limites de la carte. Les domaniaux ou communaux soumis à l'ONF réapparaissent largement à l'ouest dans le massif de la Carançà. Entre ces deux masses un hiatus: les vallées de la Rotjà et de Mentet. On saisit aussitôt l'extraordinaire valeur stratégique que possèdent ces derniers espaces montagnards "libres" d'emprises communales ou domaniales. Or sur ces quelques 12 000 ha, 9500 ont été récemment acquis par des propriétaires privés pour 1500 ha environ, et par des sociétés pour plus de 8000 ha. Dans le bassin du Conflent les vergers et les prés se blottissent dans les fonds de vallée et les alentours de Prada. Les domaniaux ont peu à peu récupéré les échines. Dès 1870 d'excellents reboisements de pin laricio ont bloqué puis stoppé des ravinements dangereux dans des terrains meubles. Cette action fut prolongée récemment suivant les mêmes principes et avec les mêmes résultats : Escaró, Serdinyà, Vernet et Fillols...

Sur Fullà (dans notre point d'observation Rotjà) les acquisitions d'après guerre se firent dans la foulée de celles du massif proprement dit. Depuis, les reboisements sont toujours attendus alors qu'ils étaient l'argument essentiel. Aujourd'hui ils sont réalisés, par les effets conjugués de l'abandon du pacage et des semis naturels de chênes pubescents. De là, des critiques exprimées par les élus et divers anciens propriétaires de Fullà qui se considèrent grugés puisque, selon eux, ils ont perdu pour rien leurs propriétés, le reboisement se faisant en fin de compte sans intervention spéciale.

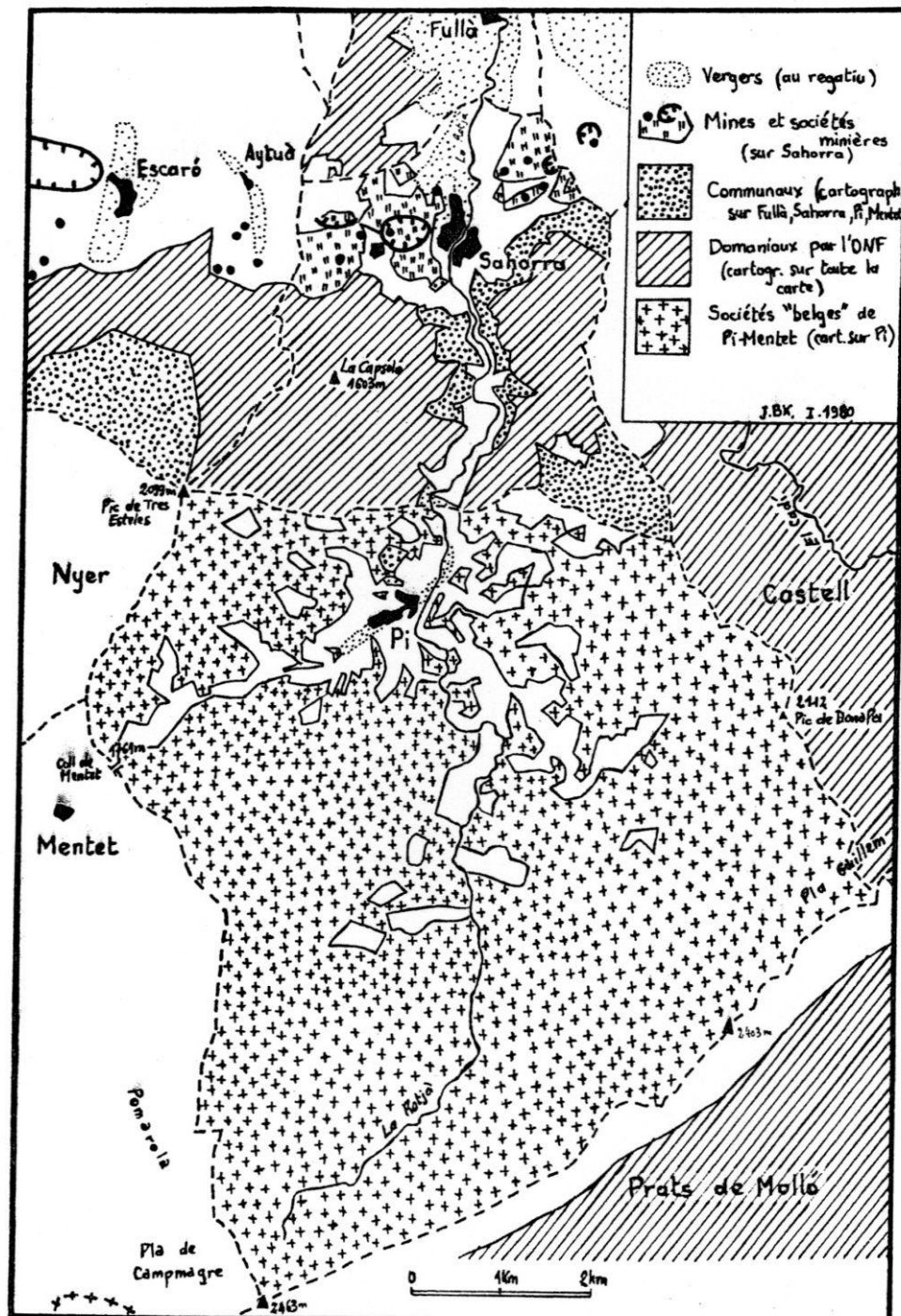
A travers ce cas particulier , en réalité le seul cas d'espèce pour tout le moyen Conflent, on comprend la difficulté du dialogue entre les pouvoirs publics et les citoyens, entre les administrations et les usagers, et d'une manière plus générale cette sorte d'incommunicabilité entre "l'extérieur" et les habitants : rancunes et lourd passif historique, incompréhension par manque d'information et de dialogue, relations qui sont toujours des rapports de force dans le meilleur des cas, des rapports dominant-dominé le plus souvent hélas. Cette situation et le sentiment d'isolement, de désarroi qui en découle sont des éléments favorables à la pénétration de spéculateurs extérieurs qui peuvent pénétrer ici comme un coin dans la fente d'une bûche, profitant d'un élément de faiblesse.

Quelle est la situation actuelle en haute Rotjà et dans la vallée de Mentet ? Nous prendrons appui sur la carte de la page 58 , la maîtrise de l'espace en haute Rotjà , sur les articles de presse et sur les statistiques foncières données en annexe.

Sur les territoires des trois communes de Pi, Mentet et Nyer furent parachutés des capitaux belges probablement "coloniaux", entre 1964 et 1970. Un projet de station de sports d'hiver fut élaboré; c'était la période d'euphorie des stations intégrées, pendant les années 60. Directement grâce à ce projet, indirectement sous le couvert de sociétés forestières ou d'élevage, des achats spéculatifs énormes furent opérés. Le projet fut repoussé mais les achats restèrent : la montagne échappe entièrement aux communautés locales qui ne purent -en 1979 ! - constituer une association foncière pastorale ni un groupement pastoral sur l'ensemble de la vallée faute de posséder le quota des surfaces nécessaires ! Cas flagrant d'une dépossession totale et d'une situation conflictuelle.

Nous avons effectué l'enquête cadastrale systématique sur Pi et sur Mentet. Les reports cartographiques sont réalisés pour Pi : la carte originale page 58 en est l'aboutissement. Elle se passe presque de commentaires : 4209 ha rachetés par ces sociétés sur 5411 ha de superficie communale ! Les statistiques annexes donnent le détail de ces achats sur Mentet où la présence de forts achats de particuliers a permis par le jeu de l'indivision et l'accord de quelques propriétaires - de mettre sur pied malgré tout une association pastorale.

Haute ROTJÀ . La maîtrise de l'espace



Comment cette aliénation fut-elle possible ? Une des raisons fondamentales réside dans l'exode rural et la détresse des derniers habitants . Lorsque les achats furent effectués Pi était encore mal déservi, n ' avait aucune commodité de vie ; quant à Mentet, il n'y avait, dans les années 60, ni route, ni électricité, ni bien sûr , eau et égouts. Ajoutons les nombreux héritiers éparpillés à travers toute la France prêts à vendre des terrains qu'ils jugent inutiles puisqu'ils ne sont intéressés que par la maison villageoise pour les vacances. Lorsque certains eurent vendu, on fit des recherches pour retrouver les autres ayant-droit, et soit spontanément, soit par la pression de procès d'assignation en partage et de coûteuses opérations de géomètres et de bornage dont les frais dépassaient le prix du terrain, ceux-ci vendirent à leur tour. Les opérations d'achat furent effectuées par deux agents immobiliers avec l'appui d'un notaire pradéen, sous le couvert de rénovation de la vie pastorale, d'exploitation forestière, ou d'un projet de station de ski. Le mirage fut si fort que la municipalité, maire en tête, vendit plus de mille hectares de communaux possédés en indivision avec des particuliers. Nous devons souligner la faute grave que commirent alors l'autorité de tutelle et les administrations concernées par cette opération, puisque la tutelle, ce garde-fou légal, ne fonction ne pas. C'est un cas unique dans le département des Pyrénées Orientales qu'il est aujourd'hui impossible d'élucider par manque d'éléments. Nous nous contenterons de constater le fait et de suggérer cette orientation de recherche à de futurs historiens.

Depuis, le projet de station abandonné, les six sociétés civiles forestières et pastorales, dont les propriétés et les avoirs sont intimement mêlés, ont orienté leur action vers l'exploitation de leur domaine. Par accord avec les administrations départementales et avec l'O.N.F., des routes furent créées et financées en bonne partie par des subventions publiques au titre des aides forestières, de la Renovation rurale, des améliorations pastorales, bref de l'aide aux populations montagnardes et à la montagne, et figurent à ce titre dans les bilans globaux. Ces infrastructures permirent de réaliser des coupes dans les anciennes forêts privées ou communales devenues accessibles au débardage par camions, donc exploitables facilement. Des reboisements corrélatifs permirent de capter semble-t-il quel-

ques aides ou des dégrèvements fiscaux. Bref, au total, il est possible que ces acquis et ventes aient compensé les mises de fonds initiales : opération blanche . Mais les terrains ont pris de la valeur et sont actuellement à la vente, en bloc, sur la place de Paris et à l'étranger.

Il est du plus haut intérêt que la collectivité se rende acquéreur de cet espace montagnard : elle aurait la maîtrise de l'ensemble des massifs du Canigó à la Cerdanya . Mais à quel prix ? Qui finance ? Qui sera propriétaire ? Qui gèrera ? Ou bien verra-t-on d'autres transactions spéculatives ?

Cette situation a remué l'opinion publique départementale depuis plusieurs années. Une conséquence indirecte de cette prise de conscience collective : les décisions de l'Etat - par la politique d'aménagement de la montagne ou par l'action de l'O.N.F. dans le massif du Canigó - sont aujourd'hui mises en cause : la presse régionale s'en fait largement l'écho. Le changement dans la maîtrise de l'espace dans un secteur de haute montagne, par ses conséquences normales mais choquantes, a amené une prise de conscience dans la petite région et hors de la zone de montagne, et par là une remise en cause beaucoup plus globale : à travers ce secteur de la Rotjà et du Mentet, au coeur d'un débat plus général : changement de valeur de l'espace avec ses conséquences humaines et sociales, perception de ce changement et de ses effets , éclairage nouveau d'un problème jusqu'alors mal perçu ou occulté .

Soulignons aussi le passage d'une gestion locale, collective, d'un milieu montagnard, à une exterritorialité des décisions. Cet espace utilisé et géré par les habitants qui en vivaient était un capital non monnayable, mais dont la production était une source de revenus , de travail et de vie. L'adaptation à un autre genre de vie et l'insuffisance des revenus demandaient un appui extérieur. Il ne vint pas ou trop tard. Entre temps, cet espace est devenu spéculatif, c'est le capital qu'il représente qui est devenu l'enjeu et non le revenu qu'il peut procurer ; les centres de décisions ont quitté la commune, la vallée, sans que l'opinion régionale soit vraiment admise dans ce débat qui n'est plus celui d'élus locaux avec les propriétaires qu'ils représentent. Il y a cette situation ambiguë créée par le poids des responsabilités qui retombent sur les élus locaux, jugés comme seuls représentatifs et concernés, alors que la pression qui s'exerce sur eux et sur leurs communes a quitté leur cadre d'ac-

tion, et qu'elle est d'une autre envergure et qu'elle bénéficie d'éléments d'un autre niveau.

c) Sahorra et Fullà : la moyenne montagne : carte d'appui : Fullà et Sahorra, maîtrise de l'espace.

Ces échines entre les vallées, dans le bassin du Conflent, ont de tout temps eu trois vocations : les minières et les mines, le passage, les bois. C'est là que sont situés les gisements de minerai de fer, c'est là que des sociétés minières ont obtenu des concessions, puis ont acheté des terrains (achats d'autant plus aisés que souvent, on embauchait le vendeur ou les fils du vendeur) : Société des Hauts Fourneaux de Chasse, les Mines de la Têt, Denain-Anzin-Minéraux du groupe DNEL. Ces échines, le plus souvent dans des terrains meubles, avaient subi des ravinements importants: nous avons évoqué l'action de reboisement.

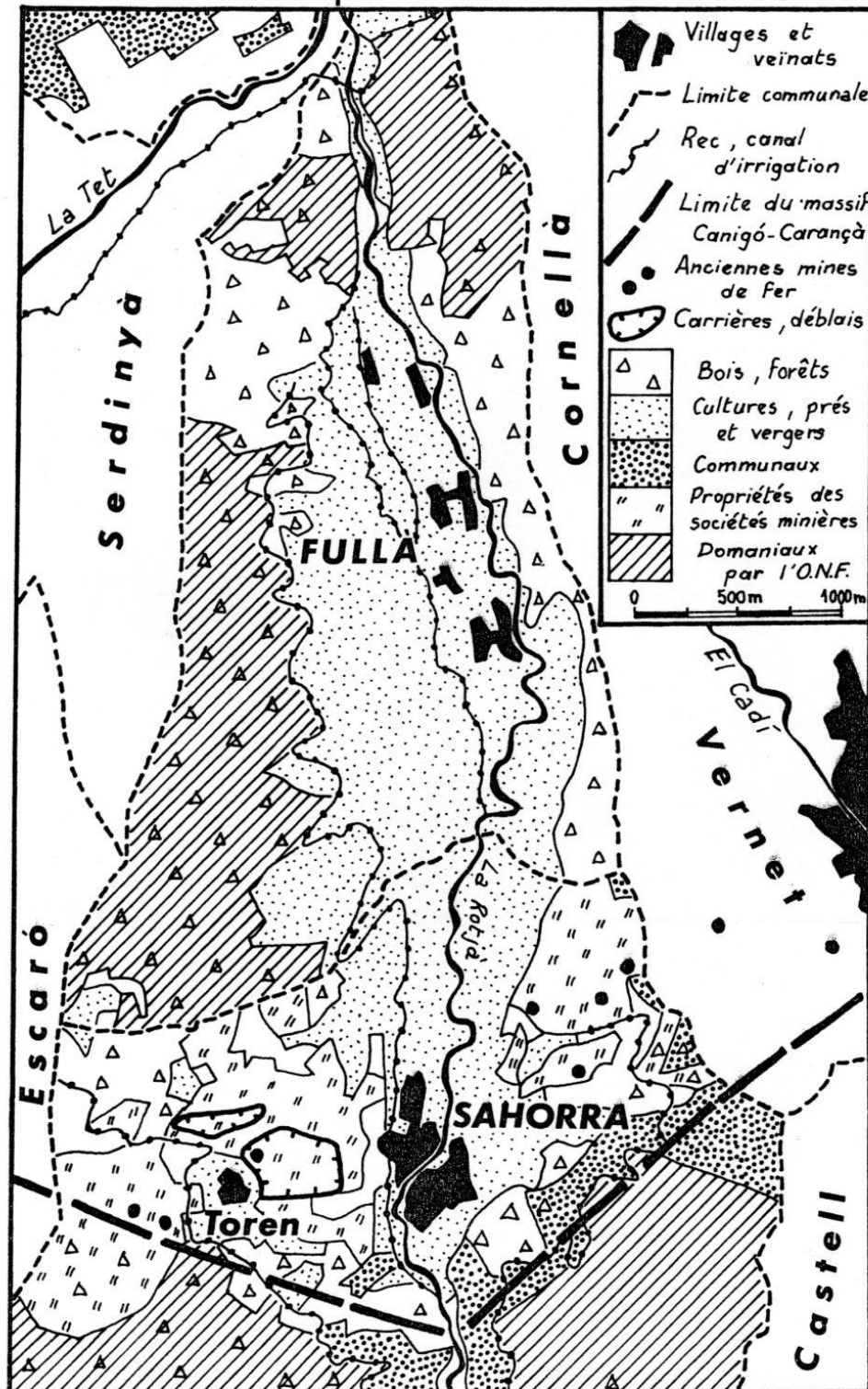
Par suite de ces emprises foncières, la vie agricole et pastorale s'est retrécie dans le fond de la vallée, situation que nous observons aujourd'hui.

Quant aux grandes carrières de spath fluor, elles furent ouvertes de 1960 à 1978 ; il s'agit aujourd'hui de cicatriser ces plaies paysagères. Quoi qu'il en soit, il y a là une mauvaise image de marque touristique, et un espace non maîtrisé par les collectivités locales.

Ce "corset" de l'ONF et des Sociétés minières est assez contraignant, mais localement on hésite à le remettre en cause.

Il existe des liens traditionnels entre les collectivités et ces entités ; elles sont toujours considérées comme un mal nécessaire, qui finalement apporte travail aux gens et ressources aux budgets communaux. On ne se défait pas facilement d'une tradition minière. Or les conditions ont changé : on assiste au classique "redéploiement" des grandes sociétés industrielles, qui ferment sans problèmes de conscience les entreprises les moins rentables ou les mines écrémées. Vraisemblablement, après le premier repli de 1962, et le sursis jusqu'à aujourd'hui, c'en est fini des mines et des ressources qui en dérivent. Mais l'héritage n'est pas remis en cause, peu de discussions sur l'avenir, alors que tous les problèmes se présentent sous un éclairage nouveau.

Maîtrise de l'espace à FULLÀ - SAHORRA



La question de la perception du changement est à poser. L'étude des mentalités héritées, comme celle des liens personnels et des réactions collectives (perception du problème mais occultation volontaire et donc fatalisme dans ce domaine tabou), seront nécessaires pour comprendre les interactions entre changement économique - changement de valeur de l'espace - changement social.

d) Sahorra et Fullà : la vallée.

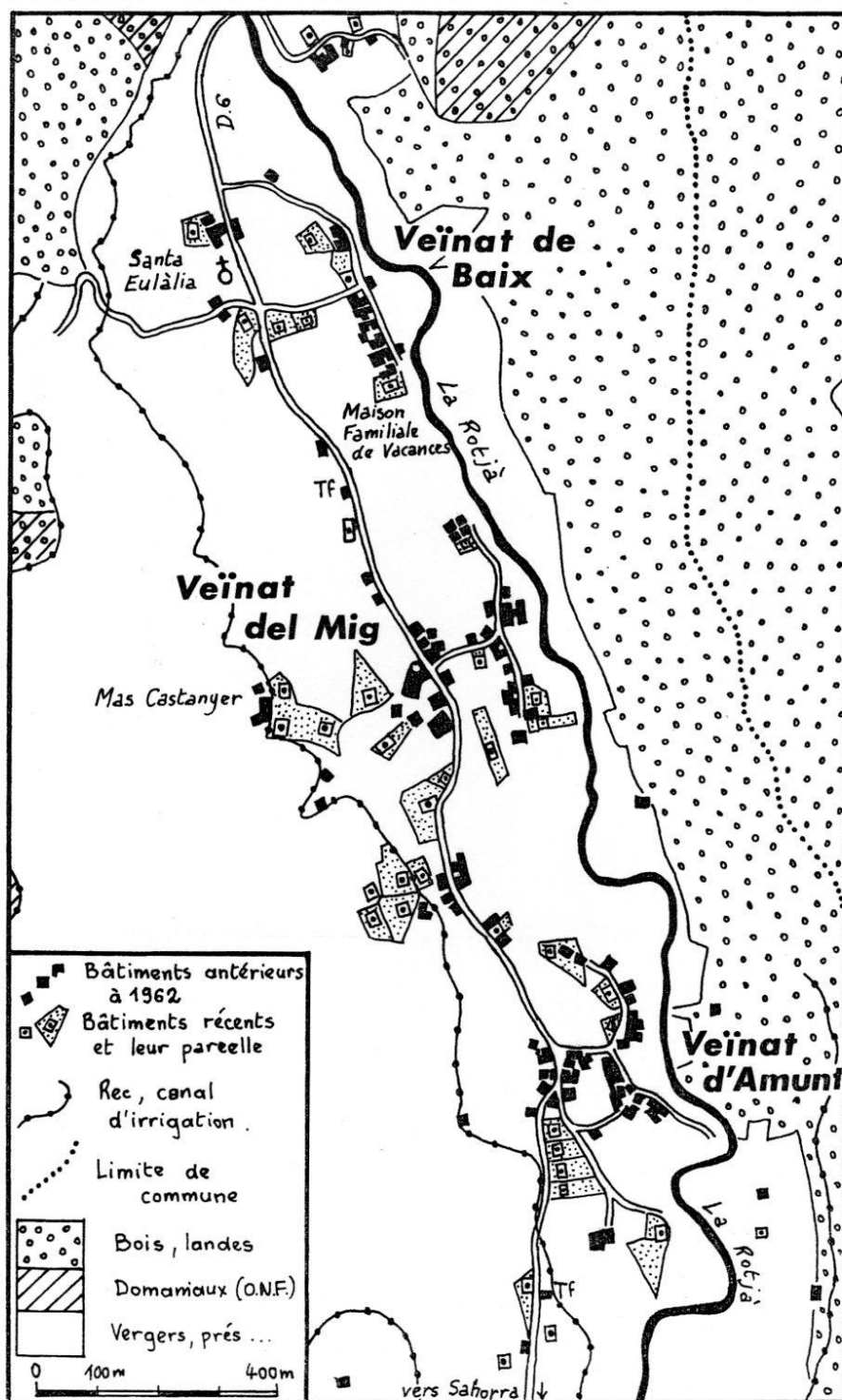
Les achats fonciers sont limités, mais ils existent (deux mas importants dont un acheté par un directeur de banque belge). L'agriculture n'est pas condamnée, les terres, grâce à l'irrigation et à la qualité des arboriculteurs, sont très productives. Mais il y a des handicaps : petites propriétés et émiettement des parcelles, spéculation foncière (le terrain à bâtir) qui bloque tout achat ou location agricoles, le blocage de l'exode qui "stérilise" certaines parcelles.

Pour des conditions de départ assez proches, Sahorra et Fullà divergent totalement et ont fait des choix radicalement différents

Fullà avait au départ un habitat semi-groupé : trois Veïnats (Veïnats = voisinage, ou hameau) et quelques mas. Ajoutons à ce fait - qui rend toute législation contraignante inapplicable : toute la vallée est dans un rayon de 500 m d'un "village" ! - une attitude locale très libérale vis à vis de l'urbanisation et nous observons un semis de maisons nouvelles, pimpantes, qui donnent un faux air de prospérité. En fait tout est urbanisable dans la commune qui a les propriétés les moins morcelées et le plus d'exploitations agricoles viables.

La gestion collective de l'espace urbanisé s'efface devant la somme des attitudes individuelles. La parcelle de verger qui devient un terrain à bâtir est d'abord envisagée comme le moyen d'assurer de l'argent frais au vendeur (il est du groupe villageois et on ne peut guère le pénaliser par un refus), avant d'être considérée comme le support d'une nouvelle maison : les critiques vont à juste titre contre "ces gens qui achètent et construisent n'importe où, ces résidents secondaires qui veulent être branchés aux réseaux d'eau et d'égoûts, aux frais de la commune, qui exer-

Habitat ancien et habitat récent - FULLÀ



cent des pressions sur la municipalité "... Alors qu'il y a au moins laxisme au départ: la raison est à chercher dans les attitudes, les modes de pensée hérités que nous avons évoqués à propos de l'étude de population.

La spirale ne risque pas de s'arrêter bientôt : l'assainissement vient d'être réalisé. Il fut difficile à réaliser et très coûteux car l'agglomération est totalement éclatée (voir carte Fullà : constructions anciennes et récentes). Ce réseau couvre presque toute la vallée, en dehors du territoire limitrophe avec Sahorra; il dessert au passage tous les vergers qui changent ainsi de valeur foncière... et virtuellement d'affectation.

Sahorra avait un habitat plus groupé. Il y existe aujourd'hui une réelle politique communale qui vise à encadrer la construction : les ressources communales ont diminué et il s'agit , pour une municipalité de gauche, de gérer au mieux les ressources de ne pas disperser les investissements d'infrastructure dont le coût retombe essentiellement sur les résidents, permanents. Le village s'accroît en auréole, se rénove à l'intérieur. L'espace agricole s'en trouve "protégé" de fait, mais il est assez différent des cas théoriques. Il ne répond pas aux critères habituels d'étude et de classement ; un chercheur peu averti ou trop rigide en est dérouté, accompagné en cela par l'attitude générale de la population et des agriculteurs interrogés : c'est le système de l'inertie et du repli vis à vis de l'extérieur que l'on joue face à toute intrusion. Paradoxalement on observe donc une attitude de défense, de protection, un milieu assez fermé voire introverti, alors que nous sommes dans une économie très ouverte. Ici plus qu'ailleurs il faudrait mieux cerner les phénomènes humains, sociologiques et linguistiques.

Nous venons de faire un bilan des principaux axes de notre recherche. Beaucoup de problèmes se trouvent clairement posés, et ce n'est pas le moindre acquis de ces quatre années. Mais en même temps, ces recherches et les études antérieures effectuées en dehors de l'ATP, ont permis de définir pour chaque point une approche qui permet d'obtenir des éléments de réponse ou des critères d'interprétation du changement et de sa perception. Des bases pour un travail plus approfondi existent.

ANNEXE 1 : ROTJA - STATISTIQUES FONCIERES

1979	FULLA	SAHORRA	PI	MENTET	Total
Superficie cadastrée	969 ha 100%	1441 ha 100 %	5088 ha 100 %	3169 ha 100 %	10667 ha 100 %
Communaux Communaux d'une autre commune	~ 71 ha 7%	351 ha 24% ~	~ - -	~ -	425 ha 4%
Domaines par l'ONF	343 ha 35%	588 ha 41%	117 ha 2%	0 0	1048 ha 10%
Sociétés minières et Sociétés foncières	~	135 ha 9%	4209 ha 83%	1067 ha 34%	5411 ha 51 %
Achats privés imports (placements fonciers ou placements spécu- latifs)	env. 30 ha 3%	~	~	1668 ha 53%	env. 1700 ha - 16%
Reste	520 ha 54%	367 ha 25%	762 ha 15%	434 ha 13%	2089 ha 19%

"Encadrement" de l'Etat
et des sociétés minières ;
maîtrise locale de la zone
cultivable ou urbaine; fai-
blesse ou éclatement du
tissu agricole.

Achats massifs et
maîtrise de l'espace;
marginalisation écono-
mique + blocages fon-
ciers et économiques
faute de contrôle local
de l'espace vécu.

ANNEXE 2 : ROTJÀ - STATISTIQUES FONCIERES AU 1/1/1979.

<u>PI</u> :	- superficie cadastrée	5088 ha	...	100 %
	- commune de Pi	15 ha	...	
	- ONF	117 ha	...	2 %
	- Ensemble des 6 sociétés "belges" (2)	4209 ha	...	83 %

Les chiffres se passent de commentaires (voir la carte p. 58).

MENTET :

- superficie cadastrée	3169 ha	...	100 %
- commune de Mentet	0,20 ha		
- ONF	0 ha		
- ensemble de 5 sociétés "belges " (dont 4 identiques à celles de Pi)(2).....	1067 ha	...	34 %
- propriétés privées (achats récents et spéculatifs) (1).....	661 ha	...	21 %
- 1 propriétaire privé	1007 ha	...	32 %
- autres propriétés privées	434 ha	...	13 %

(1) Il s'agissait de 18 achats récents ou à caractère de placement foncier, dont deux maires (ou anciens maires) du bas et moyen Conflent, un notaire qui fit les transactions pour le compte des Sociétés, dix Belges et un Allemand pour 547 ha et les 4/5 de ces terrains.

(2) Ces surfaces sont à ajouter à celles possédées par ces mêmes sociétés sur la commune de Nyer. Ces propriétés sont actuellement remises sur le marché, avec recherche d'acheteurs et transactions envisagées avec les pouvoirs publics ou les assemblées régionales : aboutissement logique d'achats spéculatifs d'une telle ampleur, compte tenu du "blocage" moral que constitue l'opinion publique avertie.

FULLÀ :

- contenance totale de la commune	969 ha	...	100 %
- ONF	343 ha	...	35 %
- commune de Vilafranca de Conflent	71 ha	...	7 %
- commune de Fullà	2 ha		
- compagnie du talc	2 ha		
- propriétés privées	551 ha	...	57%(1)

(1) dont 6 propriétés au dessus de 10 ha

13 propriétés de 6 à 10 ha

essentiellement dans la zone agricole réellement utile, soit 194 ha ou 20 % de la surface totale (mais plus de la moitié de la surface agricole utile)

ceci les place en bonne position de départ (viables ou en limite quand elles se consacrent aux vergers, ou appoint très important quand l'exploitant a plusieurs revenus), par contre possibilités étroites d'extension du fait du blocage foncier.

**Territoire et droits d'usage
en Catalogne Nord
L'exemple de Mentet (Conflent)**

Document annexe n°3

**Le projet avorté de station de ski
de Pi et Mentet (1964-1970)**

Nous avons évoqué dans le document précédent (annexe n°2 : les sociétés de Pi et de Mentet et les achats spéculatifs des années 1960-1970) les pressions qui s'étaient exercées, à l'origine de la situation actuelle, sur les territoires des communes de Pi et de Mentet.

L'une d'elles, à l'origine de toute la stratégie postérieure, fut un projet de création d'une macrostation de ski à cheval sur ces deux communes. D'abord secret, le projet fut dévoilé et alarma l'opinion publique des Pyrénées-Orientales, par l'impact qu'il pouvait avoir et par son caractère jugé fortement spéculatif.

La tendance en France était alors à la reprise en mains par l'État du développement touristique de la montagne, afin de mettre fin à une période de développement anarchique et très souvent spéculatif et dommageable pour le milieu naturel montagnard et les intérêts des habitants. Chronologiquement, le projet Py-Mantet en est un des derniers avatars.

Après 1975, la loi sur la montagne fixera le cadre d'une nouvelle politique qui, tout en permettant le tourisme hivernal, sera plus respectueuse du milieu et des gens. Localement, ces dispositions rendaient impossible la réalisation de la station projetée sur Pi et Mentet.

C'est dans ce contexte de pressions considérables, qui atteignaient aussi de plein fouet les éleveurs des deux communes, mais aussi de possibilités que permettaient les nouvelles dispositions, que les maires de Mentet et de Pi, avec l'appui de la population, demandèrent et obtinrent la création de deux réserves naturelles.

Voici la reproduction du descriptif du projet de station de ski sur Py et Mantet, avec les cartes qui l'accompagnaient.

Les Pyrénées Orientales

Sur les 6 Stations et les 12 Centres de Ski des Pyrénées, les Pyrénées-Orientales ne comptent qu'une seule station classée : Font-Romeu et deux Centres de Ski : les Angles et Porté-Puymorens. Un seul projet est en cours d'exécution : la station du Cambre d'Aze qui complètera le complexe Font-Romeu - Les Angles - Mont-Louis sur la face Nord du massif du Puigmal. Les autres Stations et Centres sont groupés dans les Htes Pyrénées (Canterets, Barèges, La Mongie, St Lary-Soulan, Superbagnères). Il est donc à craindre que les stations existantes dans les Pyrénées-Orientales ne subissent le contrecoup de leur succès ; l'asphyxie faute d'espaces de neige assez vastes pour accueillir la clientèle de plus en plus nombreuse et d'équipements en remontées mécaniques de longueur et de débit suffisants pour la satisfaire.

La création de nouvelles stations est-elle possible et souhaitable ?

Nous avons vu que la notion de concurrence entre les stations d'une même région n'est pas concevable. Plus elles sont nombreuses, plus elles forment un pôle d'attraction puissant sur le plan national et même international.

Avec 1 Station et 3 Centres de Ski sur les 80 Kilomètres du massif des P.O. qui s'étend du Mont Canigou au Col du Puymorens, le potentiel du domaine skiable est-il déjà saturé ? L'examen des possibilités prouve le contraire. En multipliant par 10 l'équipement et la capacité d'accueil il n'est pas certain encore que l'on ait épuisé toutes les ressources du tourisme d'hiver de ce massif. Des sites magnifiques situés de 1800 à 2800 mètres bénéficiant d'un enneigement de qualité étalé sur 6 mois, jouissant d'un climat méditerranéen, exceptionnel sous un ciel qu'on dit "le plus pur de France" peuvent et doivent être aménagés dans les années à venir.

Les régions de montagne concernées en prennent conscience ; jusqu'à maintenant dominées par une économie agricole et pastorale dont le déclin va croissant elles peuvent y trouver leur reconversion et leur avenir.

La Région du Languedoc-Roussillon qui, avec l'aide de l'Etat, a déjà parié sur le Tourisme d'Été par l'Aménagement du Littoral, développera un important facteur d'équilibre pour son arrière-pays en y encourageant le Tourisme d'Hiver.

PROJET D'IMPLANTATION
D'UNE STATION DE SPORTS D'HIVER
DANS LE MASSIF DU CANIGOU

(COMMUNES DE PY ET DE MANTET)

Depuis quelques années plusieurs Sociétés Forestières avaient uni leurs efforts pour permettre l'exploitation de la partie forestière située sur les Communes de PY et MANTET. Avec le temps il est apparu que ce vaste ensemble qui s'étend jusqu'à la frontière espagnole présentait par ses qualités d'enneigement prolongé, d'ensoleillement un caractère touristique indiscutable. C'est à partir de ces constatations qu'a germé dans l'esprit des responsables l'idée de création d'une station de sports d'hiver et station climatique d'été. Il faut préciser que de nombreuses suggestions avaient été faites dans ce sens par les deux municipalités concernées et que c'est grâce à leurs encouragements actifs que ce projet a pu voir le jour. Ces deux villages étaient tout à fait décidés à régénérer par le tourisme leur région peu à peu désertée.

Sans pour autant abandonner l'intention d'exploiter la partie forestière, il a donc été décidé avec l'appui d'un important groupe financier français spécialisé dans les investissements touristiques de procéder à l'achat des sites permettant un aménagement.

Cet exposé n'a pour seule ambition que de montrer la possibilité et même la nécessité d'un tel aménagement. Il est évident que des études techniques très approfondies devront être effectuées à un stade plus avancé de ce projet.

La Réserve Foncière

La maîtrise foncière d'un site est le goulot d'étranglement de toute opération d'urbanisme d'envergure et tout particulièrement pour la création d'une station de montagne. Il est en effet indispensable pour les promoteurs de n'être pas entravés par des obstacles internes afin de réaliser une urbanisation fonctionnelle et le meilleur équipement du site. La structure d'une station dépend des conditions naturelles (topographie, ensoleillement, géologie,...) et non du parcellaire. Cette maîtrise doit être totale ; elle concerne non seulement les zones d'urbanisation et les équipements, mais aussi les terrains où l'on a choisi de ne rien faire pour éviter une

urbanisation anarchique et parasitaire et maintenir et protéger ainsi l'unité et la beauté du site. Le coût est au minimum de 20 % des dépenses d'infrastructure lorsque les terrains sont payés au prix d'alpage.

C'est pourquoi dès 1966 un ensemble montagneux de plus de 7.000 hectares a été délimité sur le versant Ouest du massif du Mont Canigou (situé sur les Communes de PY et de MANTET) en fonction des qualités naturelles qu'il présentait; une politique d'achat mise en application. Dans la très grande majorité des cas cette politique a été bien accueillie par les propriétaires qui, en cédant leurs terrains à un prix convenable, conservent leurs droits de pâture, de chasse et de pêche. De plus l'élevage de bétail en montagne meurt petit à petit dans cette région et de nombreuses parcelles étaient totalement inutilisées depuis des dizaines d'années.

Les achats sont à l'heure actuelle pratiquement achevés et l'on peut maintenant penser à aborder la phase des réalisations concrètes.

- L'Ensemble PY - MANTET - Présentation et Etude du Site

Les Communes de Py et de Mantet

Ces deux villages vivent ("survivent" serait plus juste) encore de l'élevage et d'un peu d'arboriculture à PY. MANTET, dernier village avant la frontière espagnole est totalement déserté l'hiver. L'été apporte quelques estivants en nombre limité faute de moyens d'accueil.

Cependant la tendance irréversible est le dépeuplement progressif et l'abandon de l'élevage en montagne pour les activités plus lucratives et la vie moins rude de la plaine.

Les chiffres en témoignent (communiqués par les Maires).

EVOLUTION COMMUNE DE PY					
ANNEES	POPULATION		ANNEES	TROUPEAUX	
				MOUTONS	VACHES
1780	1.200	habitants	1942	6.000	500
1880	750	"	1962	4.000	200
1914	420	"	1969	800	50
1942	220	"			
1962	178	"			
1969	136	"			

EVOLUTION COMMUNE DE MANTET					
ANNEES	POPULATION		ANNEES	TROUPEAUX	
				MOUTONS	VACHES
1914	158	habitants	1960	3.000	200
1924	36	"	1969	1.500	0
1936	24	"			
1942	24	"			
1962	13	"			
1969	4	(Hiver 0)			

Cette région serait donc condamnée à devenir un vaste désert si le tourisme ne lui apportait pas de nouveaux débouchés.

La Situation Géographique

L'ensemble PY-MANTET est situé sur le versant Ouest du Mont Canigou entre les deux vallées du Tech au Sud et de la Têt au Nord. Sa limite Sud part du Pic de la Dona en suivant la frontière espagnole jusqu'au Roc Colom et se prolonge par les Esquerdas de Rotja jusqu'au Pla Guillem. C'est d'ailleurs la ligne de partage des eaux entre les deux vallées

formées par la crête la plus élevée. Sa limite Ouest part du Pic de Tres Estelles en passant par le Pic de l'Orry, le Col del Pal, le Pic de Serre Galinière jusqu'au Pic de la Dona. Quant à sa limite Nord-Est elle passe du Pla Guillem par la forêt des Mattes Rouges pour rejoindre le Pic de Tres Estelles au dessus de PY. Dans ses plus grandes proportions cet ensemble s'étend environ sur 8 Kms Nord-Sud et 12 Kms Est-Ouest, soit une superficie approximative de 7.500 hectares.

A vol d'oiseau la mer Méditerranée est à 50 Kms. Le point culminant de ce massif est le Pic de la Dona à 2.702 mètres.

Le point le plus bas (alentours de PY mis à part) dans le cirque de MANTET est à 1.400 mètres ; c'est-à-dire une dénivellée absolue de 1.300 mètres et une dénivellée skiable de 1.000 mètres environ.

On peut également distinguer les cols et les sommets suivants dont l'altitude moyenne varie entre 2.000 et 2.500 mètres :

- Pic de Tres Estelles .. 2.099 m
- Pic de l'Orry 2.040 m
- Col del Pal 2.294 m
- Pic de Serre Gallinière 2.663 m
- Porteuille de Mantet ... 2.412 m
- Pic de Coma Armada 2.504 m
- Pic de Lalloso 2.456 m
- Roc Colom 2.507 m
- Cime de Pomarole 2.456 m
- Pla de Campmagre 2.310 m
- Esquerdes de Rotja ... 2.418 m
- Pic de la Collada Verda 2.403 m
- Pla Guillem 2.305 m

Les principales chaînes, orientées Nord-Sud, forment les vallées et rivières de l'Alemanys, du Mantet et de la Rotja qui vont se jeter dans la Têt. Ces chaînes se soudent perpendiculairement à la chaîne longitudinale Est-Ouest des plus hautes crêtes.

Il faut surtout souligner l'homogénéité et pourtant aussi la diversité de ce site qui présente des versants exposés en toutes directions, dont la moitié de la superficie est au dessus de 1.800 mètres zone qui correspondent grosso-modo à la zone d'enneigement, dont l'autre moitié située entre 1.400 et 1.800 mètres (à l'exception des abords immédiats de PY de 1.000 à 1.400 mètres) est pour la majeure partie une très belle zone forestière entièrement vierge.

Sur le plan économique plus général le département des Pyrénées-Orientales et les départements côtiers voisins se caractérisent par une agriculture très spécialisée et sensible à la conjoncture, une industrie peu développée sauf sur certains points isolés. Sa vocation touristique s'affirme nettement par l'Aménagement du Littoral du Languedoc-Roussillon qui doit créer à long terme un ensemble de 300.000 lits dont le tiers sera réalisé au cours du Vème plan.

La concentration urbaine de la région s'est fixée principalement sur la frange côtière ; PERPIGNAN, NARBONNE, BEZIERS, PEZENAS, SETE, MONTPELLIER.

Le Roussillon s'enorgueillit d'une tradition thermaliste de qualité ; AMELIE-LES-BAINS, LE BOULOU, LA PRESTE, THUES-LES-BAINS, VERNET-LES-BAINS. Ces stations thermales sont toutes très proches du massif du Canigou. Il possède également des trésors d'architecture de l'Art Roman ; Abbayes de St Michel de Cuxa, St Martin du Canigou, Prieuré de Serrabone, au pied du Canigou et de très nombreuses curiosités touristiques.

En été des activités culturelles de grande classe attirent une clientèle internationale ; Théâtre du Midi, Festival de Musique de PRADES...

Le Climat

C'est précisément un des atouts majeurs du massif du Canigou qui par sa proximité de la Mer (50 Kms) jouit d'un climat méditerranéen.

Il n'existe pas à notre connaissance de renseignements détaillés sur cette zone précise mais l'on peut dégager quelques indications d'après son relief, le climat général de la région et surtout les constatations sur place.

Le vent dominant, la Tramontane, souffle de secteur Nord-Ouest d'une manière constante en Automne, en Hiver et au Printemps et s'alterne en Été avec les brises de mer.

Les précipitations sont subites, très violentes et concentrées sur quelques heures ou quelques jours. Elles surviennent la plupart du temps en automne et en hiver et occasionnent des crues spectaculaires (le Tech peut passer d'un débit de 5 m³/seconde à 4.000 m³/seconde en quelques heures).

Sur le massif du Canigou elles sont de l'ordre de 700 à 1.000 mm par an.

L'été est le plus souvent très sec.

L'enneigement de ce massif est garanti par deux facteurs :

1°) Son orientation par rapport au vent dominant.

Ses vallées ouvertes au Nord lui permettent de recevoir et de conserver l'enneigement apporté par les premières perturbations fin Octobre - début Novembre.

2°) Son altitude moyenne qui varie entre 2.000 et 2.500 mètres, un sommet à 2.702 mètres (Pic de la Dona), lui permettent de ne pas craindre les redoux provoqués par l'influence méditerranéenne et lui garantissent un épais tapis de neige.

La durée minimum de l'enneigement est de 6 mois, de Novembre à Avril, et se prolonge bien souvent jusqu'à fin Mai. Il est bon de mentionner que jamais, de mémoire d'homme, la neige ne fit défaut dans ce massif. D'après les constatations que nous y avons faites sur place en Décembre 1968 elle est abondante, poudreuse et très agréable à skier.

L'ensoleillement prolongé est aussi une des qualités déterminantes de l'ensemble PY-MANTET puisqu'on peut y dénombrer plus de 250 journées de soleil par an réparties surtout sur les deux saisons touristiques d'hiver et d'été. Ce site n'est situé qu'à 15 Kms à vol d'oiseau du plateau de Cerdagne réputé à juste titre pour la qualité de son climat et la pureté de son ciel (Four solaire, Centre Préolympique, Sanatorium etc...).

Ce sont précisément ces qualités essentielles d'enneigement et d'ensoleillement que recherche maintenant la clientèle des stations de montagne. Le citadin qui a appris à apprécier le soleil pendant ses vacances d'été commence à apprendre qu'en montagne l'hiver le soleil est plus fort qu'en été.

Skieur ou pas il désire ramener à la ville une belle pigmentation de la peau acquise sur un balcon ou sur une piste ensoleillée. Il pourra trouver tout cela sur l'ensemble PY-MANTET.

Les Possibilités Sportives :

Elles sont déterminées par la topographie de cette partie du massif du Canigou.

Le ski y est praticable et commercialement exploitable sur des pentes comprises entre 10 et 60 % d'un relief continu.

On peut déjà y discerner à l'état brut plusieurs pistes naturelles imposées par la morphologie du terrain.

Ces pistes sont de nature variées par leurs expositions et leurs difficultés sportives.

L'exposition principale du domaine skiable est au Nord (ce qui est recommandé pour la conservation de la neige et adopté dans les nouvelles stations, l'habitat restant exposé au Sud) avec de nombreuses variantes Est, Ouest et même Sud (Pic de Tres Estelles).

Formant un cirque allongé le site est protégé du vent dominant par les hautes crêtes. Un manteau végétal important entretenu par la transhumance des troupeaux franco-espagnols est un facteur très favorable en empêchant la broussaille de pousser. (Si ce projet se réalise nous espérons voir ces troupeaux se maintenir et même augmenter).

Le point d'implantation et d'urbanisation d'une station est déterminé par la convergence des pistes qui s'y rejoignent.

On peut distinguer deux zones élémentaires d'implantation :

1°) La plus sportive qui converge vers MANTET

- Une piste partant du Pic de la Dona (2.702 m) jusqu'au point 1.800 du cirque de MANTET. Longueur 5 Kms. Dénivelée 900 mètres, orientation Sud-Ouest - Nord-Est.

- Une piste partant du Porteil de Mantet (2.440 m) jusqu'au point 1.800. Longueur 4 Kms 500. Dénivellée 640 mètres. Orientation Sud-Ouest Nord-Est.
- Une piste partant de la Cime de Pomarole (2.456 m) jusqu'au point 1.800. Longueur 2 Kms. Dénivellée 656 mètres. Orientation Sud-Est Nord-Ouest.
- Une piste partant du Pic de Tres Estelles (2.099 m) jusqu'au point 1.800 m. Longueur 1 Km 500. Dénivellée 299 mètres. Orientation Nord-Est Sud-Ouest.

2^a) La plus abritée et ensoleillée converge vers le bassin de la Rotja

- Une piste partant du Porteil de Rotja (2.344 m) jusqu'au point 1.800 du bassin de la Rotja. Longueur 4 Kms. Dénivellée 544 mètres. Orientation Sud-Ouest Nord-Est.
- Une piste partant du Garavera (2.318 m) jusqu'au point 1.800. Longueur 2 Kms 200. Dénivellée 518 m. Orientation Nord-Ouest Sud-Est.
- Une piste partant du Pla Guillem (2.305 m) jusqu'au point 1.800. Longueur 4 Kms. Dénivellée 505 m. Orientation Nord-Est Sud-Ouest.

Naturellement le tracé de ces pistes devra être établi à la suite d'études très techniques. Nous n'avons pas non plus énuméré toutes les possibilités mais seulement celles qu'on peut constater "de visu" sur le terrain. C'est-à-dire en potentiel :

- 30 Kms de pistes environ.
- Une dénivellée entre 900 et 500 mètres.

Dans un même site le skieur pourra donc évoluer sur des pistes de haute montagne et sur des pistes en forêt, passer d'un versant à l'autre pour suivre le soleil toute la journée. C'est sa dimension qui confère une variété exceptionnelle à l'ensemble PY-MANTET.

Il convient aussi de souligner la particularité singulière de ce versant des Esquerdes de Rotja d'où il sera possible, par temps clair, de skier tout en apercevant la mer à l'horizon.

Peu de stations dans le monde peuvent se targuer d'un tel avantage...

L'Infrastructure et les Accès Routiers

C'est le problème numéro un sur lequel tout repose.

Le Train - La plus proche localité desservie par une gare est Vernet-Les-Bains à 12 Kms (correspondances à Perpignan pour les grandes lignes). Cette proximité constitue un avantage appréciable.

L'Avion - Perpignan est maintenant équipé d'un Aéroport moderne (grâce au dynamisme de sa Chambre de Commerce) capable de recevoir les plus grands Charters. Il est concevable de réaliser une liaison aérienne avec cet aéroport. En effet au lieu dit Pla de Campmagre s'étend un espace ricoureuusement plat de 750 à 1.000 mètres qui à peu de frais, peut-être transformé en Altiport. Pour l'anecdote, cette solution avait été envisagée par les autorités anglaises pendant la dernière guerre.

Les Accès Routiers sont actuellement insuffisants pour y permettre l'implantation d'une station importante.

L'ensemble PY-MANTET est relié à l'axe PERPIGNAN-BOURG-MADAME qui suit la vallée de la Têt (Nationale 116) par la route Départementale n° 6 qui rejoint MANTET. Cette route est satisfaisante pour une circulation dense jusqu'à SAHORRE mais beaucoup trop étroite de Sahorre à Mantet et particulièrement sur le tronçon PY-MANTET et où deux voitures ne peuvent se croiser sans danger.

D'autre part il serait anormal que cette station soit enclavée par rapport à la vallée du Tech qui ouvre un accès très intéressant sur l'Espagne et sa clientèle. La route actuelle qui atteint PRATS DE MOLLO à LA PRESTE et devrait pouvoir relier MANTET en joignant ainsi les deux vallées de la Têt et du Tech. Cette nouvelle voie profiterait à toute la région en faisant sortir le Ht Vallespir de son isolement.

Une autre liaison peut être effectuée avec la nationale 116 (Perpignan-Bourg Madame) par la route de Nyer à Mantet dont un important tronçon (5 Kms) a été réalisé avant que les travaux ne soient abandonnés.

Une route forestière est nécessaire pour l'exploitation des bois qui suivrait la vallée de la Rotja pour rejoindre Py. Elle présente aussi un intérêt touristique certain.

Enfin il est possible d'envisager une route d'accès direct sur l'Espagne par le Porteuille de Mantet qui joindrait Setcasas et Camprodon.

Les besoins en équipement se résument donc ainsi :

- Elargissement et amélioration du réseau actuel (SAHORRE-MANTET) qu'il faut adapter à une affluence touristique intense.
- Désenclavement de MANTET par l'ouverture d'une route LA PRES-TE - MANTET (15 Kms environ)
- Poursuite de la liaison avec NYER (3 Kms environ)
- Ouverture d'une route forestière la vallée de la Rotja reliant PY.

Nous avons vu, et c'est ce que M. CHALANDON Ministre de l'Équipement a admis récemment, qu'un promoteur ne peut supporter à la fois les charges financières des routes et celles de l'aménagement d'une station. Il appartient donc aux collectivités locales, aux pouvoirs publics régionaux et nationaux de décider si ce projet peut aboutir.

L'Aménagement

Par son étendue et ses possibilités l'ensemble PY-MANTET rassemble toutes les conditions requises pour la création d'une station de grande capacité. Une petite station de Week-End ne présenterait aucune rentabilité par rapport à l'investissement minimum nécessaire.

Une capacité d'hébergement de 6.000 lits peut-être réalisée en plusieurs tranches de travaux sur les deux zones d'aménagement de MANTET et du BASSIN de la ROTJA si le problème des accès est résolu. La construction en montagne est de 25 % plus chère qu'en plaine et les travaux de gros-œuvre ne sont possibles que pendant 6 mois de l'année.

Cette capacité d'accueil peut être renforcée de 2.000 lits par l'industrie hôtelière de la région et les locations privées.

L'intérêt économique pour les régions de Prades et de Prats-de-Mollo en est évident puisqu'actuellement elles n'ont d'animation touristique que l'été.

La maîtrise foncière complète permettra une unité de conception indispensable à une urbanisation harmonieuse, au respect et à la mise en valeur du site.

Les ressources en eau sont satisfaisantes par le débit important des trois rivières, L'Aleman, le Mantet et la Rotja qui devrait suffire à la consommation courante.

Par contre l'énergie électrique doit être amenée par les nouveaux accès routiers.

L'Urbanisation doit répondre aux principes suivants :

- Concentration autour de la réception principale des pistes
- Limitation des déplacements inutiles des skieurs
- Pénétration du ski à l'intérieur de la station
- Séparation des différents trafics (voitures, piétons, skieurs)

Les Remontées Mécaniques seront d'un débit équilibré avec la capacité de la station pour éviter l'encombrement et l'usure des pistes. Pour une station sportive comme c'en est le cas ce débit horaire doit être égal à 50 % du nombre de lits-touristes.

Propositions Annexes

- Une forêt qui n'est pas aérée régulièrement par une exploitation rationnelle finit avec le temps par se dégrader. L'ensemble PY-MANTET possède environ 3.000 hectares de forêt. Un réseau de routes forestières présente le double avantage d'en permettre l'exploitation et de créer des promenades magnifiques pour les touristes.
- Une faune variée (Isards, sangliers etc...) y vit encore mais faute de protection est en voie de disparition. La dimension du site permet la création d'un Parc Naturel de Protection
- Le maintien de l'élevage de montagne (moutons, vaches et chevaux) est plus que souhaitable. Une coopérative d'élevage montagnarde qui rassemblerait les éleveurs des villages environnants y trouverait des pâturages immenses. D'autre part l'élevage du cheval qui est de tradition locale peut déboucher sur la création d'un Centre Hippique de Montagne.

La Région concernée

De même que toutes les communes du plateau de Cerdagne ont connu un développement touristique considérable par l'essor de Font-Romeu, il est indéniable que le même phénomène

se reproduira pour les communes des régions de Prades et de Prats de Mollo si ce projet vient à aboutir.

Les stations thermales voisines (Amélie-Les Bains, Vernet-Les-Bains, Le Boulou, La Preste etc...) qui ne travaillent pratiquement qu'en été trouveront avec ce nouveau pôle d'attraction un débouché pour l'hiver très intéressant.

C'est pourquoi nous préconisons pour harmoniser les initiatives des collectivités locales en faveur de ce projet l'instauration d'un Syndicat Intercommunal pour le Développement du Massif du Canigou sous le contrôle des autorités de tutelle.

Le Marché Potentiel

Nous avons surtout insisté sur la saison "Sports d'Hiver" d'une durée de 6 mois qui sera la caractéristique essentielle de cette station. Mais il ne faut pas négliger la saison touristique d'été qui apportera une clientèle différente pendant deux mois. Ce qui représente au total 8 mois de saison touristique sur l'année.

Le Marché National

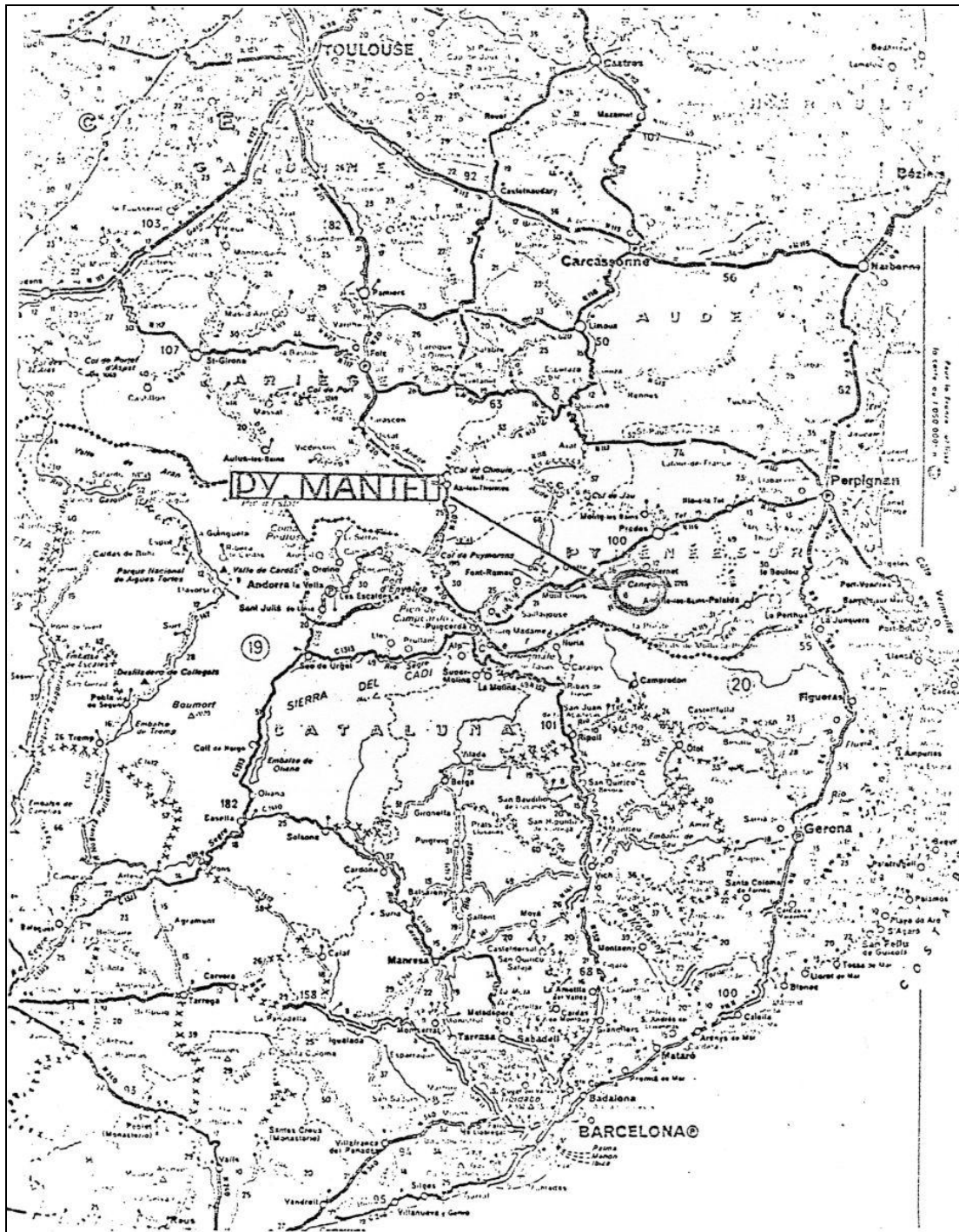
Dans la seconde partie de cet exposé on trouvera les conclusions du Rapport de la Commission du Tourisme pour le Vème Plan et des extraits d'étude due à la Commission Intermministérielle pour l'Aménagement de la Montagne sur le marché du Ski et ses perspectives.

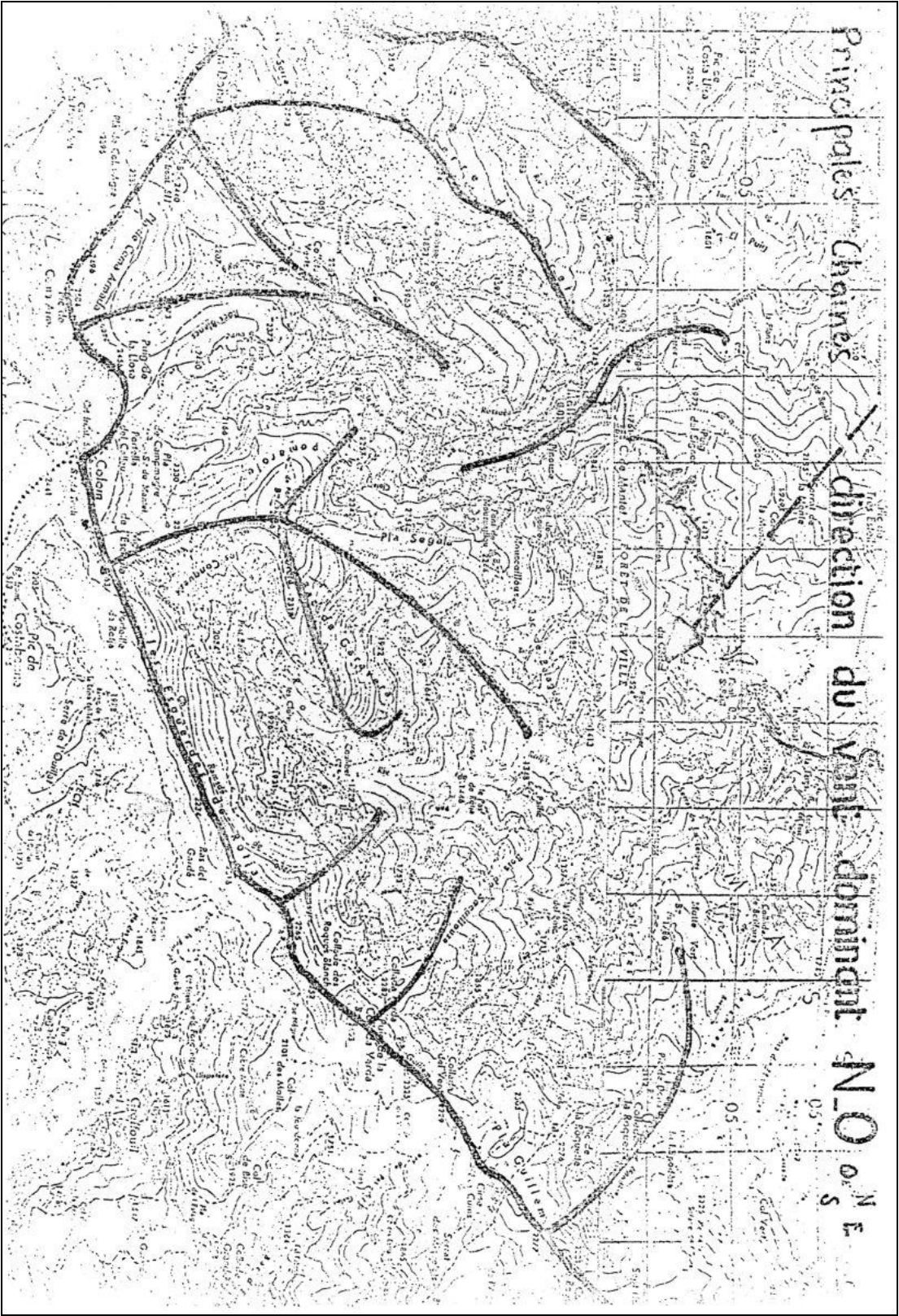
Le Marché Régional

La clientèle des stations de sports d'hiver est urbaine à 80 %. Le marché régional se trouve délimité par le triangle TOULOUSE - MARSEILLE - BARCELONE où toutes les métropoles sont à moins de 400 Kms de MANTET soit une demi-journée de voiture au maximum.

Le versant espagnol des Pyrénées est très peu équipé en stations de montagne et Barcelone n'est qu'à 165 Kms de Mantet par Prats-de-Mollo. On peut attirer un fort pourcentage de clientèle Barcelonaise dont le niveau de vie est un des plus élevés d'Espagne.

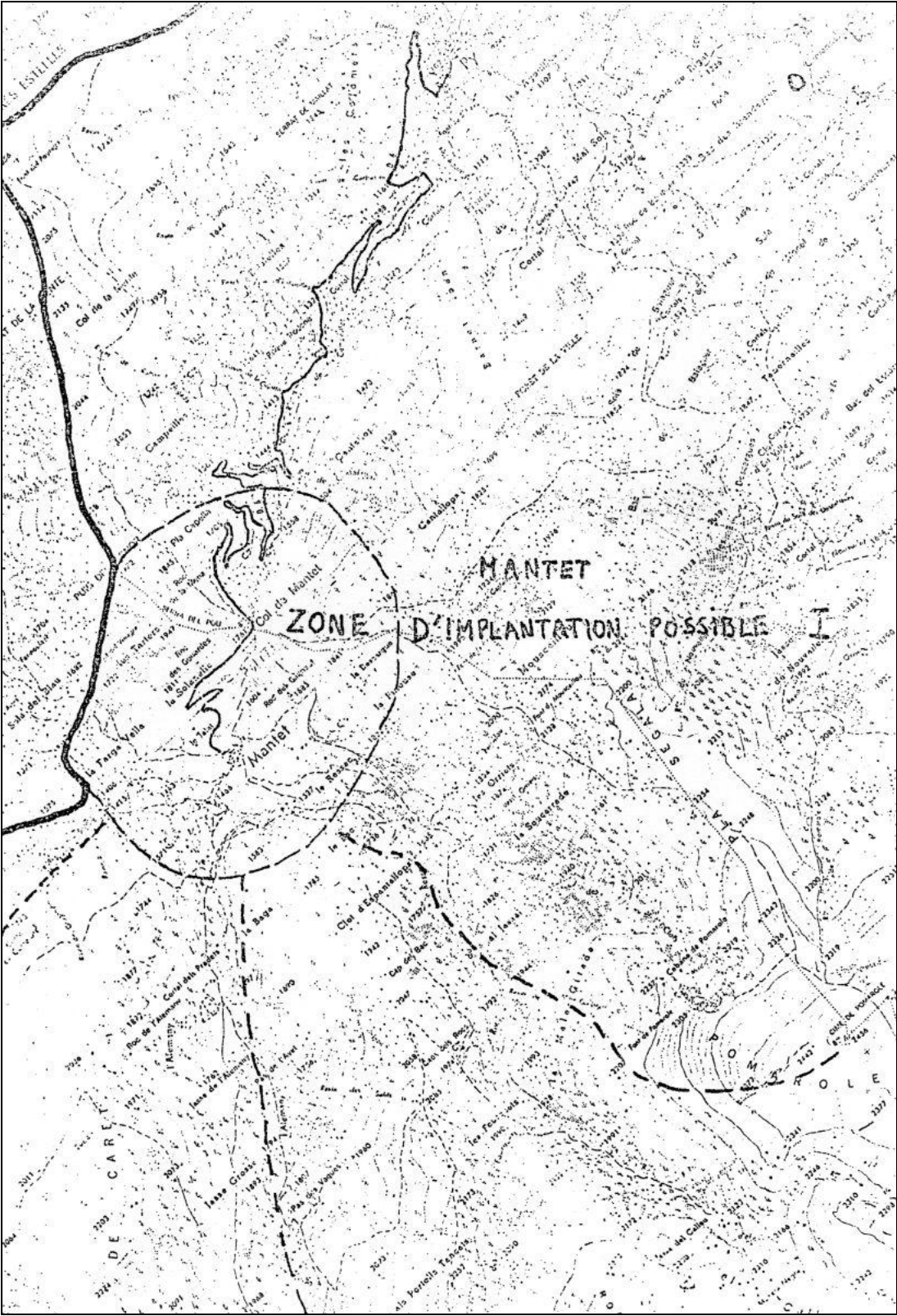
C'est donc un projet d'intérêt national dont le succès peut influencer l'économie de toute une région sous-équipée et dont les richesses naturelles méritent un meilleur sort.

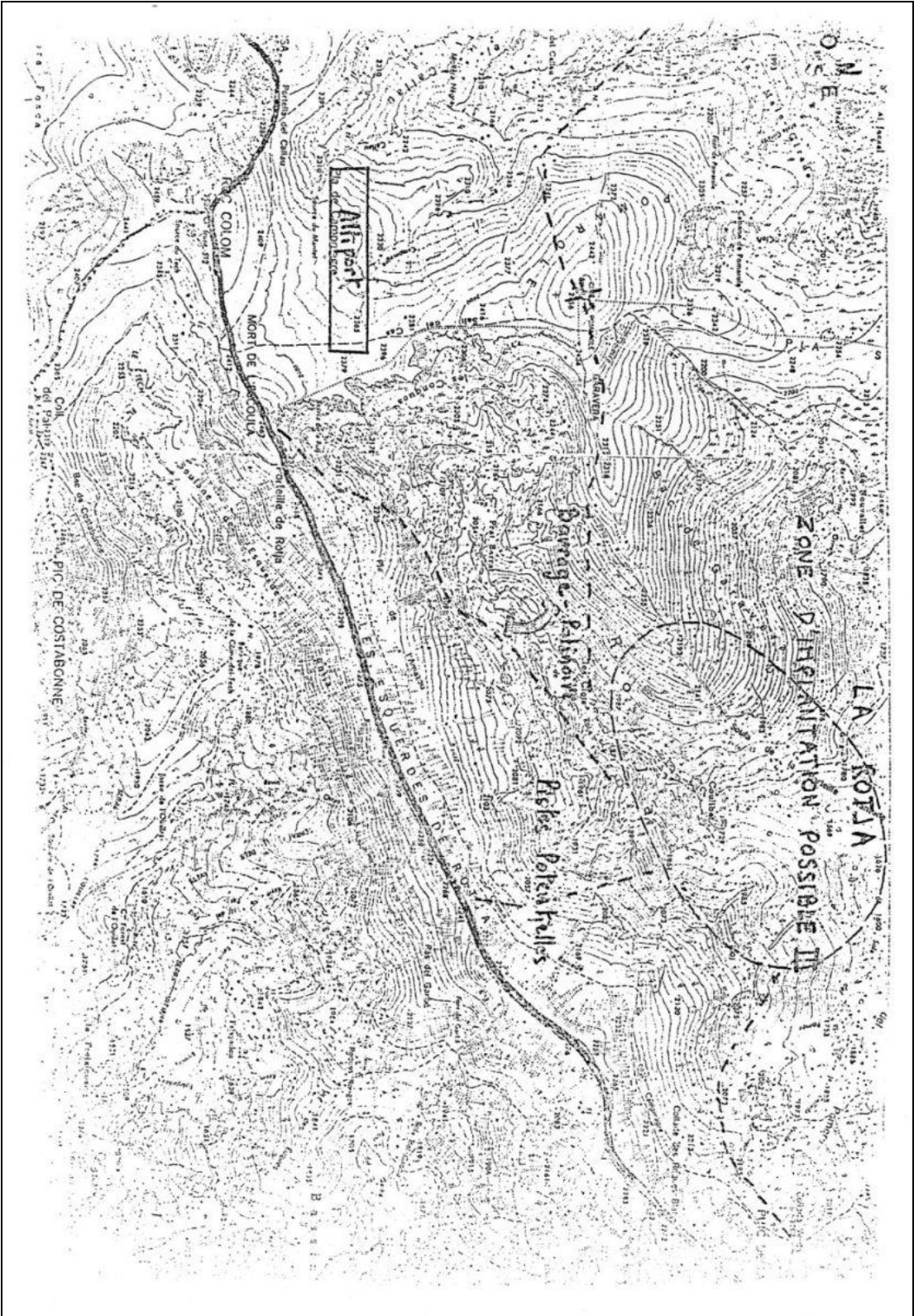


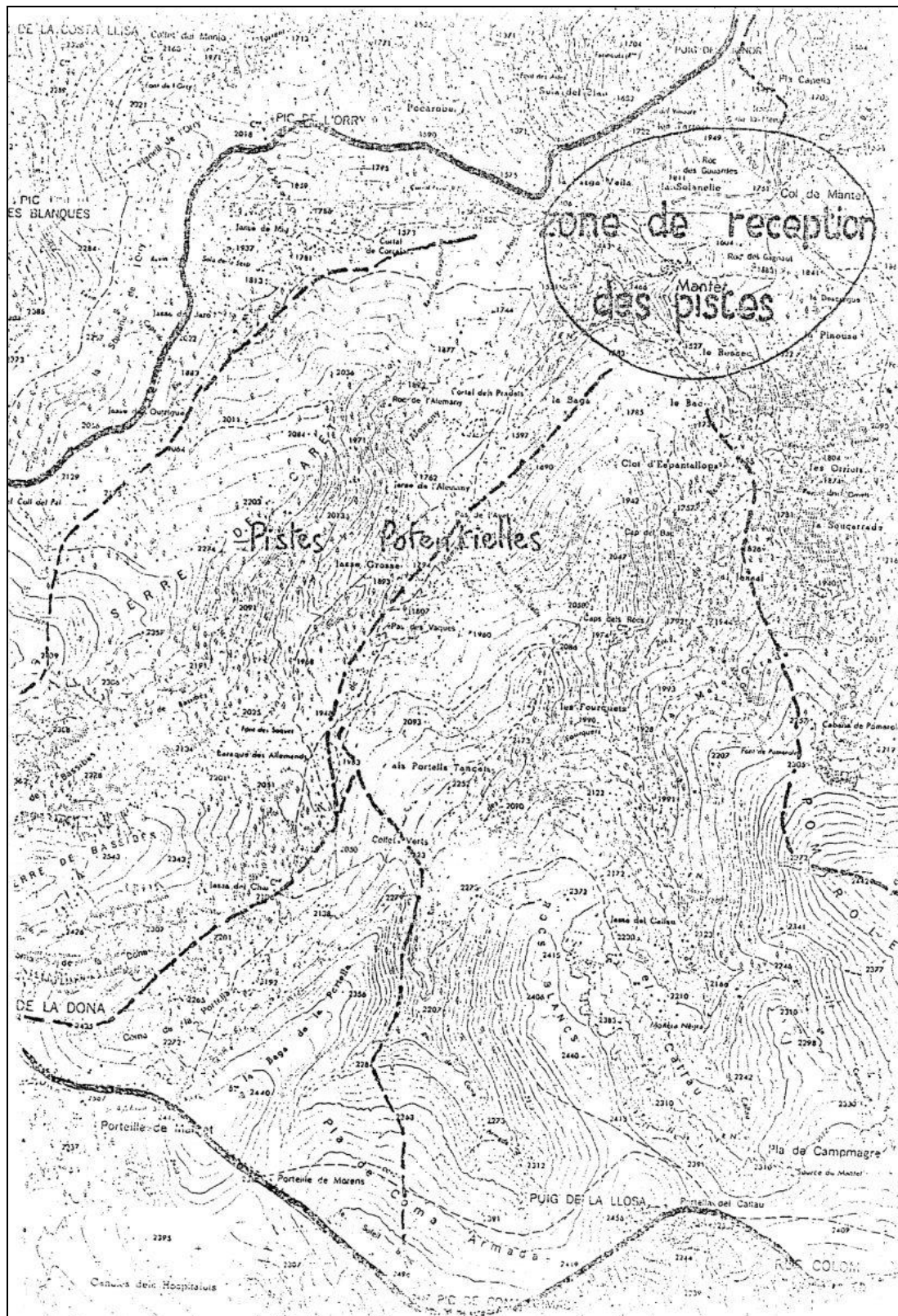












RECERC - Ouvrages de référence - 2013 - Collection Catalogne Nord n°3

Martina Camiade, sld, Joan Becat, Jean-Philippe Meneau

Territoire et droits d'usage en Catalogne Nord L'exemple de la commune de Mentet (Conflent)

Page Chapitre

4	Bref sommaire
5	Résumés en anglais, en français, en catalan, en espagnol
7	Territoire et droits d'usage dans la commune de Mentet. Document de synthèse (par Martina Camiade, Joan Becat et Jean-Philippe Meneau)
10	1.- L'usage pastoral multiséculaire et l'exercice sans interruptions des droits de pacage sur le territoire de la commune de Mentet
14	2.- L'étude juridique des droits de pacage, sur Mentet et dans des cas semblables des montagnes des Pyrénées-Orientales
25	3.- La situation actuelle des propriétés dans la commune de Mentet
29	Première partie : Contribution à l'étude juridique des usages et coutumes de la commune de Mentet (par Martina Camiade et Jean-Philippe Meneau)
30	Introduction
35	1.- L'actualité de la " <i>loi stratae</i> "
38	1.1.- L'origine de la " <i>loi stratae</i> " Exégèse de la " <i>loi stratae</i> " Confrontation entre la " <i>loi stratae</i> " et la codification post révolutionnaire
44	1.2.- La place de la coutume dans le corpus juridique Les usages, règles de droit par délégation de la loi Les usages, règles de droit autonomes
55	1.3.- La coutume devant les tribunaux La preuve des usages et des coutumes Le contrôle de la Cour de cassation
59	2.- De la propriété aux usages Éléments généraux sur les droits d'usages Un pastoralisme particulier La communauté de Mentet et la gestion de ses usages
73	Conclusion
74	Bibliographie et sources
78	Document annexe

81	Deuxième partie : Les propriétés et les droits de pacage en Catalogne.
	La Vallée du Querol (par Joan Becat)
82	1.- Les propriétés et les droits de pacage en Catalogne
85	2.- L'exemple de la Vallée du Querol
	Éléments statistiques comparatifs
	Concession du roi Jaume 1er, en 1243
	Concession du roi Jaume 1er, en 1257
	Confirmation par Louis XI, roi de France, en 1463
92	Troisième partie: Les propriétés et l'usage pastoral de la commune de Mentet (par Joan Becat)
93	1.- Les propriétés
	Les sections cadastrales
	Les propriétés
	Pacages et forêts avec droits d'usage
105	2.- L'usage pastoral de la commune de Mentet
	L'usage pastoral traditionnel
	L'usage pastoral contemporain
	L'usage pastoral actuel
116	Documents annexes
117	1.- La toponymie et le territoire de la commune de Mentet
129	2.- Les sociétés de Py et de Mentet et les achats spéculatifs des années 1960-1970
156	3.- Le projet avorté de station de ski de Pi et Mentet (1964-1970)
178	Sommaire